

UDO WALENDY

LE CONTRAT DE TRANSFERT

&



LA FIEVRE DU BOYCOTT DE 1933

Traduit de l'allemand par Valérie Devon

Le contrat de transfert
et la fièvre du boycott de
1933

Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933

Par

Udo Walendy

Traduit de l'allemand par

Valérie Devon

Couverture réalisée par Noel Gredl

Le contrat de transfert et la fièvre du boycott de 1933© 2018 par Valérie Devon

Imprimé et Publié par Valérie Devon

ISBN 978-0-244-07145-5

Tous les droits sont réservés.

Ce livre ou une partie de celui-ci ne peut être reproduit
ou utilisé de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite expresse
de l'éditeur, à l'exception de l'utilisation de courtes citations dans une revue
de livres ou un journal scientifique.

Contact information : didi3486@gmail.com

Historical Facts No. 26

Publication scientifique

Cette brochure a été examinée par des experts pour s'assurer que ni le contenu ni le format ne violent les lois de la République Fédérale d'Allemagne, ni ne constituent un "préjudice moral envers les adolescents".

"...Honteux et humilié. ..."

Stourbridge, le 16 mars 1984 (AP).

Le procureur général britannique, Sir Hartley Shawcross, a déclaré dans un discours vendredi soir :

"Peu à peu, j'en suis arrivé à la conviction que les objectifs du communisme en Europe sont sinistres et mortels.

Au procès de Nuremberg, j'ai condamné avec mon collègue russe l'agression et la terreur nazies.

Aujourd'hui, je crois que Hitler et le peuple allemand ne voulaient pas la guerre. Mais nous avons déclaré la guerre à l'Allemagne, avec l'intention de la détruire, conformément à notre principe d'équilibre des forces et nous y avons été encouragés par les 'Américains' autour de Roosevelt.

Nous avons ignoré les plaidoyers d'Hitler, de ne pas entrer en guerre. Maintenant, nous sommes obligés de réaliser que Hitler avait raison. Il nous a offert la coopération de l'Allemagne : au lieu de cela, depuis 1945, nous sommes confrontés à l'immense puissance de l'empire soviétique. Je me sens honteux et humilié de voir que les desseins dont nous avons accusé Hitler, sont maintenant poursuivis sans relâche sous une étiquette différente."

"...Les juifs lucides commencèrent à se sentir mal à l'aise avant 1933. Ils ont admis qu'ils avaient manqué l'occasion qui leur avait été offerte sous la République de Weimar et qu'ils avaient exagéré leur récit..."

Ernst v. Weizsäcker *Erinnerungen*, München, Leipzig, Fribourg 1950, p. 105 – Avis du 27 mars 1933.

"Le président (de la République fédérale d'Allemagne) m'a demandé de faire cette annonce :

La responsabilité du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale repose sur une seule personne, Hitler...

Il n'est pas pertinent de savoir si d'autres facteurs ont contribué..."

Les documents publiés et les témoignages de personnalités impliquées sont si clairs qu'aucun historien sérieux n'est en mesure de douter."

Dr Heinrich Seemann

Bureau du président, Bonn 16 juin 1981

AZ: II/I-6630-1596/80

LE SEUL POUVOIR À CONSIDÉRER

Jewish Daily Bulletin, 27 juillet 1935 :

"Il n'y a qu'un seul pouvoir qui compte vraiment : le pouvoir de la pression politique. Nous les juifs, sommes le peuple le plus puissant de la Terre, parce que nous avons cette puissance et nous savons comment l'appliquer."

La perspective du démocrate intimidé

Au cours de mes recherches dans le cadre de cette brochure, on m'a demandé si la vie ne serait pas beaucoup "plus facile et moins dangereuse", si l'on ne se mêlait pas du tout d'une question aussi controversée, parce que même les observations objectives et concrètes d'un ressortissant allemand, disaient-ils, ne causeraient que des ennuis.

Cette approche me pousse à faire la remarque importante suivante : quiconque fait valoir ce point de vue, s'exclura automatiquement de tout débat politique indépendant, abandonnant ainsi la pensée et la pensée politique ainsi que celle de l'humanité en général à ceux qui, en raison de leur autorité en matière de loi et d'application de la loi, écraseront simplement l'épine dorsale des modérés, des réservés, des plus nobles et des experts qui seront intimidés, effrayés et contraints à la dépendance économique et intellectuelle. Il suffit de regarder autour de soi – dans les sphères d'influence des superpuissances des pays de l'Est et de l'Ouest – pour découvrir précisément le mal fondamental et le reconnaître comme tel.

Quelques exemples suffiront :

- 1) Les ressortissants allemands, y compris les 18 millions de réfugiés, qui osent qualifier la Russie occidentale, la Poméranie, l'Est de Brandebourg, la Silésie, les Sudètes ou la Prusse occidentale de territoires allemands légitimes, et qui qualifient l'expulsion de millions de personnes de violation du droit international et de terrible injustice quelle qu'en soit la raison, seront immédiatement

réprimés par des “arguments” tels que “fasciste, revanchard, militariste, criminel de guerre” ou pire.

3 280 000 Allemands sont morts dans les conditions les plus bestiales au cours de cette expulsion. Cela a été clairement établi comme un fait historique, et nous ne sommes pas censés comparer ces crimes à certains autres crimes présumés, dont la “connaissance d’office” est généralement adoptée par les tribunaux allemands, et la remettre en question est considéré comme un acte criminel¹.

2) Dans l'Est communiste, quiconque nie ou réfute la seule responsabilité de l'Allemagne dans la guerre et qui réclame une enquête impartiale, sera avant longtemps incarcéré pour “incitation au boycott”. Selon les démocrates occidentaux, prétendant toujours à la “Tolérance”, un tel homme est susceptible d’être classé parmi les “Ewigestrigen” (passéistes qui pensent toujours en termes d’hier), les “semeurs de haine”, “Jugendgefährder” (dangereux moralement pour les adolescents), les “incorrigibles”, les “agitateurs-nazis”, bref, ces gens avec qui il est tout à fait inutile de discuter, à la limite et dans le meilleur des cas, qui souffrent d’incapacité mentale.

3) Bien que le commandant en chef Eisenhower n'avait “aucune idée de la situation politique qui prévalait en Europe”², il se souciait néanmoins principalement de “l’annihilation du plus grand nombre d’Allemands possible”, déclarant au début de l’offensive de Roer :

J'espère que tous les Allemands à l'Ouest du Rhin et partout où nous attaquerons seront exterminés.³

¹ Viz : 21e loi portant modification de la loi pénale, 1985, art. 140 du Code pénal allemand.

Lorsque cette loi fut débattue au Bundestag, la Knesset de Tel-Aviv a vivement critiqué toute assimilation de la négation ou de la minimisation des crimes contre les juifs avec d’autres crimes ; elle a exigé que ces crimes ne puissent pas être comparés.

² W. H. Chamberlin, *Amerikas Zweiter Kreuzzug* (America’s Second Crusade), Bonn 1952, pp. 150-151.

Robert E. Sherwood, *Roosevelt and Hopkins – Weltpolitik 1933-45 im Weißen Haus*, Hambourg 1948, p. 551.

³ R. F. Keeling, *Gruesome Harvest – The Costs Tentative to Exterminate the People of Germany*, Chicago 1947, pp. 3, 45.

Le chef propagandiste russe, d'ailleurs, n'a cessé d'inciter l'Armée rouge, déjà hostile et politiquement fanatisée, à tuer tous les Allemands – hommes, femmes et enfants – les qualifiant de sous-hommes.

Une campagne de bombardement effroyable visait à exterminer la population allemande, dont les victimes étaient surtout des femmes et des enfants. Des Allemands opposés à leur commandement n'ont pas eu la possibilité de soumettre des offres de paix aux dirigeants alliés.

Cette immense tragédie est aujourd'hui appelée “Libération”, et cette perversion du vocabulaire d'usage est communément appelée le “processus d'apprentissage démocratique” et l'expression de la sagesse politique.

Ces slogans et d'autres du même genre sont répétés jour après jour dans le monde entier, dans les médias, les institutions parlementaires et les cercles politiques. Ce jargon, créé par des groupes d'intérêts puissants, est avalisé sans aucun sens des responsabilités. Comment peut-on s'attendre à ce que quelqu'un avec une attitude aussi peu critique apprenne de l'histoire ? Pour un observateur averti, c'est une expérience effrayante que de constater l'insouciance, l'irresponsabilité et le manque de considération qui imprègnent non seulement la vie politique – même celle des grandes puissances dans leurs rapports mutuels – mais aussi la façon d'écrire l'histoire.

Celui qui ne trouve plus son chemin à travers cette masse de désinformation et de mensonges, a très peur parce qu'il est dépendant de son emploi, de sa carrière ou de sa retraite ; il ne peut avoir d'opinion personnelle, encore moins l'exprimer en public ; il reste donc victime de la propagande et du système en place. Il doit composer avec tout ce qui est offert dans le domaine de l'information. Il doit aussi subir la diffamation et les humiliations de sa propre nation, la calomnie de ses anciens camarades d'armes tombés pour la patrie, l'imposition du fardeau de la culpabilité

“jusqu’à la dernière génération”. Il doit accepter que son peuple soit brutalement expulsé de chez lui, où il a vécu pendant des générations, sans avoir eu recours au droit et à la justice. Il est même tenu d’“applaudir” à tout cela comme une bénédiction de la “Libération”, de la même manière que la “Révélation”, endoctrinée en lui, en 1945, “avec la victoire des forces pacifiques, démocratiques et humanitaires sur les Nazis”, l’état paradisiaque de paix et de droit, longtemps désiré par l’humanité, est enfin arrivé, et que la “volonté du peuple” s’est accomplie partout.

Hélas ! Quiconque suit les événements du monde, même de façon très succincte, sait combien de conflits, combien de guerres, combien de massacres, combien d’injustices et de mensonges, combien de propagande irresponsable et d’agitation ont été relatés dans les annales de l’Histoire au cours des dernières décennies jusqu’à nos jours – et que ni l’Allemagne ni le National-Socialisme ne sont concernés. Il faut donc trouver ailleurs les causes de cette situation épouvantable. Nous devons être en droit de nous demander si l’“élite dirigeante” de la scène politique mondiale est encore en mesure de penser clairement, rationnellement et sans émotivité. Les habitants de notre terre ne seraient certainement pas dans la crainte constante d’un désastre imminent si l’objectivité et la justice pour tous étaient le “leitmotiv” incitant à l’action dans les capitales du monde.

La personne informée a toutefois appris, dans une certaine mesure, à regarder vers l’avenir et à évaluer les développements actuels. Elle comprend donc que les critères unilatéraux et biaisés et les acrobaties dialectiques ne peuvent qu’exacerber les conflits entre nations. Elle sait qu’aucun effort ne saurait être épargné pour résoudre les problèmes politiques et clarifier le contexte historique. Le but doit être un débat objectif, que cela plaise ou non à certaines personnes.

Il est tout à fait naturel que la vérité historique, très influente en matière de politique mondiale, soit d’une extrême importance. Nous espérons que cet ouvrage contribuera à la réalisation de cet objectif. Nous ne justifions pas, n’exagérons pas ou ne minimisons pas, ne demandons pas ou ne nions pas afin de poursuivre une

certaine ligne de conduite ; nous n'opposons pas un crime contre un autre ; nous essayons de présenter des faits plutôt que des opinions.



La première réunion du conseil d'administration de la nouvelle Reichsbank le 31 octobre 1924 à Berlin. Au milieu (assis) le président de la Reichsbank, Dr Hjalmar Schacht, élu le 16 septembre. Lors de l'application des lois de Dawes, qui visaient à garantir les paiements de réparation allemands, la Reichsbank a également été nouvellement constituée. Un conseil d'administration composé de sept Allemands, un Anglais, un Français, un Italien, un Belge, un Américain, un Néerlandais et un Suisse contrôlait la politique de change de la Reichsbank.

“Unser Jahrhundert im Bild” —Bertelsmann Lesering, Gütersloh 1964, p. 312.

Que la Reichsbank et la Reichsbahn (chemin de fer) relèveraient à nouveau de la seule souveraineté allemande après 1933 (cela ne s'est toutefois produit qu'en 1937) était indubitablement prévisible. Dans la pratique, dans d'autres pays, de telles atteintes à leurs droits à la souveraineté étaient de toute façon inconnues.

Une histoire inédite

Tout récemment (1984), un jeune auteur juif, Edwin Black, a apporté une contribution très précieuse à la clarification des relations germano-juives au cours de la période 1933-1945 avec son livre *The Transfer Agreement*.⁴



Edwin Black est le fils de survivants juifs de l'Holocauste. Il fut l'un des fondateurs de Chicago Monthly et contribue fréquemment au Chicago Tribune et d'autres publications. Il enseigne et écrit abondamment sur des sujets juifs et israéliens.

Sa capacité d'analyse objective et sa méthode de présentation sans émotion sont une source de satisfaction, même si – comme cela semble toujours être le cas – il est conscient de la pression et de la dépendance auxquelles il est exposé en tant que jeune auteur vis-à-vis de ses supérieurs dans son entourage aux États-Unis. Ainsi, les dogmes de la foi, selon lesquels Hitler aurait eu, déjà en 1933 (!) l'intention de “conquérir l'Europe, voire le monde”, que “le plan quadriennal”, d'Hitler prouve qu'il “promettait de débarrasser non seulement l'Allemagne des juifs, mais aussi de purifier le monde” (p. 6) et, enfin, que “les nuages au-dessus du monde étaient assombris par la fumée d'êtres humains incinérés” dans des “camps d'extermination” comme Auschwitz et Treblinka (préface + p. 378), doivent donc être acceptés comme faisant partie intégrante de cette étude. Par ailleurs, ce n'est pas très scientifique de la part d'E. Black de présenter comme faits des articles de journaux judéo-américains de 1933 et puis des événements présumés en Allemagne, sans d'abord

⁴ Edwin Black, *The Transfer Agreement – The Untold Story of the Secret Pact Between the Third Reich and Jewish Palestine*, New York - Londres 1984.

prendre la peine de vérifier leur véracité⁵, ou qu'il prenne pour acquis la formule récurrente de Stephen Wise selon laquelle Hitler "avait, en 1933, déclaré une guerre pour exterminer les juifs du monde" (pp. 349, 359, 361). Et ce, alors qu'il était conscient, en tant qu'expert – le contenu de son livre le prouve – du fait qu'Hitler avait beaucoup trop de problèmes dans son propre pays pour s'occuper dans le même temps de "stratégies globales de destruction". Par exemple, un chapitre entier du livre d'E. Black est intitulé : "The Weapon Hitler Fear" [L'arme qu'Hitler redoutait] dans lequel il fait référence au "pouvoir historique des mesures de boycott mondiaux entreprises par les juifs". (p. 21)

Ce comportement d'Edwin Black inclut également le fait qu'il n'a pas mentionné, par exemple, la déclaration de guerre juive contre Hitler dans le *Daily Express*, 24 mars 1933 ("La Judée déclare la guerre à l'Allemagne"),⁶ bien qu'il ait dû prendre connaissance de ceci dans ses études approfondies et qu'il aurait dû donner à cette annonce l'importance qu'elle mérite.

De même, il aurait dû mentionner la déclaration d'Henry Morgenthau de 1933 – et ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres :

L'Allemagne doit être transformée en désert, comme après la guerre de 30 ans.⁷

Enfin et malheureusement, Edwin Black omet également les nombreux et pressants appels à la modération lancés par les représentants des juifs allemands au public international :

À l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Berlin.

Nous avons été informés de la propagande faite dans votre pays au sujet des atrocités présumées contre les juifs en Allemagne. Nous considérons qu'il est de notre devoir de commenter ces

⁵ Il ne s'agit pas d'un terme général pour la presse à l'étranger, mais se réfère spécifiquement à chacun des journaux cité par E. Black.

⁶ Cf. *Historische Tatsachen* No 10, p. 18.

⁷ Herman Schild, *Das Morgenthau-Tagebuch* (Le Journal de Morgenthau) – Dokumente des Anti-Germanismus, Auswahl und zeitgeschichtliche Hinweise, Leoni 1970, p. 11.

événements, non seulement dans l'intérêt de la Patrie, mais aussi dans l'intérêt de la vérité.

Des abus et des débordements se sont effectivement produits, et loin de nous l'idée de vouloir les nier. Mais de tels excès sont inévitables dans toute révolution. Nous attachons une grande importance au fait que, en ce qui concerne les cas dont nous avons eu connaissance, les autorités ont pris des mesures énergiques contre les émeutes dans la mesure du possible. Dans tous les cas, ces actes ont été commis par des éléments irresponsables qui sont restés cachés. Nous savons que le gouvernement et toutes les autorités compétentes désapprouvent fermement les actes de violence qui ont eu lieu.

Mais nous estimons que le moment est venu de sortir de ce climat d'agitation irresponsable entrepris contre l'Allemagne par les intellectuels juifs vivant à l'étranger. Ces hommes, qui pour la plupart ne se sont jamais considérés comme des Allemands, mais prétendent être les défenseurs des personnes partageant leur foi, les ont abandonnés à un moment critique et ont fui le pays, perdant ainsi le droit de se prononcer sur les affaires germano-juives. Les flèches qu'ils lancent depuis leur refuge sont préjudiciables à l'Allemagne et aux juifs allemands et ne font certainement pas honneur aux tireurs. Leurs récits sont très exagérés.

Nous serions très reconnaissant à l'ambassade des États-Unis de bien vouloir transmettre immédiatement cette lettre aux États-Unis et nous assumons l'entière responsabilité de son contenu. Comme nous savons qu'une campagne de propagande à grande échelle doit être lancée lundi prochain sur le thème susmentionné, nous apprécierions que le public américain soit informé de cette lettre avant cette date.

“Reichsbund jüdischer Frontsoldaten e. V.”⁸

Dans un message adressé le même jour aux anciens combattants du front du monde entier :

La propagande d'atrocités est mensongère. Les instigateurs sont parties prenantes tant sur le plan politique qu'économique. Ce sont les écrivains juifs qui se laissent manipuler à cette fin, qui se

⁸ Ingrid Weckert, *Feuerzeichen*, Tübingen 1981, pp. 52 à 54, en référence à *Nation Europa* 10/1962, p. 7 sq.

moquaient autrefois de nous en Allemagne, nous, anciens combattants juifs de première ligne.

En élevant votre voix en tant que soldats honorables contre le traitement ignoble et dégradant infligé à l'Allemagne depuis quatorze ans, vous contribuerez plus efficacement à rassurer ce pays.⁸

Le 26 mars 1933, l'Association sioniste d'Allemagne envoya le télégramme suivant aux leaders juifs d'Amérique :

Le 17 mars, dans une déclaration transmise par l'Union des télégraphes juifs à l'ensemble de la presse juive mondiale, nous nous sommes résolument opposés à toute propagande anti-allemande. Nous nous sommes élevés contre les récits d'atrocités et les nouvelles à sensation irresponsables qui ne correspondent pas à la vérité, et nous le répétons aujourd'hui en public. Nous protestons contre toute manœuvre visant à détourner les affaires juives au profit des intérêts politiques d'autres États et autres groupes serviles. La défense des droits civiques des juifs et la préservation de leur position économique ne peuvent et ne doivent pas être combinés à des actions politiques dirigées contre l'Allemagne et la politique étrangère du Reich allemand.^{9 10}

Le lecteur ne blâmera certainement pas l'auteur pour avoir écrit son message selon son propre point de vue – juif – et pour avoir choisi et évalué les faits qu'il examine en fonction de sa propre opinion.

Pour un historien, cette approche n'est certainement pas satisfaisante. Après tout, les événements politiques doivent être vus à la lumière du fait que “les autres aussi” – en l'occurrence les Allemands – ont tout autant le droit de se battre pour assurer leurs moyens de subsistance. Il n'est donc pas acceptable, si l'on veut rester objectif, de ne parler que des seuls droits des juifs en Allemagne, bafoués depuis 1933, sans mentionner le contexte. Depuis 1919, toute la nation allemande a été privée de ses droits, d'innombrables Allemands étaient au chômage, bon nombre

⁹ Heinrich Härtle, *Deutsche und Juden – Studien zu einem Weltproblem*, Leoni 1977, p.278.

¹⁰ Viz : appel similaire dans *Hitorische Tatsachen* No 10, p. 19 sq.

d'entre eux se sont trouvés expropriés ou économiquement ruinés, plongés dans une extrême pauvreté et le chaos de la guerre civile, avec peu d'espoir de survie pour beaucoup d'entre eux. On ne peut pas non plus passer sous silence le fait que les conditions qui prévalaient en Allemagne durant cette période avaient été largement influencées par les forces politiques et économiques puissantes (victorieuses) des pays étrangers, en particulier celles qui profitaient de la citoyenneté transnationale et qui tiraient parti de leurs contacts avec les autorités internationales. La capitulation de l'Allemagne en 1918/1919, le blocus subséquent, l'occupation de la Ruhr, le versement de réparations massives et ses conséquences (inflation et chômage à grande échelle), les émeutes communistes, etc. ont permis à ces forces de créer des conditions terribles, soit à l'extérieur de l'Allemagne, soit à l'intérieur par le biais de l'immigration, de la naturalisation et du financement en devises étrangères stables (principalement en dollars). À cela s'ajoute la mise en place d'une politique de gestion du personnel pour des postes essentiels de direction politique, juridique, économique et journalistique, privilégiant principalement non pas les intérêts allemands, mais des intérêts internationaux imbriqués et très spécifiques (bien sûr, pas toujours juifs !). Groupes de pression. On ne saurait oublier qu'au moins un de ces groupes de pression s'identifie comme une race soudée, un peuple dispersé sur le plan international, une communauté religieuse d'une même souche et d'une même famille, et que ce groupe avait des obligations et des objectifs communs à l'échelle mondiale, desquels on considérerait comme une trahison de s'écarter. (p. 277)

Entre autres choses, le Dr Nahum Goldmann – longtemps chef de l'administration et président du Congrès juif mondial et plus tard président de l'Organisation sioniste mondiale, décrit :

En tant que président des plus grandes organisations juives, j'avais d'énormes budgets, des centaines de millions de dollars et je dirigeais des milliers d'employés, et tout cela, je le répète, non pas

pour un État en particulier, mais dans le cadre de la communauté juive internationale.¹¹



10 mai 1933 : des citoyens de Hambourg, des sénateurs, des officiers de l'Armée et des membres de la SA se rendent ensemble à un service spécial à l'église Jakobi.

Dans son livre *Mein Leben als deutscher Jude* (Ma vie de juif allemand), le Dr Nahum Goldman décrit ainsi l'«ascension phénoménale des juifs allemands» :

La communauté juive allemande, qui connut une fin temporaire pendant la période nazie, fut l'un des centres juifs européens les plus intéressants et les plus influents de l'histoire juive moderne. À l'époque de l'émancipation, c'est-à-dire dans la seconde moitié du XIXe et au début du XXe siècle, elle avait connu une ascension fulgurante... Elle avait pleinement participé au rapide essor économique de l'Allemagne impériale, y avait largement contribué et avait acquis une position prestigieuse dans l'économie allemande. D'un point de vue économique, aucune minorité juive dans aucun autre pays, pas même celle de l'Amérique ne pouvait rivaliser avec les juifs allemands. Ils étaient présents dans les grandes banques, une situation sans parallèle, et, par le biais de la haute finance, ils avaient également pénétré l'industrie allemande. Une grande partie du commerce de gros était entre leurs mains, et même dans des secteurs rarement détenus par des juifs, comme le transport maritime ou l'industrie électrique, ils étaient des leaders en Allemagne, des noms comme Ballin et Rathenau en témoignent. Que ce soit en Europe ou sur le continent américain, je ne connais

¹¹ Nahum Goldman, *Des jüdische Paradox*, Köln – Francfort, 1978, p. 150.

guère de juifs émancipés qui étaient aussi profondément enracinés dans l'économie générale du pays que la communauté juive allemande. Les juifs américains d'aujourd'hui sont certes bien plus riches que les juifs allemands à l'époque, il est vrai, mais même en Amérique avec ses possibilités illimitées, les juifs n'ont pas pu pénétrer dans les sphères centrales de l'économie (acier, fer, industrie lourde, haute finance, transport maritime), comme ce fut le cas en Allemagne.



L'évêque Francis T. McConnell (à gauche) et Stephen Wise dirigent la manifestation chrétienne et juive lors de la réunion du Madison Square Garden à New York le 27 mars 1933 :

“...Les rassemblements et les actions de protestation anti-nazis doivent se poursuivre, même si les persécutions en Allemagne ont pris fin temporairement, jusqu'à ce que les Nazis soient chassés du pouvoir”. (Voir p. 30). On n'a pas parlé du droit à l'autodétermination du peuple allemand.

Leur position dans la vie intellectuelle du pays était presque tout aussi unique. Dans la littérature, ils étaient représentés par des noms illustres. Le théâtre était en grande partie entre leurs mains. La presse quotidienne, en particulier son secteur d'influence internationale, était en grande partie détenue ou gérée par des juifs. Aussi paradoxal que cela puisse paraître aujourd'hui, après l'ère

hitlérienne, je n'hésite pas à dire que quasiment aucune partie du peuple juif n'a fait aussi largement usage de l'émancipation qui lui a été offerte au XIXe siècle que les juifs allemands ! Bref, l'histoire des juifs en Allemagne de 1870 à 1933 est probablement l'ascension la plus glorieuse jamais atteinte par une branche du peuple juif. (p. 116)

La majorité des juifs allemands n'ont jamais été complètement assimilés et étaient beaucoup plus juifs que les juifs des autres pays d'Europe de l'Ouest. (p. 120)

Mon activité dans ces années-là était essentiellement de nature propagandiste. J'étais trop jeune et inconnu pour jouer un rôle dans les cercles de premier plan du sionisme allemand ou même mondial, qui était en partie dirigé depuis Berlin. (p. 121)

Malheureusement, Nahum Goldmann n'a pas mentionné l'influence réelle des juifs dans la vie politique et l'administration de l'Allemagne pendant la période de Weimar. Avec ses quarante à soixante-dix dollars que son oncle en Amérique lui envoyait chaque mois pour écrire quelques articles, Nahum Goldmann se considérait lui-même comme "l'une des personnes les mieux rémunérées d'Allemagne" pendant l'inflation.¹² Et il n'était pas le seul.

C'est la conjoncture initiale à garder à l'esprit si l'on veut comprendre la situation en Allemagne à l'époque, situation qui se révéla être politiquement et économiquement un véritable désastre pour le peuple allemand – y compris pour les juifs allemands – au début des années trente.

Qu'il soit noté à cet égard que l'État d'Israël, après sa création en 1948, n'a jamais accordé aux étrangers, et certainement pas aux Allemands vivant en Israël, le droit de codétermination ni de droits en matière de citoyenneté. En outre, les 70 millions d'Allemands, qui – comme en 1933 – se battaient pour leur existence, leur survie, leur droit à l'autodétermination, étaient aussi en droit de se concentrer sur leurs propres forces, de provoquer un changement de leadership – surtout démocratique – et, ce faisant, d'exclure de

¹² Nahum Goldmann, *Mein Leben als deutscher Jude*, Munich – Vienne 1980, p. 140.

leurs postes de décision ceux qu'ils considéraient responsables ou coresponsables du chaos national.

La sévérité du "Kampfzeit" (période des combats) et le souvenir d'une situation frôlant celle d'une guerre civile au cours des dernières années de la République de Weimar tendaient également à exacerber les tensions après un bouleversement politique, en particulier lorsque ceux qui, après avoir quitté le pays, ne respectaient pas les décisions majoritaires et continuaient à faire pression depuis l'étranger. Qui a eu pitié des Allemands qui ont été privés de leurs droits, expropriés, expulsés, massacrés et affamés – en 1919, 1932 ou après 1945 ? L'humanité doit retrouver ses valeurs fondamentales !

Il est tout simplement inacceptable, comme cela a été également exprimé lors du 18^e Congrès sioniste à Prague en août 1933, de lire le détail des statistiques du chômage en énumérant QUE les juifs, tentant ainsi de prouver l'injustice du système en Allemagne, et de réagir avec des slogans tels que "Nous n'oublierons jamais, nous ne pardonnerons jamais" (p. 305) alors que la crise économique générale, particulièrement grave en Allemagne où plus de 6 millions de personnes étaient au chômage n'est pas du tout évoquée.

Les slogans proférés par Stephen Wise, président du Congrès juif américain, lors de la deuxième Conférence juive mondiale préparatoire le 5 septembre 1933 à Genève, ne correspondaient ni aux faits, ni à une politique de maintien de la paix. À cette époque, il évoquait un "ennemi commun de l'humanité qui n'a d'autre but que de conquérir et de détruire". Il avait ajouté :

Nous sommes en première ligne, dans la première rangée de tranchées.

En fait, Stephen Wise ne faisait même pas allusion à Hitler lui-même, mais plutôt à la nation allemande, quand – contrairement à la vérité – il poursuivit :

Plus simplement encore : les juifs doivent-ils entretenir des relations de quelque nature que ce soit, industrielles ou commerciales avec une nation qui a déclaré la guerre... aux juifs du monde entier ? (p. 349).

C'est précisément ce genre d'agitation qui entrave fondamentalement la communication ! À la longue, il devrait être possible de trouver des normes de valeur, de mesurer les conditions tragiques créées par la Nature avec les mêmes normes pour tous les peuples et d'offrir un remède politique sur la base d'une justice égale pour tous ! Après tout, c'est précisément la revendication de certaines personnes à des droits primant sur ceux des autres qui cause des conflits politiques permanents ! Comment pouvons-nous résoudre de telles crises mondiales ? Il est du devoir de l'historien d'attirer l'attention sur ces dangers créés par des normes de valeur unilatérales et des mensonges et d'éviter les analogies à l'avenir !

Comparons ce genre de dialectique de Stephen Wise – d'autres noms seront mentionnés plus tard – avec le rapport suivant de Nahum Goldmann sur son ami le Dr Ernst Jäckh qui était l'éditeur d'une série de brochures intitulée “Der Deutsche Krieg” [La guerre allemande], écrivain politique, puis plus tard directeur de la Hochschule für Politik et lorsque Hitler est arrivé au pouvoir, il dirigea l'Akademie für Diplomatie à Berlin :

Il était lui-même un éminent démocrate, un bon ami de Churchill, qui lui avait demandé de venir à Londres et de devenir le secrétaire général d'une sorte de “Panneurope”, qu'il avait fondé comme contre-pouvoir, pour ainsi dire, à l'organisation de Coudenhove-Kalergi. Jäckh démissionna de son poste à Berlin, et a ensuite été invité à un entretien avec Hitler, ce dont il m'a parlé à plusieurs reprises. Il était très impressionné par Hitler, surtout par ses yeux. Durant cet entretien, [Hitler] s'est comporté tout à fait normalement, sans cris ni hystérie, et il a demandé à Jäckh, commentant son excellente performance à l'Académie de la Diplomatie, de retirer sa demande de démission.

Jäckh répondit avec son humour souabe :

‘Comme vous le voyez, mein Führer, je suis bien rasé. Si je ne démissionnais pas de mon poste, je ne pourrais plus me raser,’

et il a expliqué à Hitler :

‘Pour me raser, je dois me tenir devant un miroir. Si je renvoyais mes collègues juifs et que je restais, je ne pourrais plus me tenir devant un miroir car j'aurais honte de me

regarder. Je dois donc démissionner.’ Hitler prit cette réponse de façon assez désinvolte et demanda à Jäckh ce qu’il pouvait faire pour lui. Jäckh répondit qu’il avait décidé d’accepter une bonne position en Angleterre ; cependant, il lui demanda d’accorder à ses collègues juifs, sur le point d’être licenciés, une bonne compensation. Alors Hitler répondit :

‘Envoyez-moi la liste des noms de ces hommes et indiquez le montant d’argent qui devrait être payé à chacun et je veillerai à ce que ce soit fait.’

Et ce fut fait.¹³

Ernst von Weizsäcker, diplomate d’expérience internationale et plus tard secrétaire d’État aux Affaires étrangères, a écrit au sujet de cette période :

Nous avons réussi à l’époque à garder dans notre bureau les fonctionnaires juifs qui voulaient rester. Mais on ne pouvait rien faire s’il y avait des preuves d’hostilité envers le NSDAP.¹⁴

Mais revenons à Edwin Black : malheureusement, il ne commence pas ses recherches à la Conférence de Paix de Versailles de 1919, à laquelle avait déjà participé le “Comité des Délégations Juives, composé d’un grand nombre d’organisations juives ainsi que l’Organisation Sioniste Mondiale et la Loge du B’nai B’rith”.¹⁵ Ils représentaient plus de dix millions de juifs du monde entier. L’une des mesures “couronnée de succès” prise à Versailles était “de ne permettre aucune souveraineté nationale absolue”. Il s’agit évidemment ici de l’Allemagne, un pays qui a fait l’objet d’un partage de butin lors de cette conférence de paix et qui a dû accepter des conditions limitant sa souveraineté.¹⁴ – Qui fut donc le premier à s’immiscer dans les affaires étrangères ? Les juifs avaient été bien traités dans l’Empire allemand ! Il n’y avait pas eu de plaintes, mais plutôt – selon le livre de Nahum Goldman – une

¹³ N. Goldman, *Mein Leben als deutscher Jude*, op. cit., p. 102.

¹⁴ Ernst v. Weizsäcker, *Erinnerungen*, Munich - Leipzig 1950, p. 107.

¹⁵ Congrès juif mondial, *Unity in Dispersion – A History of the World Jewish Congress*, New York 1948, pp. 25-26.

‘ascension phénoménale des juifs allemands’.¹⁶ En 1919, l'Allemagne était sans défense.

L'idée d'abolir la souveraineté des États, malgré le nouveau principe de droit international du “Droit des peuples à l'autodétermination”, promulgué à Versailles en 1919, auquel de nombreuses nouvelles nations doivent leur existence, est restée le principal objectif du Congrès juif mondial (CJM), fondé en août 1936. Bien entendu, la question essentielle de savoir qui pourrait rester souverain et qui ne pourrait pas selon cette approche n'a pas été abordée.¹⁷

Edwin Black commence en 1933, soit quatorze ans plus tard. Malheureusement, cependant, il n'examine pas non plus les conditions dans lesquelles Hitler a assumé le lourd fardeau de la responsabilité politique ou, plus précisément, ce qui est arrivé aux juifs en Allemagne cette année-là, lorsque les Nationaux-Socialistes sont arrivés au pouvoir. Il reprend parfois sur ce sujet des allégations tirées de la presse juive étrangère sans les vérifier.⁵ D'autre part, il met surtout l'accent sur les événements, les activités, les réactions et les objectifs d'hommes et d'organisations de premier plan du monde juif vivant en Amérique, en Grande-Bretagne, en France, en Pologne et dans d'autres pays, ou plus exactement sur les sionistes.

Il ressort de cette analyse qu'il existait effectivement en 1933 de nombreuses organisations juives nationales puissantes, mais qu'une centralisation mondiale de leur volonté politique n'avait pas encore été réalisée. Malgré cela, cependant, il y avait déjà un “boycott mondial contre l'Allemagne nazie”, une “Conférence économique juive mondiale”, la “Deuxième Conférence mondiale”, des “Conférences juives mondiales préparatoires”, c'est-à-dire des conférences préparatoires pour la création du Congrès juif mondial, un “Comité juif central” et même – comme mentionné précédemment – une “Déclaration de guerre des juifs du monde contre Hitler” (*Daily Express* du 24 mars 1933) sans qu'aucun

¹⁶ N. Goldmann, *Mein Leben als deutscher Jude*, op. cit., p. 117.

¹⁷ Congrès juif mondial, op.cit., p. 49.

groupe de nationalistes juifs à l'étranger ne se distancie jamais de cette publication.

Toutes ces activités et organisations transnationales ont permis de revendiquer l'engagement politique d'un tel pouvoir opérant à l'échelle mondiale, avec un véritable arrière-plan – et ceci à une époque où Hitler n'était même pas maître dans sa propre maison et son premier cabinet n'était pas alors composé majoritairement de membres du NSDAP. En 1933, ce sont les conflits internes aux plus hauts échelons du leadership international qui n'ont pas permis, pour être pleinement efficace, un déploiement centralisé de cette puissance contre l'Allemagne.



*Activité de Boycott à Londres en 1933
...pas seulement un jour, mais des années !*

Néanmoins : Edwin Black s'est donné beaucoup de mal pour éclaircir un chapitre très difficile et complexe, qui a joué un rôle déterminant dans la compréhension du développement de l'Europe dans les années trente avec des conséquences fatales. L'historien ne peut qu'être impressionné par le travail de recherche assidu de cet auteur, qui a travaillé pendant cinq longues années sur trois

continents différents, avec l'aide d'une équipe de traducteurs et d'assistants, pour collecter et traiter les documents très dispersés et souvent inaccessibles. La portée et l'importance de ses découvertes font que ce livre et les contextes historiques qui y sont traités méritent un examen plus approfondi.

Slogan guerrier : le boycott économique

Les mesures de boycott, les slogans guerriers, les jugements portés sur la situation et les objectifs à long terme de la part des milieux à prédominance américano-juive tels que l'a démontré Edwin Black, nous éclairent sur un point : durant toute l'année 1933, en raison de la situation politique intérieure chaotique en Allemagne et de son isolement quasi-total en termes de politique étrangère imposé par les puissances mondiales à Versailles, Adolf Hitler n'était guère en mesure de défendre une politique d'expansion – jusqu'à la mort du président du Reich, Paul von Hindenburg [en août 1934] il n'était même pas le commandant suprême des forces armées – Hitler n'avait pas intérêt à braquer la presse étrangère vis-à-vis de la politique allemande ou de porter atteinte aux relations économiques de l'Allemagne avec l'étranger.

Les vainqueurs et co-vainqueurs de Versailles – y compris un certain nombre d'associations financières, économiques et journalistiques privées, qui ont souvent négligé la diplomatie de leurs pays respectifs et incarnaient “la pression de l'opinion publique” ! – disposaient de tous les moyens de pouvoir pour imposer à l'Allemagne presque n'importe quelles conditions. Les différents gouvernements semblaient largement satisfaits et – à l'exception de la Pologne, qui souhaitait profiter du changement de pouvoir à Berlin pour une invasion militaire en Allemagne en vue d'annexer la Prusse orientale, la Silésie et la Poméranie – visaient à maintenir la paix en Europe centrale. Cependant, après une évaluation approfondie de la situation, eux aussi ont été influencés par le fait qu'ils s'attendaient à la chute imminente d'Hitler (plutôt qu'à sa conquête du monde !), et ceci, pensaient-ils, n'était qu'une question de quelques mois tout au plus. Mais sous la protection de ces gouvernements, ces groupes de pression privés aux

ramifications mondiales ont provoqué l'intensification des affrontements politiques internationaux.

Samuel Untermyer (Black épelle son nom “Untermyer”) fut l'un de leurs meneurs et l'un des leaders juifs les plus influents d'Amérique, mais aussi l'avocat le plus célèbre de son temps, conseiller du gouvernement et président de la Ligue anti-nazie non sectaire. Depuis l'accession au pouvoir d'Hitler en 1933 et jusqu'en 1939 (il est mort en 1940), Samuel Untermyer consacra tout son temps et toute son énergie à un boycott mondial des produits allemands, insistant sur une mise en œuvre immédiate et rigoureuse d'un tel boycott, partout et autant que possible. Tout cela il le fit, sans avoir été mandaté par les juifs allemands. – Stephen Wise, fondateur et président du Congrès juif américain, fit des démarches similaires pour faire avancer ce boycott, mais il préférait qu'il soit coordonné aux mesures gouvernementales et obtenir l'autorisation d'un organe représentatif mondial de la communauté juive internationale. En guise de plate-forme pour son action, il ciblait les conférences juives mondiales préparatoires organisées à Genève, où il appelait “tous ceux qui se sont joints à la lutte pour la liberté et la justice pour toutes les races, toutes les religions et tous les peuples” à mettre en œuvre ce “boycott avec toute leur énergie”¹⁸.

Mais permettez-moi tout d'abord de citer les différentes étapes concernant ces tentatives :

Le 12 mars (1933), les dirigeants du Congrès juif américain se réunissent pour une réunion de trois heures et votent en faveur de la mise en œuvre d'un programme national de protestations, de parades et de manifestations bien visibles. Le cœur de la manifestation serait un rassemblement anti-Nazi énorme le 27 mars, au Madison Square Garden (New York)... (p. 9)

Les anciens combattants juifs [NdT = JWV = Jewish War Veterans] furent les premiers à déclarer ouvertement leur résistance organisée au régime nazi. Ils avaient déjà combattu contre l'Allemagne et ils se battraient à nouveau. (p. 12)

¹⁸ Congrès juif mondial op.cit., p. 38.

Le 23 mars 1933, une grande marche de protestation du JWV, à laquelle participait le vice-président de l'AJC [NdT : American Jewish Committee], William W. Cohen, a été marquée par la déclaration de guerre économique contre l'Allemagne (p. 20). La Fédération américaine du travail a recommandé à ses trois millions de membres de combattre le nazisme ici et en Allemagne. Les syndicalistes britanniques et les dirigeants du parti travailliste se sont fait les porte-parole du mouvement de boycott contre l'Allemagne.

Alors que dans son discours du Reichstag du 23 mars, Hitler soulignait l'importance des bonnes relations avec les pays et les marchés étrangers et que son programme de politique étrangère avait même reçu l'approbation des sociaux-démocrates (SPD),

les affiches 'Boycott des produits allemands' s'étaient répandues de manière contagieuse dans tout Londres et étaient désormais visibles dans les vitrines des plus importants magasins du West End. Des bannières appelant au boycott étaient placardées sur des automobiles circulant à petite vitesse dans les quartiers d'affaires. Partout, il y avait des pancartes indiquant que les commerçants allemands ne pouvaient pas entrer. ... Déjà le boycott avait entraîné la perte de centaines de milliers de livres sterling dans le commerce allemand.

Le volume des marchandises allemandes vendues à l'étranger était déjà dangereusement faible. L'Allemagne n'a pas été en mesure de supporter une nouvelle baisse de ses exportations. (p. 34)

Cinquante-cinq mille personnes se sont rassemblées (le 27 mars 1933) dans et autour du Madison Square Garden. Simultanément, des rassemblements de soutien avaient lieu à Chicago, Washington, San Francisco, Houston et environ soixante-dix autres villes américaines. À chacun de ces rassemblements, des milliers de personnes se pressaient autour de haut-parleurs pour écouter les conférenciers de New York. L'évènement était retransmis en direct par relais radio dans 200 autres villes à travers le pays. Au moins un million de juifs ont participé à cet évènement. Il y avait avec eux probablement un million d'Américains non-juifs.

Des centaines de milliers d'autres attendaient en Europe...
(p. 42)

Stephen Wise s'est adressé aux leaders juifs d'Allemagne et à leurs partisans en Amérique, rejetant leurs appels à 'mettre fin aux protestations de panique et de terreur' d'autant plus qu'ils venaient de personnes qui n'avaient pas combattu le nazisme avant son arrivée au pouvoir. Il a plaidé pour une escalade des manifestations anti-hitlériennes. Même si la vie et les droits de l'homme sont garantis, le statut de servitude ne vaut pas mieux que celui de la violence. Une telle subordination ne nous satisfera pas... Toute forme de discrimination économique est une forme de violence. Toute exclusion raciale est une forme de violence. Dire qu'il n'y a pas de pogroms ne suffit pas. Un pogrom économique brutal et sans effusion de sang reste une forme de violence et de domination.' (p. 45)

L'évêque McConnell a ajouté que les rassemblements et les manifestations anti-nazis devaient se poursuivre, même si les persécutions en Allemagne avaient temporairement cessé, jusqu'à ce que les Nazis soient chassés du pouvoir. (p. 43)

Le Führer et le NSDAP ont été qualifiés de criminels et de barbares. L'Allemagne a été accusée de nombreux actes de tortures et atrocités effrénées...

Rassemblements de masse dans toute la Pologne – coordonnées avec les opérations de New York – ...

et les trois plus importantes organisations commerciales juives de Varsovie... ont adopté des résolutions contraignantes pour 'prendre les mesures défensives les plus radicales pour boycotter les produits allemands.' (p. 46)

À Londres, presque tous les magasins juifs du quartier de Whitechapel distribuaient des prospectus indiquant qu'ils refusaient l'entrée aux hommes d'affaires allemands et soutenaient le boycott anti-nazi. Des adolescents patrouillaient les rues et distribuaient des tracts invitant à boycotter les marchandises allemandes... (pp. 46-47)

Des piquets ont été lancés dans les magasins de la côte Est qui contenaient des marchandises allemandes. (p. 47)

Pour contrecarrer ces mesures de boycott toujours plus nombreuses, intensifiées par des rumeurs d'atrocités, Hitler a insisté pour qu'un boycott des magasins juifs limité à une seule journée soit organisé par le NSDAP – le 1er avril 1933 – car il pensait qu'il ne pourrait contenir une flambée de colère populaire. Mais cette journée de boycott servit de prétexte à d'autres mesures de boycott plus intenses et soutenues contre l'Allemagne, ainsi que des accusations permanentes et unilatérales contre la “terreur allemande”.

Les dirigeants allemands étaient non seulement très préoccupés par les revers économiques, mais aussi par le climat mondial en faveur d'une intervention militaire contre l'Allemagne, ce qui a suscité d'importantes actions de type “opérations démocratiques” notamment en Pologne et même en Tchécoslovaquie. (p. 112)

Lorsque le président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, est arrivé aux États-Unis au début du mois de mai 1933 pour tenter d'améliorer les relations germano-américaines, il s'est retrouvé plongé dans un véritable tumulte anti-hitlérien. Le 10 mai, des centaines de milliers de manifestants s'étaient rassemblés pour dénoncer le Reich. H. Schacht se rendit alors compte que les journaux continueraient à diffuser des informations anti-allemandes qui élargiraient le boycott des marchandises allemandes, sans aucune possibilité d'intervention diplomatique de sa part. Le message était clair : l'économie allemande devait être détruite (p. 119). Schacht est rentré bredouille. Entre janvier et avril 1933, les exportations du Reich avaient chuté de dix pour cent.

התאחדות הציונית
ציוניזם

ZIONISTISCHE VEREINIGUNG FÜR DEUTSCHLAND

BERLIN W 15 / Meinekestraße 10

Bank-Konten: Deutsche Bank, Depoiten-
Kasse 24, Berlin W 15, Kurfürstendamm 181
Berlin-Bank, EG-MH, Behn, Dinkelsch. 24
Postcheck-Konto: Berlin NW 7, Nr. 8071
Fernschreiber: Terminal-Nummer 91 90 31
Telegraph-Adresse: Orgbia Berlin

den 29. April 1937.

Sehr geehrter Gesinnungsgenosse,
sehr verehrte Gesinnungsgenossin,

seit unserer ersten Zionistensteuer-Aufforderung sind über sieben Wochen vergangen. Fast alle Mitglieder der BZV haben inzwischen Ihrer Zionistensteuer-Pflicht genügt. Zu den wenigen Gesinnungsgenossen, die das noch nicht getan haben, gehören leider auch Sie.

Da die Zionistensteuer für das laufende Quartal im nächsten Monat fällig wird, bitten wir Sie nochmals um die Freundlichkeit, uns umgehend Ihre Zeichnung abzugeben, deren Notwendigkeit Ihnen der Geschäftsführende Ausschuss der ZVFD in seinem Schreiben vom 9. März 1937 überzeugend dargelegt hat. Wir hoffen daher, dass Sie dieser - bereits dritten - Aufforderung nunmehr entsprechen werden.

Nach den Satzungen müssten wir Sie in eine der Zionistensteuer-Stufen einschätzen, falls wir in den nächsten 10 Tagen nicht in den Besitz Ihrer Zeichnung gelangt sind.

Wir würden dies kasserat ungern tun, da erfahrungsgemäss mit jeder Einschätzung Ungerechtigkeiten verbunden sein können, die wir gerne vermeiden möchten. Erleichtern Sie uns bitte unsere Arbeit, indem Sie die nochmals beigelegte Zeichnungskarte - evtl. unfrankiert - umgehend ausgefüllt einsenden.

S c h a l o m

ZIONISTISCHE VEREINIGUNG FÜR DEUTSCHLAND

Segal

Friedmann

Voir traduction de cette lettre page suivante.

ASSOCIATION SIONISTE D'ALLEMAGNE

Le 29 avril 1937

Cher camarade d'armes,
très vénéré coreligionnaire,

plus de sept semaines se sont écoulées depuis notre première demande fiscale sioniste. Presque tous les membres de la BZV ont maintenant rempli leurs obligations fiscales sionistes. Malheureusement, vous êtes l'une des rares personnes qui ne l'ont pas encore fait.

Étant donné que la taxe sioniste pour le trimestre en cours est due le mois prochain, nous voudrions vous demander encore une fois d'avoir la courtoisie de remettre immédiatement votre participation, dont la nécessité vous a été expliquée de manière convaincante par le Comité Exécutif du ZVfD dans sa lettre du 9 mars 1937. Nous espérons donc que vous allez maintenant répondre à cette troisième invitation.

Selon les statuts, si nous n'avons pas reçu votre abonnement dans les 10 prochains jours, nous devons appliquer une estimation selon l'un des taux d'imposition sioniste.

Nous serions très réticents à le faire, car l'expérience a montré que toute évaluation peut comporter des injustices que nous voudrions éviter. Nous vous prions de nous faciliter la tâche en nous envoyant la fiche de participation ci-jointe - éventuellement non affranchie - immédiatement remplie.

Schalom

ASSOCIATION SIONISTE D'ALLEMAGNE

Signatures



Chaim Arlosoroff
En tant que sioniste, il est intervenu avec force en faveur d'une entente durable avec les Nationaux-Socialistes, certainement en premier lieu pour aider son peuple. Son engagement lui coûta la vie. En juin 1933, il est assassiné au Nord de Haïfa par des "révisionnistes".



1
9
3
3



Stephen Wise lors d'un rassemblement de protestation à Battery Park le 10 mai 1933. L'utilisation du drapeau national américain pour inciter au boycott économique et au refus de coexister avec le Troisième Reich réclamés par une minorité de la population ne constitue-t-il pas un abus ?



*Sam Cohen
Négociateur principal pour la
réinstallation des juifs allemands en
Palestine à partir de 1933.*



*À peu près au même moment, la façon dont ce drapeau et le peuple qu'il représente
étaient accueillis en Allemagne est représentée sur cette photo historique prise en
1934 à Berlin devant la Porte de Brandebourg — une fanfare composée d'anciens
combattants américains est chaleureusement accueillie.*

VORSTAND DER JÜDISCHEN GEMEINDE

- Der Vorsitzende -

BERLIN N 4, Datum des Poststempels
Oranienburger Str. 29



Postcheckkonto: Berlin 93446
Jüdische Winterhilfe der Jüdischen
Gemeinde zu Berlin, Rosenstr. 2-4
Bankkonten: Bahr, Arnold, W. B.,
J. Bröckel & Co., W. B.,
Hagen & Co., W. B.,
Jasper & Sontag, C. F.,
Kreditanstalt für Handel und Gewerbe
a. S. in A. N., C. F.,
Mendelssohn & Co., W. B.,
R. J. Meyer, W. F.,
Rothbar, Edelstein & Co., W. B.,
A. S. Wittenberg, W. B.,
Abraham Schindler, W. B.
Fernruf: 42 59 21 (Apparat 56)

JÜDISCHE WINTERHILFE, BERLIN N 4, ORANIENBURGER STRASSE 29

Herrn Lender Frydmann
VT
4. 12. 36
Kloppstockstr. 11
4. Blumentag

Bei Antwortschreiben
bitte mit anzugeben
Abteilung St. *

Sehr geehrtes Gemeindemitglied!

Auf Grund der uns vorliegenden Steuermeldung für das Jahr 1936 erlauben wir
uns, Ihnen mitzutellen, daß der nach den Richtlinien des Herrn Reichsbeauftragten für das
Winterhilfswerk des Deutschen Volkes errechnete Mindestbeitrag monatlich

RM. 9 40

für die Zeit vom 1. Oktober 1937 bis 31. März 1938 beträgt.

Die Verarmung weiter Kreise der jüdischen Bevölkerung Berlins und die Ver-
ringerung der Zahl der Spender, die durch die Verhältnisse, insbesondere die Auswanderung,
bedingt ist, zwingen uns, mit dem Eingang der vollen Beträge zu rechnen, wenn wir den an
uns gestellten Anforderungen zur Linderung der Not der von uns Betreuten auch nur einiger-
maßen gerecht werden sollen.

Da Ihre bisher geleisteten Zahlungen den monatlichen Mindestsatz noch nicht er-
reichen, richten wir an Sie die dringende Bitte, uns die noch fehlenden Differenzbeträge um-
gehend zur Verfügung zu stellen, damit auch Sie sich an unserem großen sozialen Hilfswerk
in voller Höhe beteiligen.

Wir danken Ihnen im Voraus für Ihre freundliche Ueberwelsung und zeichnen

mit vorzüglicher Hochachtung

Vorstand der Jüdischen Gemeinde

Der Vorsitzende

Heinrich Stahl

Voir traduction de cette lettre page suivante.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE

-Le président-

BERLIN N 4,
Oranienburger Str. 29

Chers membres !

Sur la base de la déclaration d'impôts pour l'année 1936 qui nous a été soumise, nous vous informons que la contribution mensuelle minimale calculée conformément aux directives de M. Reichsbeauftragter pour le Fonds d'aide d'hiver au peuple allemand est la suivante

RM. 9,40

pour la période du 1er octobre 1937 au 31 mars 1938.

L'appauvrissement de larges pans de la population juive berlinoise et la diminution du nombre de donateurs due aux circonstances, en particulier à l'émigration, nous obligent à compter sur la réception de dons complets si nous voulons répondre aux demandes qui nous sont adressées pour soulager dans une certaine mesure la détresse de ceux dont nous nous occupons.

Comme vos versements n'ont pas encore atteint le taux minimum mensuel, nous vous prions instamment de mettre immédiatement à notre disposition les différences manquantes afin que vous aussi puissiez participer pleinement à notre vaste fonds d'aide sociale.

Nous vous remercions à l'avance de votre aimable remise et vous prions de recevoir notre profonde considération.

Comité exécutif de la communauté juive

Le président
Heinrich Stahl



Jüdische Winterhilfe

der Jüdischen Gemeinde zu Berlin

Postcheckkonto: Berlin 93446

Bankkonten: Gaba, Amshel, W &
J. Dreyfus & Co., W &
Hogew & Co., W &
G. F. Pappas, W &
J. J. & S. S. S., C. L.
Kaufmann & S. S. S., C. L.
K. J. H. H. H., W &
K. J. H. H. H., W &
K. J. H. H. H., W &
A. E. W. W. W., W &

Fernruf: 41 67 11

Wichtiges über die Höhe der Steuerpflicht nach § 13 Nr. 1 App. 51

JÜDISCHE WINTERHILFE BERLIN C. L. ROSENSTRASSE 2

Herrn **Friedmann**
R 41253
Linien-Bank
Friedenstempel Weg 32

Berlin, Datum des Poststempels
Rosenstraße 2

Sehr geehrtes Gemeindeglied!

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes hat angeordnet, daß die Sammlungen und die Betreuung für die Winterhilfe unter den Juden durch uns selbst, wie in den Vorjahren, durchgeführt werden. Der Jüdischen Gemeinde zu Berlin ist die Jüdische Winterhilfe 1937/38 zu Berlin übertragen.

Die Zahl der jüdischen Hilfsbedürftigen ist gewaltig angewachsen. Die Not in unseren Kreisen steigt täglich. Die Zahl der Spender ist durch Verarmung und Auswanderung kleiner geworden. Doppelte Anstrengungen sind notwendig, um das Werk der Jüdischen Winterhilfe sicherzustellen. Wir aber wollen die Aufgaben, die uns das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes stellt, erfüllen, indem wir alle dazu beitragen, der Not der jüdischen Bedürftigen zu steuern.

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk hat Richtlinien festgesetzt, die die monatliche Abgabe als Pflichtaufgabe darstellen. Danach beträgt neben den regelmäßigen Sammlungen im Hause (Einkaufsspende, Haussammlung, Mundspende) das monatliche Pflichtopfer:

- a) Lohn- und Gehaltsempfänger zahlen während der sechsmonatigen Dauer des WHW 1937/38 (1. Oktober 1937 bis 31. März 1938) monatlich mindestens 10 % der abgeführten Lohnsteuer.
- b) Lohn- und Gehaltsempfänger, die wegen ihres geringen Einkommens nicht herangezogen werden, entrichten ein Opfer von monatlich 25 Pfennigen.
- c) Festbesoldete, die neben ihrer Lohnsteuerleistung noch zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten neben ihrer monatlichen Spende in Höhe von mindestens 10 % ihrer Lohnsteuer ein monatliches Opfer in Höhe von 1 % ihres für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe, soweit die Steuerschuld nicht durch Lohnabzug getilgt wird. Diese 1 % werden also lediglich von der Einkommensteuerschuld errechnet, die durch Vorauszahlung und die Abschlußzahlung getilgt worden ist.
- d) Gewerbetreibende und Angehörige freier Berufe sowie sonstige Einkommenbezieher, die zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten monatlich ein Opfer in Höhe von 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.
- e) Inhaber von offenen Handelsgesellschaften und Kommanditgesellschaften entrichten monatlich 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.
- f) Gewerbetreibende und Angehörige freier Berufe, sowie sonstige Einkommenbezieher, die nicht zur Einkommensteuer veranlagt werden, opfern einen Mindestbetrag von monatlich RM 1.— während der Dauer der Winterhilfe.

Von Inhabern von Vermögen, die weder Einkommen- noch Lohnsteuer zu zahlen haben, wird ein mindestens 1 % der Vermögenssteuer betragender Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erwartet. Der monatliche Beitrag ist nach obigen Richtsätzen selbst zu errechnen.

|| Auf Wunsch ist unsere Abt. „St.“ (Oranienburger Straße 29, Telefon-Nr. 4259 21, App. 59), die unter Steuergeheimnis steht, bereit, Ihnen über die Höhe Ihres Pflichtbeitrages Auskunft zu geben.

Im Interesse eines raschen Aufbaus des Werkes ist Vorauszahlung für 6 Monate auf einmal dringend erwünscht.

Diese Richtsätze sind als Pflicht-Mindestsätze anzusehen. Wir bitten unsere Gemeindeglieder, darüber hinaus durch freiwillige Spenden und Opfer dazu beizutragen, daß das Werk der Jüdischen Winterhilfe ein Werk

Jüdischen Gemeinschaftsgelstes

werde: Jedes Gemeindeglied muß eine Pflicht in seinem Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erkennen, wir müssen alle danach streben, daß die Hoffnungen, die die Hungernden und Frierenden in die Jüdische Winterhilfe setzen, voll erfüllt werden.

Vorstand
der Jüdischen Gemeinde
Heinrich Stahl, Moritz Rosenthal,
Dr. Alfred Klee, Carl Fuchs,
Dr. Paul Sulzberger, Adolf Scheyer

Repräsentanten-Versammlung
der Jüdischen Gemeinde
Dr. Abraham Löb, Dr. Sally London,
Conrad Kaiser

Voir agrandissement et traduction pages suivantes...



Jüdische Winterhilfe

der Jüdischen Gemeinde zu Berlin

Postscheckkonto: Berlin 93446

Bankkonten: Gehr. Arnold, W 8,
J. Dreyfus & Co., W 8,
Hagen & Co., W 8,
Otto. Heyman, W 8,
Jasper & Sorensen, C 2,
Kaufmann für Handel u. Gewerbe
v. D. M. S. M., C 2,
Mandelmann & Co., W 8,
E. J. Meyer, W 8,
Weber, Schmidt & Co., W 8,
A. E. Wismann, W 8

Fernruf: 41 67 11

Rückfragen über die Höhe des
Neuzugriffs unter 21 34 21 App. 34

JÜDISCHE WINTERHILFE BERLIN C 2, ROSENSTRASSE 2-4

Herrn. Karol
Friedmann
R 411253. 2:
Lin. - Station
Erichensteiner Weg 32

Berlin, Datum des Poststempels
Rosenstraße 2

Sehr geehrtes Gemeindemitglied!

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes hat angeordnet, daß die Sammlungen und die Betreuung für die Winterhilfe unter den Juden durch uns selbst, wie in den Vorjahren, durchgeführt werden. Der Jüdischen Gemeinde zu Berlin ist die Jüdische Winterhilfe 1937/38 zu Berlin übertragen.

Die Zahl der jüdischen Hilfsbedürftigen ist gewaltig angewachsen. Die Not in unseren Kreisen steigt täglich. Die Zahl der Spender ist durch Verarmung und Auswanderung kleiner geworden. Doppelte Anstrengungen sind notwendig, um das Werk der Jüdischen Winterhilfe sicherzustellen. Wir aber wollen die Aufgaben, die uns das Winterhilfswerk des Deutschen Volkes stellt, erfüllen, indem wir alle dazu beitragen, der Not der jüdischen Bedürftigen zu steuern.

Der Herr Reichsbeauftragte für das Winterhilfswerk hat Richtlinien festgesetzt, die die monatliche Abgabe als Pflichtaufgabe darstellen. Danach beträgt neben den regelmäßigen Sammlungen im Hause (Eintopfspende, Haussammlung, Pfundspende) das monatliche Pflichtopfer:

- a) Lohn- und Gehaltsempfänger zahlen während der sechsmonatigen Dauer des WHW 1937/38 (1. Oktober 1937 bis 31. März 1938) monatlich mindestens 10 % der abgeführten Lohnsteuer.
- b) Lohn- und Gehaltsempfänger, die wegen ihres geringen Einkommens nicht herangezogen werden, entrichten ein Opfer von monatlich 25 Pfennigen.

- c) **Festbesoldete**, die neben ihrer Lohnsteuerleistung noch zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten neben ihrer monatlichen Spende in Höhe von mindestens 10 % ihrer Lohnsteuer ein monatliches Opfer in Höhe von 1 % ihres für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe, soweit die Steuerschuld nicht durch Lohnabzug getilgt wird. Diese 1 % werden also lediglich von der Einkommensteuerschuld errechnet, die durch Vorauszahlung und die Abschlußzahlung getilgt worden ist.
- d) **Gewerbetreibende und Angehörige Irzler Berufe** sowie sonstige Einkommenbezieher, die zur Einkommensteuer veranlagt werden, entrichten monatlich ein Opfer in Höhe von 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.
- e) **Inhaber von offenen Handelsgesellschaften und Kommanditgesellschaften** entrichten monatlich 1 % des für das Jahr 1936 veranlagten Einkommensteuerbetrages an die Jüdische Winterhilfe.
- f) **Gewerbetreibende und Angehörige Irzler Berufe**, sowie sonstige Einkommenbezieher, die nicht zur Einkommensteuer veranlagt werden, opfern einen Mindestbetrag von monatlich RM 1.— während der Dauer der Winterhilfe.

Von **Inhabern von Vermögen**, die weder Einkommen- noch Lohnsteuer zu zahlen haben, wird ein mindestens 1 % der Vermögenssteuer betragender Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erwartet. Der monatliche Beitrag ist nach obigen Richtsätzen selbst zu errechnen.

|| Auf Wunsch ist unsere Abt. „St.“ (Oranienburger Straße 29, Telefon-Nr. 4259 21, App. 59), die unter Steuergeheimnis steht, bereit, Ihnen über die Höhe Ihres Pflichtbeitrages Auskunft zu geben.

Im Interesse eines raschen Aufbaus des Werkes ist Vorauszahlung für 6 Monate auf einmal dringend erwünscht.

Diese Richtsätze sind als Pflicht-Mindestsätze anzusehen. Wir bitten unsere Gemeindemitglieder, darüber hinaus durch freiwillige Spenden und Opfer dazu beizutragen, daß das Werk der Jüdischen Winterhilfe ein Werk

Jüdischen Gemeinschaftsgelstes

werde. Jedes Gemeindemitglied muß eine Pflicht in seinem Beitrag zur Jüdischen Winterhilfe erkennen, wir müssen alle danach streben, daß die Hoffnungen, die die Hungernden und Frierenden in die Jüdische Winterhilfe setzen, voll erfüllt werden.

Vorstand
der Jüdischen Gemeinde

*Heinrich Stahl, Moritz Rosenthal,
Dr. Alfred Klee, Carl Fuchs,
Dr. Paul Sulzberger, Adolf Scheyer*

Repräsentanten-Versammlung
der Jüdischen Gemeinde

*Dr. Abraham Löb, Dr. Sally London,
Conrad Kaiser*

Aide Juive d'Hiver

la communauté juive de Berlin

Compte chèque postal : Berlin 93446

Comptes bancaires :

Téléphone : 41 67 11

Berlin, le cachet de la poste faisant foi.
Rosenstrasse 2

Chers membres !

Comme par le passé, la Reichsbebaufte pour l'association d'aide d'hiver du peuple allemand a ordonné que les collectes et les soins pour l'aide d'hiver parmi les Juifs soient effectués par nous-mêmes. L'Aide Juive d'Hiver a été transférée à la communauté juive de Berlin en 1937/38.

Le nombre de Juifs ayant besoin d'aide a énormément augmenté. La détresse dans nos cercles augmente chaque jour. Le nombre de donateurs a diminué en raison de l'appauvrissement et de l'émigration. Un double effort est nécessaire pour assurer le travail de l'Aide Juive d'Hiver. Mais nous voulons accomplir les tâches que l'Aide Juive d'Hiver du peuple allemand nous a confiées en nous aidant à gérer le sort des Juifs dans le besoin.

Le Reichsbebaufte pour l'aide d'hiver a établi des lignes directrices qui représentent une taxe mensuelle en tant que taxe obligatoire. Ensuite, en plus des collectes régulières à la maison (don de ragoût, collecte à la maison, don de livres), le sacrifice mensuel obligatoire s'établit ainsi :

a) Pendant la période de six mois de WHW 1937/38 (du 1er octobre 1937 au 31 mars 1938), les employés paient au moins 10 % de l'impôt sur le revenu payé sur une base mensuelle.

b) Les employés salariés qui ne sont pas consultés en raison de leur faible revenu paient un montant de 25 centimes par mois.

c) En plus de leurs dons mensuels d'au moins 10 % de leur impôt sur le revenu, un sacrifice mensuel de 1 % de leur impôt sur le revenu pour l'année 1936 est versé à l'Aide Juive d'Hiver, à moins que la dette fiscale ne soit remboursée par déduction des salaires, en plus de leur contribution mensuelle d'au moins 10 % de leur impôt sur le revenu. Ces 1% ne sont donc calculés qu'à partir de l'impôt sur le revenu dû, qui a été payé à l'avance et du paiement final.

d) Les gens d'affaires et les membres de professions libérales ainsi que les autres bénéficiaires de revenus qui sont assujettis à l'impôt sur le revenu paient un tribut mensuel de 1 % du montant de l'impôt sur le revenu établi pour l'année 1936 à l'Aide Juive d'Hiver.

e) Les propriétaires de sociétés commerciales ouvertes et de sociétés en commandite versent mensuellement 1 % de l'impôt sur le revenu prélevé en 1936 à l'Aide Juive d'Hiver.

f) Les commerçants et indépendants, ainsi que les autres salariés qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu, recevront un montant minimum de RM 1 par mois - pendant la durée de l'aide d'hiver.

Les détenteurs de biens immobiliers qui ne sont pas assujettis à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les salaires sont censés contribuer au moins 1 % de l'impôt sur la fortune à l'Aide Juive d'Hiver. La contribution mensuelle doit être calculée selon les taux indicatifs susmentionnés.

Si vous le souhaitez, notre Abt «St.» (Oranienburger Straße 29, téléphone - Nr. 425921, App. 59), qui est soumis au secret fiscal, est prêt à vous fournir des informations sur le montant de votre cotisation obligatoire.

Dans l'intérêt d'une mise en place rapide de l'installation, un paiement anticipé de 6 mois à la fois est souhaité d'urgence.

Ces taux normaux doivent être considérés comme des taux minimaux obligatoires. De plus, nous demandons à nos membres de faire une contribution par des dons volontaires et des sacrifices au travail de l'Aide Juive d'Hiver.

Esprit communautaire juif

Il nous incombe à tous de nous efforcer de réaliser pleinement les espoirs placés dans l'Aide Juive d'Hiver par ceux qui ont faim et qui ont froid.

Comité exécutif de la communauté juive

*Heinrich Stahl, Morits Rosenthal,
Dr Alfred Klee, Carl Fuchs,
Dr Paul Suleberger, Adolf Schoyer*

Assemblée des représentants de la communauté juive

*Dr Abraham Löb, Dr Sally London,
Conrad Kaiser*

Pendant ce temps, la crise aux frontières de l'Allemagne s'aggravait d'heure en heure. Les faucons militaires polonais en faveur d'une invasion étaient largement soutenus par une population encouragée par les comités de boycott juifs...

Les évènements ont commencé à s'accélérer. La destruction du faible régime hitlérien – de l'extérieur ou de l'intérieur – se traduit par une crise à Berlin. Des officiels et des représentants d'organisations allemandes furent envoyés dans les villes d'Europe et d'Amérique pour tenter de conjurer les attaques. Leurs efforts échouèrent. Les clarifications de la part du gouvernement, les décrets de protection et les menaces de représailles illicites contre les juifs allemands échouèrent également. (p. 130)

Stimulées par les articles incessants de la presse sur les atrocités allemandes (au beau milieu de la paix !), les manifestations de boycott se sont étendues aux grandes villes de presque tous les pays jusqu'en Argentine et en Australie, les syndicats et les partis d'Angleterre et des Pays-Bas intervenant principalement pour soutenir cette lutte. Le commerce allemand de la fourrure, du textile et du diamant a été particulièrement touché. Au premier trimestre de 1933, l'excédent des exportations allemandes avait diminué de moitié par rapport à 1932 (p. 182). Aux États-Unis, des voix se faisaient déjà entendre (John Foster Dulles) pour que les avoirs privés et publics allemands soient saisis en vue du règlement de la dette et ainsi liquider les avoirs commerciaux internationaux allemands. (pp. 182-183)

Si le Reich ne pouvait plus payer ses obligations, l'Allemagne serait en faillite. Ce moment avait été techniquement reporté pendant des années en limitant le commerce extérieur aux biens échangeables les plus importants. Mais avec les réserves de la Reichsbank si durement touchées par le boycott et la dépression, il n'y avait plus rien à limiter... (p. 185)

Si les exportations continuaient de baisser, l'Allemagne serait à nouveau confrontée à la famine. Cela s'était produit seulement quatorze ans plus tôt et c'était encore présent dans bien des esprits. Au cours de l'hiver 1919, une Allemagne vaincue fut "bloquée" dans la soumission et affamée dans la défaite. Pour les Nazis, le boycott anti-allemand de 1933 était à bien des égards une tactique

évocatrice. Il n'y avait aucun navire ennemi dans les voies maritimes, aucune division hostile en têtes de pont. Mais ce boycott, tout aussi efficace que n'importe quelle frégate de blocus ou d'infanterie, empêchant les marchandises allemandes d'être vendues, bloquait le commerce des devises étrangères et l'importation des marchandises commerciales vitales en Allemagne.

Combien de mois l'Allemagne pourrait-elle survivre après le boycott mondial ? Le slogan : 'l'Allemagne va s'effondrer cet hiver' fut adopté par les boycotteurs... (pp. 187-188)

Le 3 juin, Lord Melchett (industriel juif-britannique) et le British Trade Unions Congress se sont mobilisés et ont invité officiellement les comités de boycott indépendants du monde entier à se réunir le 23 juin pour créer un conseil international de boycott.

Melchett a appelé au boycott lors de la Conférence économique juive mondiale. (p. 188)

À peu près à la même époque, la Conférence économique mondiale, convoquée par le président américain F. D. Roosevelt, s'est tenue à Londres, mais elle obtint le contraire de ce qu'elle s'était fixé : une collaboration économique et politique entre les partenaires du commerce mondial pour remédier à la crise économique. Au cabinet du Reich le 23 juin 1933, il a été constaté :

Bien que les attentes de la délégation (allemande) à Londres fussent pessimistes, elles furent de loin dépassées. L'Allemagne a constaté parmi tous les États une attitude qui ne pouvait guère être pire. (p. 188)

Sur proposition de Samuel Untermeyer, la Conférence économique juive mondiale fut d'abord reportée au 15, puis finalement au 20 juillet et déplacée à Amsterdam. Des groupes de boycottage de trente-cinq pays y ont participé, échangé leurs expériences, discuté de mesures fédératrices, dressé des listes de fabricants et de commerçants, proposé des alternatives aux produits allemands, discuté des contre-mesures contre les briseurs de boycott et même lancé un bulletin d'information consacré au boycott. (p. 189) Le slogan : "L'Allemagne va s'effondrer cet hiver" fut adopté. (p. 199)

Évaluation de la situation par Samuel Untermyer :

Le boycott international populaire est déjà en place : en Pologne incroyablement bon ; en Tchécoslovaquie fantastique ; bon en France, en Angleterre équitable ; en Amérique très bon. (p. 205)

Des discours enflammés et une ferme détermination à écraser la puissance économique de l'Allemagne ont créé une sensation impressionnante qui a attiré l'attention du monde entier sur le fait que plusieurs groupes juifs étaient parvenus à un accord pour une possible guerre contre le Troisième Reich. (p. 206)

La résolution suivante fut adoptée à Amsterdam :

Face aux vaines indignations, protestations et manifestations unanimes de juifs et de non-juifs partout dans le monde civilisé contre la politique incroyablement inhumaine envers les juifs d'Allemagne... Compte tenu de la détermination maintes fois exprimée par le gouvernement hitlérien de détruire économiquement les juifs, de les priver de leur citoyenneté et probablement de les exterminer... il est donc décidé que le boycott des biens, des produits et du fret allemands est la seule arme efficace pour les juifs du monde entier et l'humanité pour défendre et protéger les droits, la propriété et la dignité des juifs en Allemagne.

Nous exhortons instamment tous les hommes et toutes les femmes du monde civilisé, indépendamment de la race et de la foi, à soutenir et à rejoindre ce mouvement contre le fanatisme brutal et la foi aveugle et à le faire triompher jusqu'à ce que les dernières traces de persécutions barbares soient éliminées. (p. 206)



Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands de l'Ouest ont dû faire face au Dr Nabum Goldman, négociateur insolite et président du Congrès juif mondial et sioniste depuis des décennies, à qui l'on attribue le succès des réparations qui dépassent déjà les 140 milliards de Deutschemarks.

Dr Goldmann (debout) lors d'un congrès juif mondial à Jérusalem, entouré du premier ministre israélien de l'époque Rabin (à gauche) et du ministre Sapir. Le Dr Goldmann était extrêmement critique à l'égard du développement de la politique extérieure et intérieure d'Israël.

Deutsche National-Zeitung, 24 juin 1983

Après la proclamation officielle de la déclaration de guerre, les soldats d'Israël partirent et formèrent trois commissions commerciales : les Français, les Polonais et les Tchèques ont pris des résolutions politiques, les Néerlandais, les Égyptiens et les Américains se sont occupés des questions d'organisation, les Anglais, les Belges et les Lituanais ont discuté des problèmes financiers. (p. 206)

Travaillant avec célérité, les conférenciers ont rapidement établi la nouvelle organisation mondiale promise. Baptisée World Jewish Economic Federation, elle aurait son siège à Londres, Lord Melchett en serait le président honoraire et Untermeyer en serait le président. (p. 207)

Mais cette initiative personnelle de Lord Melchett et Samuel Untermeyer fut perçue comme une “révolution de palais” par les organisations juives établies telles que l'Anglo Jewish Association, le Congrès juif américain et le Comité juif néerlandais et fut considérée comme non représentative. Stephen Wise ainsi que Nahum Goldmann, qui participaient à l'organisation du Congrès juif mondial, avaient manifestement des raisons personnelles de prendre en main la coordination du boycott mondial et de désavouer Untermeyer. Leurs revendications étaient identiques sur le principe, comme en témoigne le langage adopté lors du dernier Congrès juif mondial. C'était en 1936 :

Les organisations de boycott ont été les premières dans chaque pays à attirer l'attention sur les plans de conquête économique et d'agression militaire de l'Allemagne. Elles ont alerté l'opinion publique sur la politique de réarmement massive de l'Allemagne. Elles étaient attentives à la domination économique de l'Allemagne sur les régions fragiles du Sud-Est de l'Europe et sur certains pays d'Amérique du Sud qui pourrait conduire à leur domination politique par le Troisième Reich. Elles ont révélé les méthodes commerciales indignes employées par l'Allemagne. Parallèlement, elles ont mené une campagne acharnée pour informer le public, à travers toutes sortes de médias sur les atrocités allemandes, la persécution de l'Église, la destruction des organisations ouvrières, la dégradation des femmes et la réforme de l'éducation.¹⁹

Quand on apprend ailleurs que les principaux leaders du Congrès juif mondial percevaient la situation politique en Europe dans la période 1919-1939 non pas comme une forme de paix mais comme un “armistice”,²⁰ le langage de cette posture de combat, imprégné de tant d'allégations mensongères, devient alors à peu

¹⁹ Congrès juif mondial op.cit., pp. 106-107.

²⁰ Congrès juif mondial op.cit., pp. 136-140.

près compréhensible. Il convient de noter que la période de la République de Weimar est également incluse dans cette terminologie de l'“armistice”, sans aucune distinction entre les années 1933 à 1939. Cette terminologie allait prendre tout son sens plus tard, dans une lettre écrite par Winston Churchill à Joseph Staline le 27 février 1944, dans laquelle il qualifie la Seconde Guerre mondiale de “guerre de trente ans contre l'agression allemande, commencée en 1914”.²¹

Malgré la persistance des querelles personnelles entre Stephen Wise, Nahum Goldman, Chaim Weizman en tant que principaux représentants de leurs organisations d'une part, et Samuel Untermyer en tant qu'organisateur du boycott “ad hoc”, en particulier aux États-Unis, d'autre part, le boycott était devenu une réalité provoquant un isolement considérable de l'Allemagne et occasionnant de lourdes pertes dans les exportations allemandes, à une époque où la crise économique mondiale avec ses plus de six millions de chômeurs allemands et alors que l'Allemagne ne pouvait même pas se conformer à ses obligations de paiements à long terme sur le compte des réparations supplémentaires de 1919. Sans pour autant entrer dans les chiffres, je me contenterai de citer un échange de lettres entre la Dresdner Bank et la Société Générale de juillet 1933, qui décrit la situation générale et qui est préfacé par Edwin Black comme suit :

Les administrateurs désespérés de la prestigieuse banque Dresdner Bank avaient espéré faire appel à la coopération bancaire internationale pour obtenir de l'aide. Dans sa lettre à la Société Générale, la banque déclarait :

La propagande concernant des atrocités... qui nuit au commerce allemand... est basée sur des mensonges et des distorsions des faits. Il règne une totale tranquillité en Allemagne, et chaque observateur non partisan peut voir sur place que nul n'est empêché de poursuivre légalement ses affaires privées et professionnelles. Nous serions heureux si,

²¹ Documents - Correspondance entre le président du Conseil des ministres du CCCP et le Président des États-Unis et le Premier ministre de Grande-Bretagne à l'époque de la Grande Guerre patriotique 1941-1945, Moscou 1957, vol. I, p. 204.

dans l'intérêt des relations commerciales internationales, vous pouviez faire connaître la vérité et faisiez tout ce qui est en votre pouvoir pour mettre rapidement fin au boycott des marchandises allemandes.

La réponse de la Société Générale qui fut immédiatement publiée dans les journaux du monde entier, fut la suivante :

En ouvrant notre courrier, nous avons trouvé une lettre étonnante de votre prestigieuse banque. Nous attirons votre attention sur le fait qu'une entreprise française n'envisagerait jamais d'envoyer du matériel de propagande dans sa correspondance commerciale. Nous sommes donc contraints de constater que le manque de tact de votre lettre résulte d'un mauvais goût inné. Quant à la persécution systématique des juifs par votre gouvernement, nous savons ce que nous devons en penser. Nous savons que... des médecins ont été chassés des hôpitaux, des juges ont été révoqués et des magasins fermés... Chaque nation est maîtresse de sa propre maison, et il ne nous appartient donc pas de nous immiscer... Néanmoins, nous sommes libres d'exprimer notre sympathie commerciale à nos amis et non à une nation qui vise à détruire la liberté individuelle. Soyez assurés, messieurs, que nous continuerons d'apprécier votre banque, mais nous ne pouvons pas offrir notre sympathie à l'Allemagne en général, car nous ne pouvons pas cacher notre conviction qu'à la première occasion le parti national-socialiste étendra sa soif de pouvoir à d'autres pays. Vous nous avez demandé de diffuser votre message. Soyez assurés que nous le ferons et que nous y répondrons.

Bien à vous, Société Générale, Paris (p. 266)

Fin juillet 1933, des représentants de la Reichsbank à Londres demandèrent aux courtiers l'obtention d'un prêt d'un "montant dérisoire" de 40 millions de reichsmarks (un peu plus de 3 millions de livres sterling). Cette affaire a provoqué une série de rires moqueurs dans la communauté financière londonienne. *Invertor's Review*, rapporte dans son numéro du 5 août 1933 :

Nous avons vu une lettre d'un courtier financier berlinois... qui jette un éclairage significatif sur l'Hitlérisme et les conditions

épouvantables qu'il a entraîné en Allemagne... L'auteur de cette lettre affirme que la Reichsbank lui a demandé de solliciter un prêt de 40 à 50 millions de marks. Que la Reichsbank, qui fut sans doute autrefois la plus grande institution financière du continent, ait dû supplier Londres pour une somme dérisoire, est alarmant. Il n'est donc pas surprenant d'entendre le point de vue officiel dire que l'Hitlérisme s'achèvera de façon sanglante avant la nouvelle année. (pp. 266-267)

Londres a refusé, tout comme les USA. L'Allemagne ne pouvait compter sur aucune aide financière extérieure.

Le 6 août à New York, Samuel Untermeyer, alors de retour d'Amsterdam, salua ses compatriotes (entre autres) dans une émission radiophonique nationale – ou plutôt continentale ! – qui avait immédiatement été organisée pour lui avec ces mots :

Je suis profondément ému par l'accueil enthousiaste que j'ai reçu à mon arrivée aujourd'hui, accueil qui, je comprends très bien ne s'adresse pas à moi personnellement mais à la guerre sainte pour la défense de l'humanité dans laquelle nous sommes engagés...

Chacun d'entre vous, juif ou non-juif, qui ne s'est pas encore engagé dans la guerre sainte, devrait le faire maintenant... Il ne suffit pas de ne pas acheter de marchandises fabriquées en Allemagne. Vous devez refuser de coopérer avec tout commerçant et propriétaire d'entreprise qui vend des produits allemands ou qui utilise des navires allemands... À notre grande honte... il y a des juifs parmi nous, mais heureusement très peu, qui voyagent sur des navires allemands.... Leurs noms devraient être révélés au grand jour. Ce sont des traîtres envers leur race. (p. 277)

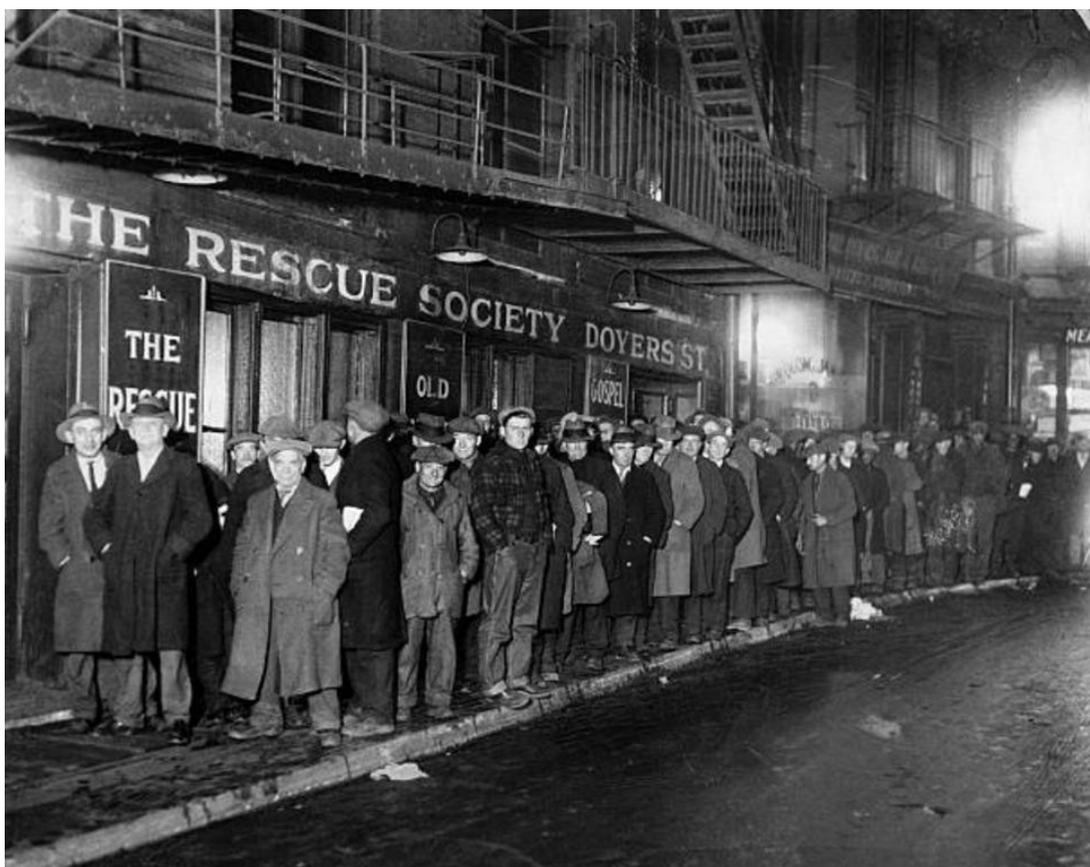
À peu près à la même époque, le dix-huitième Congrès sioniste se réunit à Prague (du 21 août au 4 septembre 1933). Plus de 10 000 délégués et visiteurs étaient présents. L'organisation sioniste représentait un gouvernement sans pays, divisé en fédérations territoriales de chaque pays, associations religieuses et autres, partis politiques et factions. La Société des Nations lui avait accordé un statut quasi gouvernemental. Tout juif qui payait une somme d'argent égale au shekel biblique (environ vingt-cinq cents) avait le droit de voter (pp. 287, 288, 289, 299). La faction la plus forte à

Prague était le Mapai (Parti travailliste) dirigé par David Ben Gourion, qui représentait environ quarante-quatre pour cent des délégués et comptait parmi les modérés. Il s'opposait néanmoins aux "révisionnistes" radicaux et impitoyables dirigés par Vladimir Jabotinsky (Pologne) qui n'hésitaient pas à recourir à l'assassinat politique de membre de leur propre peuple. L'assassinat de Chaim Arlosoroff, membre du Comité exécutif de l'Agence juive et l'un des sionistes les plus respectés, par les membres de ces "révisionnistes" radicaux, survenu au Nord de Haïfa peu avant la conférence, le 16 juin 1933, accentua particulièrement les conflits lors de ce congrès à Prague. Arlosoroff avait fait campagne en faveur de négociations avec l'Allemagne afin de permettre l'émigration des juifs allemands et le transfert des biens juifs vers la Palestine.

Jabotinsky a insisté pour que toutes les énergies soient déployées pour forcer le Congrès à se joindre au mouvement de boycott. Rien de moins qu'un 'combat acharné' ne serait acceptable, avait-il crié. 'C'est le devoir de ce Congrès d'exposer le problème juif en Allemagne au monde entier... Nous menons une guerre contre des meurtriers... Nous devons les détruire, les détruire, les détruire – non seulement par le boycott, mais aussi politiquement, en soutenant toutes les forces qui les combattent pour isoler l'Allemagne du monde civilisé.' (p. 301)

Alors que Jabotinsky exhortait ses partisans à suspendre leurs différends personnels en faveur de la guerre contre le nazisme, David Ben Gourion exhortait les "révisionnistes" à se subordonner à l'organisation contrôlée par Mapai et ses objectifs modérés ou de quitter le congrès. Un présidium contrôlé par le Mapai l'a finalement emporté. Le porte-parole du comité dominé par le Mapai, Nahum Sokolov, avait visiblement de grandes difficultés à trouver les mots justes pour décrire l'état d'esprit des personnes présentes. Il a poursuivi en déclarant :

Notre rôle n'est pas d'influencer ou de critiquer les développements internationaux du peuple allemand, qui a gravement souffert de la guerre et de ses conséquences. Nous ne sommes pas réunis ici pour critiquer une nation ou un État. Cela ne fait pas partie du programme de l'Organisation sioniste d'abattre sa houlette (de berger) sur telle ou telle organisation étatique ou tel ou tel système économique. Notre devoir est de dire la vérité.



1933 : *“La crise à New York : une situation profondément malsaine”*
Der Spiegel, No. 43, 22 octobre 1979, p. 179

En revanche, il n'a cependant pas manqué de mettre en valeur les paroles du juge de la Cour suprême américain Louis Brandeis, en répétant :

Les juifs n'oublieront jamais et ne pardonneront jamais l'affront de l'Allemagne... (p. 305)

Ce que Jabotinsky n'a pas été autorisé à dire dans la salle de conférence, il l'a annoncé dans une conférence de presse à l'extérieur : Les centaines de milliers de membres des "révisionnistes" vont exploiter toutes les possibilités s'offrant à eux dans le monde entier pour procéder au boycott international de l'Allemagne.

L'Hitlérisme est un danger pour les seize millions de juifs qui vivent dans le monde entier, et les juifs allemands ne peuvent pas nous empêcher de combattre notre ennemi. Notre ennemi doit être détruit ! (p. 313)

Bien qu'ils aient été supprimés par le Congrès sioniste, ses propos ont néanmoins été propagés par la presse mondiale, un facteur qui n'a certainement pas contribué à une résolution pacifique des enjeux. Même si le mot "boycott" fut évité, voire interdit, lors du dix-huitième Congrès sioniste à Prague (p. 348), les articles de la presse mondiale étaient remplis d'un nouveau sujet : la deuxième Conférence juive mondiale de Genève, qui devait commencer immédiatement après, c'est-à-dire le 5 septembre 1933. Une fois de plus, c'était le monde à l'envers :

Quiconque osait justifier le commerce avec l'ennemi était un traître, et tous les traîtres au boycott devaient être dénoncés (p. 348).

À Genève, les cent délégués venus de vingt-quatre pays et dirigés par Stephen Wise, président du Congrès juif américain, étaient déterminés à créer une organisation mondiale de boycott, démontrant ainsi le contraste avec le mouvement sioniste. (p. 357) Les propos des deux principaux leaders présents à cette deuxième conférence juive mondiale expriment clairement les nouveaux durcissements générés par ce conflit lors du deuxième Congrès juif mondial :

1.) Nahum Goldman :

La première tâche de la conférence est donc de créer l'organisation nécessaire pour mener une guerre amère et bien planifiée contre l'Allemagne nazie. (p. 352)

2.) Stephen Wise, qui a fait allusion à la résolution sur le boycott :

La fin du boycott juif des biens et marchandises allemands ne dépend pas du peuple juif, mais du gouvernement nazi. Les juifs avaient besoin et ont été contraints d'utiliser à contre cœur ces instruments de pression morale et économique. Mais ils ne lèveront pas ce boycott tant que la grande injustice infligée aux juifs allemands ne sera pas réparée et que les juifs allemands n'auront pas été réintégrés dans le statut et les positions qui étaient les leurs avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement hitlérien. (p. 358)

Cela signifiait ni plus ni moins que les partisans de Stephen Wise, sans même avoir été mandatés par un comité de juifs allemands, réclamaient que l'Allemagne renonce essentiellement à son droit à l'autodétermination, en faveur des représentants étrangers de la juiverie internationale, conformément au statut de capitulation de 1919, et donc la reddition de 1919, avec sa quasi guerre civile et le chaos économique survenue en 1932, a été déclaré comme un "statut juridique" d'avenir pour l'Allemagne. – Une attitude impossible et irresponsable en termes de politique mondiale !

Stephen Wise considérait la situation qui prévalait comme un état de guerre décrivant les juifs du monde comme étant "au premier rang des tranchées de la ligne de front". Il déclara littéralement lors de cette deuxième conférence préparatoire à Genève, début septembre 1933 :

Une fois de plus, le peuple juif est appelé à souffrir, car nous sommes les serviteurs souffrants de l'humanité. Nous sommes appelés à souffrir pour que l'humanité et la civilisation puissent survivre et être préservées. Nous avons déjà souffert avant. Nous sommes les serviteurs éternels de Dieu en souffrance, de cette histoire du monde qui est le jugement mondial. Nous ne nous révoltons pas contre le rôle tragique que nous avons à jouer si cela peut permettre aux nations de la terre d'en tirer quelque chose de positif et voir suffisamment tôt l'ampleur du danger auquel elles sont confrontées face à cet ennemi commun de l'humanité qui n'a d'autre but que de conquérir et de détruire. Nous sommes prêts si seulement cela peut permettre aux précieuses et belles choses de la vie de survivre. C'est encore une fois la mission des juifs. Nous sommes en première ligne, dans les premières rangées de tranchées.²²

Il n'a pas fourni de détails concrets concernant ses accusations acerbes contre le gouvernement allemand, quoiqu'il en soit rien de tel n'a été publié. Il en va de même concernant le traitement de la question de la Kriegsschuldfrage [responsabilité de la guerre] : grâce à tous les puissants moyens techniques et économiques disponibles, la responsabilité des autres dans le déclenchement de la guerre est simplement déclarée comme un fait historique dans le monde entier, les détails probants sont délibérément ignorés, on prétend que tout a été prouvé depuis longtemps, on renvoie à l'ignorance et à la subordination des "masses" qui se trouvent loin de ce qui se passe, alors que toutes sortes d'accusations sont portées – plus le discours est éloquent et grossier, mieux c'est ! – toujours accompagnées de mots visant à promouvoir le bien-être de l'humanité et de slogans réclamant la destruction complète des personnes maléfiques, évitant ainsi tous débats, analyses critiques et objections inutiles.

La conférence de Genève a adopté, entre autres, par la résolution suivante :

²² Congrès juif mondial, op. cit., p. 36.

C'est avec une profonde satisfaction que la Conférence a constaté que le peuple juif a spontanément décidé d'utiliser l'unique arme de légitime défense contre le nouveau régime allemand : le boycott moral et économique. Elle a confirmé que les juifs ne peuvent avoir aucune relation économique ou autre avec le Troisième Reich et a exprimé l'espoir que le boycott serait soutenu par des millions de non-juifs partout dans le monde.²²

Lors de la troisième Conférence juive mondiale préparatoire à Genève, qui s'est tenue le 20 août 1934, Stephen Wise a indiqué :

Notre place est incontestablement et irrévocablement dans les rangs des forces de la civilisation et de la liberté qui ne peuvent coexister avec le nazisme... Nous survivrons au nazisme, si nous ne commettons pas le péché aveugle du troc ou du commerce avec lui... Si nous pouvions survivre, disons, en levant notre boycott anti-Nazi, nous serions moralement morts.²³

Avant cela, les représentants de la communauté juive allemande avaient protesté à plusieurs reprises et avec insistance contre cette agitation de Stephen Wise et autres fauteurs de troubles aux États-Unis. Par exemple, l'éditeur d'un important journal juif de Hambourg lui avaient envoyé le télégramme suivant en mars 1933 :

LES JUIFS ALLEMANDS VOUS ACCUSENT, VOUS ET VOS PARTISANS, D'ÊTRE DES INSTRUMENTS D'INFLUENCES POLITIQUES EXTÉRIEURES. LA SURÉVALUATION ABSURDE DE VOTRE PROPRE IMPORTANCE AU NIVEAU INTERNATIONAL ET L'ABSENCE DE JUGEMENT NUISENT EN PREMIER LIEU À CEUX QUE VOUS PRÉTENDEZ VOULOIR PROTÉGER... VOUS FERIEZ MIEUX DE STOPPER VOS PROTAGONISMES ET VOS RASSEMBLEMENTS INUTILES COMME LE PLUS SÛR MOYEN DE CONTRER L'ANTISÉMITISME... CECI EST VOTRE DEVOIR LE PLUS IMPORTANT AFIN DE RÉPARER LES CRIMES QUE VOUS AVEZ COMMIS CONTRE NOUS. (p. 63)

Alors que, dès sa prise de fonction le 30 janvier 1933, Adolf Hitler avait déjà fourni des emplois à 2,2 millions de chômeurs sur

²³ Congrès juif mondial op. cit., p. 37.

les 6 millions que comptait l'Allemagne – et cela sans réarmement ! – et avait mis fin au chaos qui durait depuis de longues années et qui avait souvent été délibérément conçu depuis l'étranger, alors qu'il avait mis en place le Secours d'hiver au début de septembre 1933 et fit garantir la protection de l'Église catholique dans un Concordat du Reich, le 10 septembre 1933, conformément aux souhaits de Rome, Samuel Untermeyer déclara ce même jour, à New York, devant des militants du boycott :

Le jour du jugement est arrivé !²⁴

Pour sa part, il n'avait pas perdu d'actifs à la suite du changement de gouvernement en Allemagne. Il n'avait pas non plus reçu la moindre légitimité de la part d'un comité de juifs allemands pour se faire le porte-parole de leurs volontés présumées.

Les “talk-shows” radiophoniques, l'inspection de milliers de magasins à la recherche de marchandises allemandes par des groupes de femmes, les manifestations, les collectes de fonds pour la campagne de boycottage, l'ouverture de bureaux de lutte, notamment aux États-Unis, prenaient une ampleur toujours plus considérable :

! Mois après mois, et même année après année, Samuel Untermeyer a travaillé avec acharnement à la chute économique du Troisième Reich. (p. 371)

Lors d'une cérémonie solennelle le 6 septembre 1933 à New York, Untermeyer a demandé à ce que tout traître au boycott soit exclu de la communauté juive : “Cherem” (pp. 350-351)

²⁴ E. Black, *The Transfer Agreement*, op. cit., p. 370

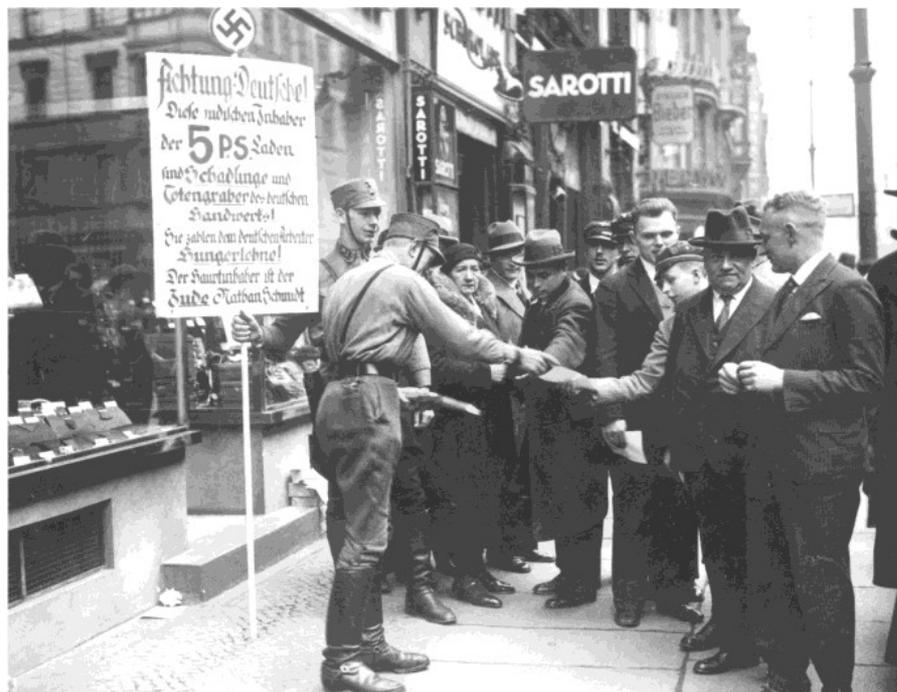
En réaction et pour mettre fin au boycott et la propagande d'atrocités opérés à l'étranger = 1 jour de boycott en Allemagne



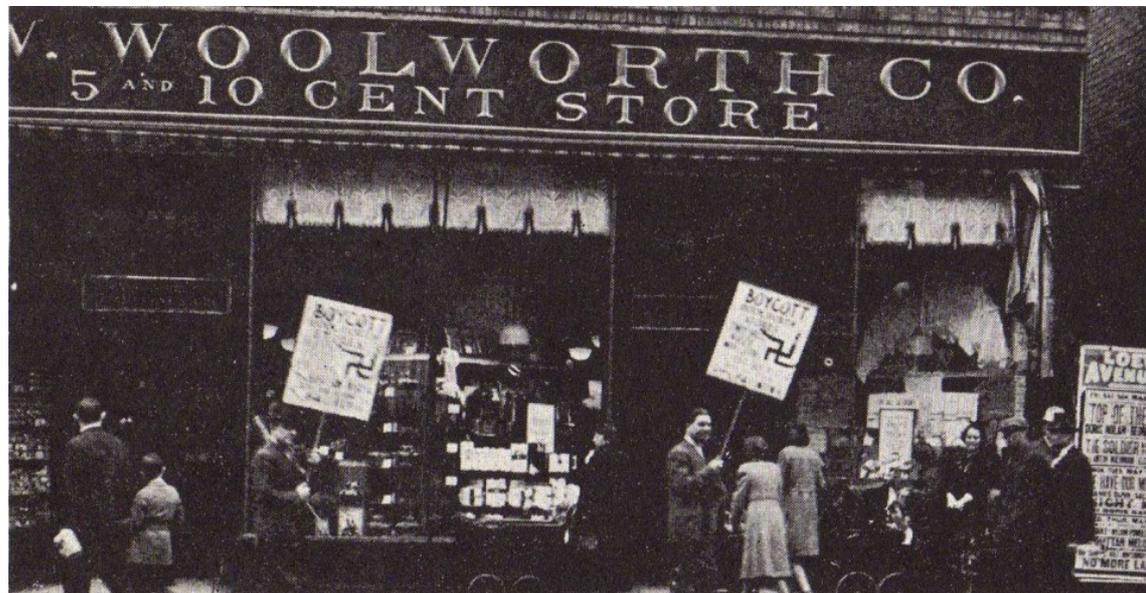
Scène historique en Allemagne le 1er avril 1933



Scène historique en Allemagne le 1er avril 1933



Les Allemands se défendent contre le boycott, 1 avril 1933



Des anciens combattants juifs manifestent devant un magasin vendant des marchandises allemandes

Début des mesures permanentes de ce type en février-mars 1933

Depuis l'Europe de l'Est, le russo-polonais, militant et fondateur de l'organisation sioniste "révisionniste" "Irgoun", Vladimir Jabotinsky poursuivait quant à lui son agitation et sa politique haineuse contre l'Allemagne. Ce qui est remarquable au sujet de cet homme, c'est qu'il avait déjà combattu les puissances centrales du côté britannique lors de la Première Guerre mondiale, qu'il s'était installé à Berlin en 1923, où il fonda le "mouvement révisionniste des sionistes", puis s'était installé à nouveau en Pologne pendant un certain temps, qu'il est devenu président de la "Nouvelle Organisation sioniste" à Vienne en 1933 et s'est finalement installé à Londres. (Il mourut en 1940 aux États-Unis). En tout cas, lorsqu'il publia les passages suivants dans *Mascha Rjetsch* en janvier 1934, il ne le fit pas en référence à des crimes allemands ou aux lois de Nuremberg de 1935, car celles-ci ne furent promulguées que 18 mois plus tard :

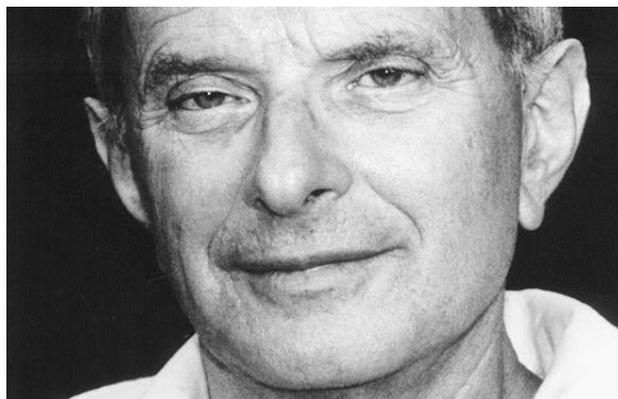
La lutte contre l'Allemagne est maintenant menée depuis des mois par chaque communauté juive, chaque conférence, chaque congrès, chaque syndicat et chaque juif du monde. Il y a des raisons de penser que notre rôle dans cette lutte est d'une importance générale. Nous allons déclencher une guerre spirituelle et matérielle du monde entier contre l'Allemagne. L'Allemagne s'efforce de redevenir une grande nation et de récupérer ses territoires perdus ainsi que ses colonies. Mais nos intérêts juifs appellent à la destruction complète de l'Allemagne. Le peuple allemand est un danger pour nous juifs, collectivement et individuellement.²⁵

C'était le point de départ à partir duquel une toute autre branche des sionistes allait incorporer ses objectifs : ceux qui s'efforçaient de transférer les juifs et les biens juifs d'Allemagne vers la Palestine.

²⁵ J. Benoist-Mechin, *Wetterleuchten in der Weltpolitik 1937 - Geschichte der deutschen Militärmacht 1918 - 1946*, Oldenburg - Hambourg 1966, p. 326.

Le contrat de transfert

Les sionistes d'Allemagne (Fédération sioniste allemande, Berlin, directeur : Georg Landauer) se sont vite rendus compte que malgré l'accession au pouvoir du National-Socialisme, la majorité des juifs allemands (environ 600 000 personnes) n'étaient pas disposés à quitter



Walter Laqueur()*

l'Allemagne, ils se sentaient Allemands et n'avaient rien à voir avec la propagande décrite à l'étranger et les mesures de boycott contre l'Allemagne. Mais ils se sont vite aperçus que, contrairement aux "juifs allemands nationaux", ils étaient les seuls qui, grâce à leurs contacts internationaux, pouvaient éventuellement exercer une certaine influence sur les activités à l'étranger susmentionnées et qu'ils pouvaient ainsi servir d'interlocuteurs au gouvernement allemand, afin de mettre en œuvre l'émigration des juifs d'Allemagne, y compris le financement et le transfert de leurs actifs personnels vers la Palestine.

Des négociateurs habiles et influents, en particulier dans les cercles juifs à l'étranger, devaient donc créer les conditions au transfert, tant en Allemagne qu'en Palestine. Sam Cohen, né en 1890 à Lodz [Pologne], qui avait étudié la finance et l'économie à l'Université de Marbourg en Allemagne et qui, encore dans la vingtaine, est devenu associé dans une petite banque berlinoise et qui a prit le contrôle d'une petite mine de charbon en Haute-Silésie, fut l'un de ces interlocuteurs sélectionnés en Allemagne. Cohen était également actionnaire de la société palestinienne Hanotaiah Ltd ("The Planters"), dont les activités consistaient en l'achat et la vente de terrains, en particulier d'orangers et l'équipement technique nécessaire pour ceux-ci. Chaim Arlosoroff s'était proposé

en Palestine. Tous deux ont bénéficié du soutien d'Arthur Ruppin, David Ben Gourion, Judah Magnes et Chaim Weizman – personnalités internationales influentes de l'organisation sioniste. Dès le mois d'avril 1933, ils tentèrent de fonder une banque qui ne servirait qu'à financer le programme d'émigration.

En analysant ces éléments, il est important de noter que le mouvement international de boycott était particulièrement important en Palestine. Arlosoroff a payé de sa vie pour ses activités au nom des juifs en Allemagne. Le 16 juin 1933, il fut assassiné au Nord de Haïfa ; les révisionnistes de Jabotinsky furent accusés du meurtre. Ben Gourion considérait Jabotinsky comme étant personnellement coupable. (p. 158)

(*)Walter Laqueur est né à Breslau en 1921, a émigré d'Allemagne vers la Palestine en 1938, il s'est consacré à la recherche historique et à l'écriture politique en Grande-Bretagne, aux États-Unis et, après la Seconde Guerre mondiale, en République fédérale d'Allemagne. Depuis 1965, Laqueur a été éditeur du *Journal of Contemporary History* et, depuis 1971, président du conseil consultatif scientifique du "Center for Strategic and International Studies" de Washington, ainsi qu'éditeur du *Washington Papers* et du *Washington Quarterly*, publiés par cet institut. Il est devenu célèbre grâce à son livre : *What nobody wanted to know* [Ce que personne ne voulait savoir], dont nous avons largement discuté dans l'édition No. 15 du *Historische Tatsachen* ("Lack of knowledge on the part of the Allies" [Manque de connaissances de la part des Alliés]). Laqueur a également confirmé : jusqu'à la fin de la guerre, les Alliés n'avaient pas connaissance d'une extermination de millions de juifs.

Aux fins de l'émigration, deux difficultés importantes devaient être surmontées :

1) Le mandat britannique en Palestine limitait non seulement considérablement les quotas d'immigration, mais il subordonnait aussi l'installation en Palestine à la possession de 1 000 livres sterling par personne.

2) En raison de la situation économique globalement morose, des conséquences des paiements de réparation et du surendettement des budgets publics allemands, ainsi que de vastes mesures de boycott qui ont commencé en 1933, le gouvernement du Reich n'a pas été en mesure de convertir les avoirs des juifs allemands en devises étrangères, c'est-à-dire en dollars américains ou en livres sterling.

La troisième difficulté qui s'est posée était que les juifs en Allemagne – comme mentionné précédemment – n'étaient guère disposés à émigrer et ne reconnaissaient pas les sionistes comme leurs dirigeants. D'autre part, le gouvernement du Reich avait non seulement appuyé l'émigration, mais avait également accordé aux sionistes un “statut politique visiblement protégé”. (p. 174)

En 1933, environ 600 journaux ont été officiellement interdits. D'autres ont été officieusement réduits au silence par les méthodes de la rue. Les exceptions comprenaient *Jüdische Rundschau*, l'hebdomadaire *Zentralverein für Deutschland*, ainsi que diverses autres publications juives. L'hebdomadaire sioniste allemand était colporté aux coins des rues et banni des kiosques à journaux.

Lorsque Chaim Arlosoroff a visité le siège social sioniste à Londres le 1^{er} juin, il a souligné : ‘Le *Rundschau* est d'une importance cruciale aujourd'hui pour les sionistes. Chaque jour, il attire entre cinquante à soixante nouveaux abonnés.’ Vers la fin de l'année 1933, le tirage du *Jüdische Rundschau* s'élevait en effet à plus de 38 000 exemplaires, soit quatre à cinq fois plus qu'en 1932, et bien que de nombreux organes de publication aryenne influents aient été obligés de limiter la taille de leurs pages, le *Jüdische Rundschau* n'en fut pas affecté jusqu'à ce qu'un rationnement obligatoire du papier journal lui soit imposé en 1937.

Et alors que les publications allemandes avaient été soumises dès le début à une censure stricte, le *Jüdische Rundschau* a pu jouir d'une relative liberté de la presse... Le *Jüdische Rundschau* était libre de prêcher le sionisme comme une philosophie politique totalement différente – en fait, la seule philosophie politique distincte approuvée par le Troisième Reich.

En 1933, l'apprentissage de l'hébreu était encouragé dans toutes les écoles juives (en Allemagne). En 1935, les uniformes pour les services de la jeunesse sioniste étaient autorisés – le seul uniforme non nazi autorisé en Allemagne. Lorsque à l'automne 1935, les lois de Nuremberg, ont privé les juifs allemands de leur citoyenneté, il est alors devenu illégal pour les juifs de hisser le drapeau allemand. La même loi, cependant, stipulait que les juifs allemands pouvaient hisser le drapeau sioniste avec l'étoile de David... (pp. 174-175).

L'importance de ces faits historiques nous a amenés à nous attarder un peu plus longuement sur cette citation [tirée du livre d'E. Black], bien que nous soyons conscients que cette description ne peut à elle seule décrire la situation générale des juifs en Allemagne durant ces années. Mais il est aujourd'hui nécessaire de rappeler les faits présentés ici par un auteur juif, d'autant plus qu'ils ont été enterrés pendant des décennies par une politique médiatique mondiale uniformément orientée.

Afin de rendre possible l'émigration vers la Palestine malgré les difficultés, il était nécessaire de disposer d'une organisation efficace, capable d'inspirer confiance, même au-delà des frontières. Les premières discussions à cet effet ont été menées par Georg Landauer, président de la Fédération sioniste d'Allemagne, Sam Cohen et David Werner, sénateur de l'exécutif de l'Agence juive, d'une part, les interlocuteurs du gouvernement du Reich étant Hans Hartenstein, directeur du contrôle monétaire, ainsi que des experts du ministère des Affaires étrangères du Reich et de la Reichsbank, d'autre part.

Une grande banque allemande placerait les fonds versés par les immigrants dans des comptes bloqués pour les exportateurs allemands, tandis qu'une banque en Palestine contrôlerait la vente de marchandises allemandes à la Palestine, fournissant ainsi aux

immigrants les devises étrangères nécessaires sur place. Sam Cohen, copropriétaire de la grande société Hanoaiah Ltd et initiateur des opérations de transfert, s'est trouvé pris dans un feu croisé de longue date de la part de son peuple et a finalement dû admettre qu'un tel accord de transfert ne pouvait être conclu qu'à un niveau beaucoup plus élevé avec une institution bancaire plutôt qu'avec une entreprise privée. La banque de renommée internationale, Anglo-Palestine Bank, dont le siège social se trouve à Londres, serait incluse dans l'opération de transfert. L'Anglo-Palestine Bank était une filiale de la Jewish Colonial Trust Company qui comptait parmi les cent premières banques au monde et qui allait par la suite changer de nom pour devenir "Bank Leumi" – la plus importante banque d'Israël. Avec l'implication de ce consortium, tout le problème du transfert serait désormais placé sous la direction de l'organisation sioniste centrale.

Lors d'une réunion tenue à Berlin le 7 août 1933, les dispositions suivantes ont été établies :

1) Avec la coopération et sous la supervision de la Fédération centrale des juifs d'Allemagne et de la compagnie fiduciaire anglo-palestinienne, la "Palästina-Treuhand-stelle zur Beratung deutscher Juden GmbH" (Paltreu) - la Société de fiducie palestinienne pour le conseil aux juifs allemands, Inc. – est fondée à Berlin.

2) Une société fiduciaire – Haavara Trust and Transfer Office Ltd. – dont tous les dépôts appartiennent à l'Anglo-Palestine Bank est créée à Tel Aviv.

3) Les deux banques gérant chacune deux comptes séparés :

a) pour les émigrants concernés,

b) pour les investissements en Palestine.

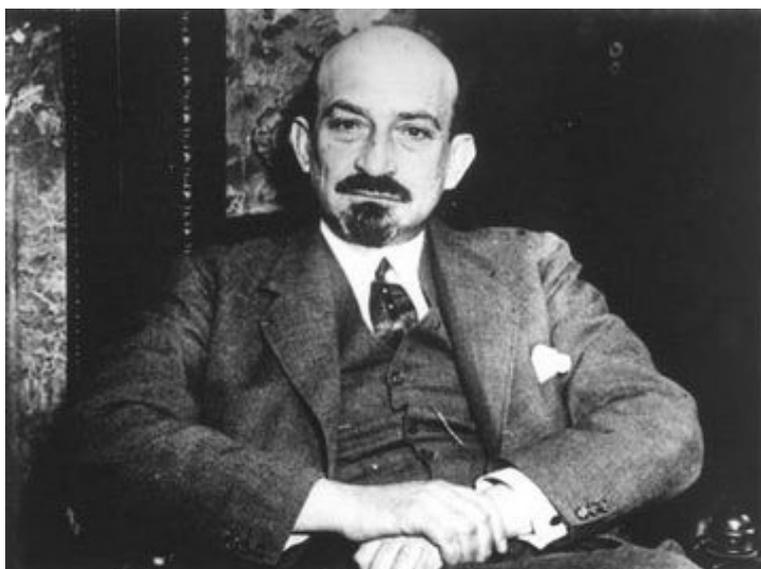
4) Les dépôts effectués par les émigrants sur le compte bloqué de Paltreu à Berlin seraient compensés par la vente de biens allemands en Palestine et à travers la Palestine, le produit des fournisseurs étant déposé sur le compte de Tel Aviv et "transféré" de cette manière.



Siegfried Moses, président de la Fédération sioniste allemande, a aidé Sam Cohen à négocier un accord privé avec le Reich.



Georg Landauer, directeur de la Fédération sioniste allemande, travailla pendant de nombreuses années pour un accord d'émigration entre le Troisième Reich et l'Organisation sioniste



Chaim Weizmann, président de l'Organisation sioniste et de l'Agence juive, premier président du nouvel État d'Israël en 1948.

Plusieurs autres lettres de confirmation et mises au point procédurales ont été échangées immédiatement après l'entente intervenue le 7 août 1933 entre Eliezer S. Hoofien, représentant de l'Anglo-Palestine Bank à Londres, et H. Hartenstein, l'agent autorisé du ministère de l'économie du Reich pour le contrôle des devises étrangères. Ces lettres constituaient l'accord de transfert. (p. 250)

Pour les Sionistes, cet accord signifiait la première percée vers une résolution des blocages vieux de 40 ans visant à atteindre leur objectif en Palestine. Mais aussi : ils ont eu alors à cœur de ne plus mettre en danger l'économie ou la monnaie allemande. Ils savaient aussi que l'Allemagne cherchait à développer le commerce avec la Palestine, notamment en ce qui concernait l'achat d'agrumes, mais n'avait pas été jusque-là en mesure de payer pour cela. Il a été convenu d'un échange bilatéral de marchandises, indépendant du contrat de transfert n'impliquant pas de devises étrangères. Une douzaine d'autres accords commerciaux majeurs entre la Palestine et le Troisième Reich suivirent. (p. 353)

La portée et l'importance de ces accords sont illustrées par le fait que le dix-huitième Congrès sioniste qui s'est tenu à Prague du 21 août au 4 septembre 1933, s'est saisi de cette question et a autorisé Chaim Weizmann, qui est devenu par la suite le premier président de l'État d'Israël, fondé en 1948, à superviser les travaux relatifs à la colonisation des juifs allemands en Palestine, en étroite coopération avec le pouvoir exécutif. De plus :

Tous les faits relatifs à la situation actuelle des juifs doivent être soumis à la Société des Nations en vue de l'élaboration d'un plan d'action international pour l'installation des juifs en Palestine, s'inspirant d'actions de rapatriement antérieures.²⁶

En l'espace d'un an environ après la signature du contrat de transfert, la capacité d'accueil économique de la Palestine a triplé, voire quadruplé. Les possibilités économiques se sont traduites par une augmentation spectaculaire des certificats d'immigration

²⁶ Keesing, *Archiv der Gegenwart*, Vienne. Jg. 1933, p. 1017 E

bisannuels pour les travailleurs. La plupart de ces certificats ont été décernés aux halutzim [jeunes pionniers] sélectionnés par Mapai, qui étaient prêts à semer les graines, creuser des tranchées et mélanger le ciment... La spirale de l'expansion économique a fait passer le nombre d'immigrants travailleurs de quelques milliers par année avant le contrat de transfert à plus de 50 000 au cours des deux années suivantes...

En 1935, le besoin de la Palestine de vendre des marchandises allemandes pour libérer les fonds des comptes bloqués juifs pour les opérations de transfert devint plus grand que ce à quoi on s'attendait. Le marché palestinien arrivait à saturation. C'est ainsi que l'Organisation sioniste a créé une autre société de transfert, cette fois-ci appelée la "Near and Middle East Commercial Corporation", associée à l'acronyme NEMICO. NEMICO a développé un réseau de vente régional en Irak, en Égypte, en Syrie, à Chypre et ailleurs, principalement coordonné par l'intermédiaire de la Banque Zilkha de Beyrouth. Par exemple, les marchés du Moyen Orient ont été ouverts à un large éventail d'exportations allemandes clés, de Volkswagen à la construction de ponts urbains... (p. 373)

La plupart des relations commerciales palestiniennes avec l'Allemagne nazie sont restées un mystère pour le monde juif, mais certains détails ont été révélés. Les statistiques des échanges commerciaux publiées par les Britanniques ne pouvaient cacher l'augmentation sans précédent des exportations allemandes vers la Palestine. La troisième Conférence juive mondiale tenue à Genève en 1934 a adopté une résolution condamnant le commerce germano-palestinien et exhortant l'organisation sioniste à rompre tous ces contacts. La pression au sein du monde sioniste pour faire annuler le contrat de transfert et l'ensemble du complexe d'entreprises connexes devint si intense à l'été 1935 que l'Anglo-Palestine Bank annonça qu'elle ne voulait plus être exposée à l'organisation sioniste. (p. 374)

À cet égard, d'autres développements méritent d'être mentionnés :

1) En 1937, afin de calmer l'opposition arabe, le pouvoir mandataire britannique ferma virtuellement la Palestine aux

immigrants juifs ; ces mesures furent quelque peu assouplies et ont toutefois été définitivement supprimées en novembre 1938.

2) Un Standstill Committee [comité de statu quo], qui s'est penché sur divers aspects des questions de devises étrangères et un bureau de coordination entre le ministère des affaires économiques du Reich et un consortium de diverses banques internationales ont négocié l'introduction d'un "Mark de secours" proposé à l'échelle mondiale, permettant de transférer des actifs supplémentaires de l'Allemagne vers la Palestine.

De cette façon, 71 000 dons provenant du monde entier, totalisant près de 900 000 dollars, ont été transférés avec succès en Palestine pour la construction de maisons juives. (p. 377)

Permettant ainsi à d'autres immigrants de s'installer.

En 1939, au moins six pays européens ont imité le contrat de transfert avec la Palestine. (p. 378)

Entre 1933 et 1941, plus de 30 millions de dollars ont été transférés en Palestine dans le seul cadre du contrat de transfert, probablement 70 millions de dollars supplémentaires par le biais d'accords commerciaux et de transactions bancaires internationales spéciales à une époque où le juif palestinien moyen gagnait un dollar par jour. Un certain nombre de grandes entreprises industrielles ont été créées avec ces fonds, dont Mekoroth, la centrale hydraulique nationale, Lodzia, une entreprise textile de premier plan, et Rassco, une importante société d'aménagement du territoire. Et d'énormes quantités de matériel ont été stockées, y compris du charbon, des tuyaux d'irrigation, du fer et des produits métalliques pour les entreprises et les sociétés encore en cours de création.

De 1933 à 1941, une centaine de colonies d'immigrants ont été établies le long des corridors stratégiques dans l'Ouest de la Galilée et de la plaine côtière au désert du Nord du Néguev. Une soixantaine de ces colonies ont été établies entre 1936 et 1940. La plupart d'entre elles n'ont été possibles que parce que les fonds Haavara ou les fonds liés au contrat de transfert profitaient aux agences sionistes pour l'achat de terres et le développement foncier... (p. 379)

Dans sa publication officielle, le Congrès juif mondial commente ce point comme suit :

Le gouvernement nazi était seulement disposé à autoriser que l'émigration des juifs allemands soit financée avec 25 % des actifs juifs existants qui devaient être réunis dans une fiducie. De plus, ces 25 %, devaient être constitués de produits manufacturés allemands, tels des machines agricoles, des matériaux de construction et d'équipement. Ce plan a été rejeté avec indignation par l'opinion publique juive dans le monde entier comme une tentative de faire chanter les juifs allemands et de promouvoir le commerce d'exportation allemand. Ainsi, le Comité administratif du Congrès juif mondial qui s'est réuni à Paris en 1939, a adopté une résolution déclarant qu'«aucune solution au problème des réfugiés allemands n'est acceptable pour le peuple juif si elle procure au régime nazi des avantages économiques grâce à une politique d'expropriation et d'expulsion dirigée contre les juifs».²⁷

Ailleurs dans cette publication officielle, il est mentionné que **la majorité des juifs allemands ont pu quitter l'Allemagne avant le déclenchement de la guerre, un nombre considérable d'entre eux s'installant dans les pays d'Amérique du Sud.**²⁸

Je voudrais terminer ce chapitre par la réflexion suivante : un régime comme celui de l'Union soviétique, qui a non seulement privé de leurs droits, exproprié, privé de leur liberté intellectuelle et physique ses citoyens et pratiquement transformé leur pays en un gigantesque camp de concentration ; un régime qui, sous Lénine et Staline, a assassiné plus de 30 millions de personnes pour raisons politiques en 1941 (selon les révélations de Nikita Khrouchtchev lors du 20^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1956), un régime qui a proclamé ouvertement son intention d'étendre sa domination sur toute l'Europe et qui a commencé à le faire dans une effusion de sang considérable ; ce régime n'a jamais fait l'objet de commentaires désobligeants de la part de ceux qui ont agi de manière si perfide contre l'Allemagne dans les années 30, n'a jamais été soumis à aucun boycott ou interdiction, ni à une

²⁷ Congrès juif mondial op. cit., p. 116.

²⁸ Congrès juif mondial op. cit., p. 377.

“guerre sainte”, et il a même été choisi comme allié pour la répression sanglante contre l'Allemagne !²⁹

L'homo sapiens a connu une évolution invraisemblable au XXe siècle ! Ne serait-il pas temps de changer les bannières et de commencer à étudier la psychologie en faveur d'une politique de paix ?

²⁹ En ce qui concerne les conditions en vigueur à l'époque, il convient de mentionner les *Memoiren* du Commissaire aux Affaires étrangères soviétique (ministre) de 1930 à 1939, Maxime Litvinov, alias Meir Henoeh Mojszewicz Wallach-Finkelstein (*Der Spiegel*, 20 juillet 1955, p. 37), lui-même juif. Nous citons ses écrits à la page 74 sq.

Litvinov

Litvinov était manifestement le type qu'il fallait en vue de la préparation à la coexistence américano-soviétique : sa carrière a commencé dans la contrebande internationale d'armes. En 1908, il est arrêté à Paris alors qu'il tentait de déposer 250 000 roubles volés par Staline lors de son célèbre braquage de banque à Tiflis. Il a depuis lors un casier judiciaire en France. En 1919, il est arrêté en Grande-Bretagne, puis extradé. En 1924, le gouvernement britannique refuse de l'accréditer comme ambassadeur soviétique.



Maxim Maximovitch Litvinov

L'agent très rusé du Comintern et plus tard, ministre des affaires étrangères, né Finkelstein, utilisait les pseudonymes de Litvinov, Wallach, Meyer, Mitz, Papascha, Graff et Polianski. Dix ans plus tard, alors ministre soviétique des Affaires étrangères, vêtu comme il se doit d'un manteau et d'un chapeau haut-de-forme, il fait son entrée dans le club des genevois. Le 18 septembre 1934, il recommandait l'État-policier soviétique comme modèle pour la Société des Nations.³⁰

Maxim Litvinov, qui fut commissaire soviétique aux affaires étrangères de 1930 à 1939, fut également membre du Comité central du PCUS. Ses *Memoiren*³¹ [Mémoires] n'ont fait surface qu'après sa mort et ont été publiées par la maison d'édition Kindler à Munich. Celle-ci souligne que ces "notes tirées des journaux secrets" n'ont pu être révélées que grâce à divers intermédiaires

³⁰ Heinrich Härtle, *Amerikas Krieg gegen Deutschland*, Göttingen 1968, pp. 134-135.

³¹ Maxim Litvinov, *Memoiren - Aufzeichnungen aus den geheimen Tagebüchern*, Munich 1956.

occidentaux et qu'en raison de la hiérarchie soviétique, aucun témoin vivant n'avait osé confirmer leur authenticité. Cependant, il ne fait aucun doute que les explications citées ici sont incontestables.

Ce ne sont là que des épisodes de la vie quotidienne soviétique à l'époque de Staline, que le système d'État communiste rendit possible par sa structure terroriste léniniste – comme tous les experts le savaient à l'époque – et qui ont été historiquement prouvés dans d'innombrables autres documents.

La “démocratie la plus démocratique de l'Union soviétique éprise de paix” pour les années 1936 à 1938 est décrite par le représentant de cet État au niveau international, donc aussi dans la Société des Nations comme suit :

Février 1936...

Des nouvelles terribles provenant de tous les côtés. Tirs en masse. Différents groupes dans l'Oural. La violence sévit surtout à Léninegrad. Il y a un ivrogne sans vergogne nommé Zakovski. Il tire lui-même sur les gens. Il aurait dit : “le chef du NKVD doit se charger lui-même de l'exécution des sentences.” Il terrorise ses subordonnés. Il serait originaire d'Odessa et est un ancien détenu du pénitencier d'Orel. Après la Révolution, il avait réussi à se faire passer pour un prisonnier politique et avait fait carrière.

J'ai rencontré un parent de Muralov.³² Ce dernier est interné dans le camp d'isolement politique d'Irkoutsk. Il semble qu'il étudie la météorologie. Des préparatifs sont en cours pour le déporter vers l'île Bolchevique dans l'océan Arctique. Il a dit que Iossif Vissarionovitch (Staline) a choisi cette île à cause de son nom. De cette façon, tous les opposants deviendront cent pour cent Bolcheviques !... (p. 199)

Avril 1936....

Retour à Moscou. Ambiance démoralisante. Les gens ne parlent que d'arrestations, de perquisitions, de fusillades. Il faut avoir des nerfs d'acier pour ne pas sombrer. (p. 201)

³² L'un des instigateurs de la révolution bolchevique à Moscou.

Février 1937...

Retour à Moscou. Terreur absolue, même en plein jour. Yezhov et Zakovski se sont fait embarquer. Tout le monde est terrorisé par ce qui se prépare. Nous ne sommes plus en sécurité. Certes, les rênes du gouvernement sont aux mains d'Iossif Vissarionovitch (Staline). Mais si Yezhov demeure encore longtemps à son poste – qui sait jusqu'où il mènera ce travail d'extermination.

Je suis heureux d'avoir obtenu la permission d'Iossif Vissarionovitch afin que ma femme puisse revenir à Moscou.³³

On parle beaucoup des exécutions de Piakov, Serebriakov et d'autres. Il est surprenant que Radek et Sokolnikov soient encore en vie. Les gens ne savent pas pourquoi. Pour moi, il est clair que Yezhov prépare d'autres procès et que pour sauver leur peau, ils sont obligés de révéler les activités secrètes de l'opposition et de compromettre d'autres chefs de celle-ci.

Radek est une créature abjecte. Il est responsable de l'exécution de Iakov Bloumkine qu'il a exhorté à communiquer avec Trotski. Bloumkine était un intellectuel anarchiste typique. Après que Radek eut assassiné Mirbach³⁴, il se considérait comme une personnalité historique. ... (p. 213)

Les journaux sont remplis de photos de Yezhov. Un titre a même été inventé pour lui : "Glorieux chef du service de renseignement soviétique". Les gens chantent ses louanges à tue-tête. C'est compréhensible, car il a arrêté tout le personnel de la *Pravda* et des *Izvestia*, y compris Boukharine. ... (p. 219)

Juillet 1937...

J'ai vu Sascha (Wallach). Il raconte de terribles histoires. Yezhov a fait escorter les prisonniers à son bureau. Il les insultait et les humiliait, leur crachait au visage, les frappait avec la crosse de son revolver. Puis il a fait venir leurs femmes. Elles ont dû se déshabiller. Elles ont été menacées de viol. La fille de... a été violée – elle a 18 ans. Il ne voulait pas avouer.

³³ Après les procès Zinoviev et Kamenev, Mme Litvinov fut expulsée dans les montagnes de l'Oural.

³⁴ Le comte Wilhelm Graf Mirbach, ambassadeur de l'Empire allemand auprès des Soviétiques, fut assassiné en juillet 1918 par Iakov Bloumkine.

Meshlauk a craché au visage de Yezhov. Il a été abattu sur le champ. ... Est-il vraiment possible que Iossif Vissarionovitch (Staline), Klim (Voroshilov), Molotov et les autres ne sachent pas ce qui se passe ? Inimaginable ! La ville est pleine de rumeurs.

Comment peut-on tolérer cela ? Moi-même, j'aurais très probablement signé quelque chose de ce genre pour sauver ma fille. Yezhov est un sadique et un fou. Il a engagé une brute diabolique pour cette "tâche spéciale", un abominable syphilitique au visage grêlé. C'est lui qui a commis le viol ! Sascha m'a dit qu'il avait pris une décision. Dorénavant, il aurait toujours du poison sur lui. Je pense que c'est le meilleur moyen. Mais les enfants ! Iossif Vissarionovitch a aussi des enfants qu'il aime. Comment peut-il tolérer de telles atrocités ?

Vera Moiseyevna a été arrêtée. Il faut dire aux étrangers qu'elle est malade. ... (p. 227)

Les journaux ont parlé de la découverte de groupes terroristes, saboteurs, espions et ennemis du peuple. Ça tire de tous les côtés. ...

À Khabarovsk, tous les membres de l'opposition ont été abattus. Les trotskystes de Tchita, à Komsomolsk. C'est terrible. Annihilation physique des cadres de l'opposition et de tous ceux qui sont directement ou indirectement liés à elle. (p. 230)

Novembre 1937...

Terrible. Demain, c'est le procès. Le fleuron de notre commandement suprême. Mikhaïl Toukhatchevski. La fierté de l'Armée Rouge ! La célébrité de ses victoires ! Un excellent organisateur ! Jakir, celui qui remporta la victoire contre Petljura. Uborevich, le héros qui arracha Odessa à [Ieronim Petrovich] Denikin. Eideman, le camarade d'armes le plus loyal de Frunse. Putna le héros de Vilna. Kork... Feldman, qui ont battu les militaristes japonais. Yegorov, Blücher, parmi les juges, futurs condamnés ! J'essaie de comprendre et de m'expliquer la nécessité historique de ce massacre. C'est difficile. Un jour, alors qu'il était saoul, Mechlis a dit que les ratés étaient inévitables dans la première phase de la guerre. Par conséquent, à ce stade, on devait retirer quiconque pourrait être tenté de planifier un coup d'État. Mais il y a encore des îles dans l'Arctique... Alors pourquoi cette élimination physique ? Après chaque maréchal, ils fusilleront

plusieurs centaines d'officiers des environs. Le sang appelle le sang. Et où cela s'arrête-t-il ? Notre puissance militaire pourrait souffrir de ce carnage. Mechlis soutient que la 'stabilisation politique complète est beaucoup plus importante que la question du commandement suprême. On trouve toujours des généraux'. De son côté, Klim a dit que 'l'homme russe aime la guerre et sait comment la mener'. C'est peut-être vrai, mais qu'est-ce qui l'a poussé à dire ça ?

Le fleuron de l'Armée Rouge n'existe plus ! ... Et déjà Yezhov a arrêté la moitié des juges qui ont signé le verdict prononcé envers Mikhaïl et ses compagnons d'infortune. Les exécutions ont eu lieu dans la cour de la prison de Lefortovo. Tôt le matin. Attachés sur des poteaux, comme des pillards ou des déserteurs. Jakir est devenu fou. En 1921, à Novy Bazar, il avait abattu à la mitrailleuse, 376 prisonniers de la division de Tiutiunik, complice de Petljura.

Toukhatchevski est mort en silence. Ils lui ont dit que sa femme avait été autorisée à changer de nom. Décision personnelle du secrétaire général (Staline). La dernière volonté... (pp. 246-247)

Terrible été de 1938...

Plusieurs centaines de commandants de haut rang de l'armée et de la marine ont été arrêtés. Les coups de feu n'en finissaient pas. Viktorov, Orlov, Kozhanov, Yegorov. Pavlov, Yermolayev. La Marine est sans chef, l'état-major a été décapité... (p. 248)

1939...

Tout est fini ! Ils m'ont chassé comme un domestique qui a volé ses maîtres. On ne m'a même pas donné mes huit jours. Le 1er mai, j'étais sur la Place Rouge ; le Gensek (secrétaire général Staline) s'est moqué de moi. Il faut se préparer à tout. Les enfants s'inquiètent pour moi. Ils ont peur...

Passation des fonctions. Molotov a été choisi. J'ai été impitoyablement chassé. Sans avoir pu faire mes adieux à mes hommes. 'Comme un voleur pendant la nuit...' (p. 265)

Le 5 mai. Tristesse. Toute ma vie s'effondre. Un jour l'histoire jugera. Dans le monde entier... (p. 266)

1941...

Un ordre du jour remarquable donné à l'Armée par Staline !

‘Le soldat ne doit pas mourir sans au moins un cadavre allemand à ses côtés. Fauchez-les tous avec la mitrailleuse, le fusil, la baïonnette. Si vous êtes blessés, saisissez-les à la gorge avec vos dents, étouffez-les comme un animal sauvage !’

Malgré la guerre, l'antisémitisme perdure chez nous. Au cours d'une conversation entre Malenkov, Zhdanov et Molotov concernant ma nomination, Malenkov a dit qu'ils ne me permettraient pas de rester plus longtemps à Washington. Chtcherbakov a expliqué : ‘Sa tâche consiste à faire quelques discours en yiddish et à tout laisser tel quel. Une fois qu'il l'aura fait, il sera limogé. Litvinov n'est pas sûr.’ Ces messieurs ‘je-sais-tout’ ! Ils oublient tout ce que j'ai fait pour le Parti ! J'ai risqué ma vie, pas une fois, mais cent fois ! ... (p. 274)

Certains ont parlé du duo Staline-Mao, en vue de lancer une autre grande attaque contre le bloc capitaliste.

Dangereuses spéculations ! Nous encourageons avec enthousiasme l'émergence d'un concurrent puissant et dangereux, la Chine, et nous approchons à grand pas d'un nouveau conflit dans la répartition des matières premières et des marchés. Le plus jeune des marxistes sait que cela conduira à une nouvelle guerre. ...

Les médecins sont pessimistes à propos d'une certaine opération chirurgicale. Tant mieux. Je ne suis pas enclin à vivre une troisième guerre de malheur... (p. 278)



*27 février 1933. Le Reichstag brûle !
Un signal pour une révolution communiste en Allemagne ?
C'est du moins ce que l'on pensait alors, à la lumière des documents trouvés au
KPD (Parti Communiste d'Allemagne).*

Willi Münzenberg, entre autres allemand, français, communiste, inscrit dans l'Encyclopédie juive comme politicien et éditeur, expulsé de Suisse après 1919 à cause de ses activités révolutionnaires, fondateur de l'Association de la Jeunesse Communi-ste, a construit son "Münzenberg-Konzern" pendant la période de Weimar avec de nombreux journaux quotidiens et hebdomadaires, sociétés cinématographiques et clubs de livres, y compris *Welt am Abend*, *Berlin am Morgen*, *Arbeiter-Illustrierte*. En 1933, résidant à Paris, il devient le chef de la propagande du Komintern, avec comme nom de



Willi Münzenberg

couverture : “Comité international d'aide aux victimes du fascisme”.

À l'occasion de l'incendie du Reichstag, il a publié un “Braunbuch” (livre brun) mensonger qui dépeint la “culpabilité des Nationaux-Socialistes”, a organisé le “Contre-procès du Reichstag contre Hermann Göring”, a publié une série de “Braunbücher” (livres bruns) et une série de pamphlets similaires et de journaux pour les émigrants du monde entier.

Le mensonge débridé de ses activités a été révélé par le livre de Fritz Tobias : *Der Reichstagsbrand - Legende und Wirklichkeit* (Le feu du Reichstag - Légende et réalité), Rastatt/Baden 1962.

Rk. 12380 Vienne
Reichsbund
Jüdischer Frontsoldaten E. V.
Der Vorsitzende

Berlin W 15,19 octobre 1933
Kurfürstendamm 200
Téléphone J.: Bismarck...

Au Secrétaire d'État de la Chancellerie du Reich
Dr Lammers
Hochwohlgeboren
Berlin

Cher secrétaire d'État,

Sur la base de notre consultation Rk 5145/33 du 28 avril, j'ai pris la liberté d'exprimer mes souhaits et mes pensées pour l'incorporation des Juifs allemands dans l'État allemand, dans une lettre adressée au Chancelier du Reich datée du 6 mai 1933, Rk 5419/33. Dans cette lettre, j'ai exprimé la sincère volonté de notre fédération de servir le peuple allemand et l'État allemand et j'ai tenté de décrire une façon d'atteindre cet objectif. Compte tenu de la situation du Reich allemand en matière de politique étrangère, causée par le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations et par le rappel des délégués allemands de la conférence sur le désarmement, je me sens tenu de déclarer au gouvernement du Reich l'accord sans réserve de cette mesure énergique, qui ouvre enfin de nouvelles possibilités d'égalité des droits pour l'Allemagne. Comme j'avais alors déclaré que notre fédération mettrait toutes ses forces à la disposition du Reich, nos membres vont maintenant se mettre à la disposition du gouvernement. Aujourd'hui, tout comme il y a 19 ans, ils sont prêts à tout donner pour la Patrie, si le besoin s'en fait sentir.

Je vous demande, Monsieur le secrétaire d'État, d'informer M. le Chancelier du Reich de notre déclaration de loyauté et de notre volonté d'agir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma plus haute considération.

Son Excellence
Dr Loewenstein
St. d. R.A.D.S. principal
Vice-président fédéral

Document E 612030, E 612031

Unité dans la Diaspora

Afin de souligner le caractère documentaire de cette publication, nous avons très peu commenté l'étude historique extrêmement importante de la documentation du Congrès juif mondial (CJM) "Unity in Dispersion, a History of the CJM", publiée à New York en 1948. Depuis le mois d'août 1936, le Congrès juif mondial (CJM), en tant qu'organisation mondiale constamment présente, s'est efforcé, selon ses propres attributions, d'influencer non seulement la politique européenne mais aussi la politique mondiale, c'est-à-dire le destin de l'humanité, et a exercé une certaine influence – bien qu'il ne représente pas un État-nation au sens du droit international.

Ainsi, une historiographie factuelle ne peut pas ignorer cette influence et ses conséquences.

Après un bref survol des origines d'une collaboration internationale au XVIIe siècle, la documentation dont nous disposons commence avec le premier congrès sioniste de Bâle en 1897, au cours duquel deux objectifs apparaissent :

- 1) Création d'un État juif en Palestine ; et
- 2) Efforts conjoints pour améliorer les conditions de vie des juifs vivant dans la "Diaspora", c'est-à-dire dans leurs différents pays d'origine actuels.

Lors de la Conférence sioniste qui s'est tenue à Karlovy Vary en 1922, il est apparu qu'en plus de l'Organisation sioniste, qui s'occupait de plus en plus des tâches liées à la Palestine, une organisation juive mondiale devait être créée pour régler les problèmes en termes de politique mondiale. En 1932, la première conférence préparatoire de la CJM fut organisée à Genève, mais les conditions préalables essentielles à cette réunion avaient déjà été remplies pendant la Première Guerre mondiale par les actions et l'unification des juifs, principalement aux États-Unis. Dès 1919 à

Versailles, ces derniers avaient déjà pris l'initiative de représenter les intérêts juifs du monde entier.

Les juifs participent activement à la création d'un grand nombre de ces nouvelles nations, mais ils se préoccupent aussi d'obtenir la reconnaissance en tant que minorité nationale. (pp. 23-24)

Lors de la conférence de paix qui se tient à Paris au début de 1919, un grand nombre de délégués juifs de nombreux pays se rendent dans la capitale française. Il est apparu clairement aux hommes d'État juifs responsables que leur première tâche était de coordonner les activités de ces délégations.

Le 25 mars 1919, le Comité des Délégations Juives a été créé lors de la Conférence de Paix, il était composé de délégations de délégués de Palestine, des États-Unis, du Canada, de Russie, d'Ukraine, de Pologne, de Galice orientale, de Roumanie, de Transylvanie, de Bucovine, de Tchécoslovaquie, d'Italie, de Yougoslavie et de Grèce, et a été constitué au nom des congrès juifs démocratiquement élus, des conseils ou des associations communautaires juives. En outre, l'Organisation sioniste mondiale et le B'nai B'rith (Loge) étaient représentés dans le Comité. Le Comité des Délégations juives prétendait ainsi à juste titre être le porte-parole de plus de dix millions de juifs...

Le travail du Comité des Délégations juives fut en grande partie couronné de succès... (p. 25-26)

Ces mesures concernaient :

- a) la protection des droits des minorités ; et
- b) l'influence sur le droit international pour restreindre les droits de souveraineté des États.

Il s'agit bien évidemment en premier lieu de l'Allemagne, bien qu'elle ne soit pas explicitement mentionnée dans la documentation, car ce n'est que par rapport à ce pays qu'un tel effort pourrait être défini comme "couronné de succès". Par exemple, les règles de protection des minorités imposées à la Pologne, qu'elle n'a guère respectées de toute façon, n'ont à aucun moment été considérées comme une restriction de sa souveraineté, comme l'a prouvé la politique de Varsovie au cours des années

1919-1939. Ceci est également valable pour la Tchécoslovaquie et la Lituanie (ici en référence au territoire allemand de Memel).

Vers la fin de la “Conférence de Paix”, le comité ne s'est pas dissous, mais a décidé de poursuivre ses travaux en tant qu'organe permanent sous la direction du Dr Leo Motzkin. (p. 27) De cette manière, une grande influence a pu être exercée au sein de l'Union interparlementaire, des Congrès internationaux des minorités et des organes de la Société des Nations. (p. 28)

En 1932, au nom du Congrès juif américain, le Dr Nahum Goldmann réunit la première conférence préparatoire mondiale juive à Genève. Elle a eu lieu du 14 au 17 août. L'Association centrale des citoyens allemands de confession juive et un certain nombre d'autres organisations ont refusé de participer à cette conférence.

Le Dr Nahum Goldmann a défini l'objectif du CJM de la façon suivante :

Créer une adresse permanente pour le peuple juif. Au milieu de la vie juive fragmentée et atomisée et de la communauté juive, une représentation réelle, légitime et collective du salut des juifs doit être établie, habilitée à s'adresser à la fois aux nations et aux gouvernements du monde ainsi qu'aux juifs eux-mêmes au nom des 16 millions de juifs. (p. 33)

La Conférence a élu un Comité exécutif dans lequel Stephen Wise et le Dr Nahum Goldmann ont été nommés à des postes de direction. En 1933 (du 5 au 8 septembre) et en 1934 (du 20 au 23 août), se sont tenues les deuxième et troisième conférences préparatoires. Entre-temps, l'accession au pouvoir du National-Socialisme en Allemagne était devenue le sujet principal. Les revendications pour une action intransigeante, les appels au boycott, le rejet de toute coexistence étaient généralement fondés sur des allégations telles que : “Les juifs du monde entier, et non les juifs allemands, sont attaqués”, c'est pourquoi il s'agit d'une “lutte pour la liberté et la justice pour toutes les races, toutes les religions et tous les peuples” (p. 38). – Le Dr Nahum Goldmann a été élu président du Comité exécutif.

Le Congrès juif mondial (CJM) a été fondé à Genève lors d'une convention tenue du 8 au 15 août 1936. Cent quatre-vingts délégués sont arrivés en provenance de trente-deux pays, mais aucun représentant d'Allemagne et de l'Union soviétique. Le Dr Nahum Goldman a présenté une analyse de la situation mondiale et a conclu que la souveraineté des nations devait être considérée comme obsolète. Cependant, l'idée de la Société des Nations devrait être renforcée pour sauvegarder les intérêts des groupes les plus faibles (les minorités) dans le monde.

Des millions de juifs d'Europe de l'Est sont exploités économiquement, privés politiquement de leurs libertés civiles et terrorisés physiquement au nom de la souveraineté de l'État et de la nation dominante... (p. 49)

Lorsque l'égalité des droits d'une communauté juive est remise en cause, nous ne sommes plus concernés par une question juive régionale, mais par la question juive elle-même, avec un intérêt juif mondial commun. L'abandon de l'égalité des droits des juifs dans n'importe quel pays signifierait l'abandon de leur égalité des droits dans le monde en général. (pp. 50-51)

Le Dr Goldman a conclu en associant le destin juif à l'humanité par excellence, qui

‘doit lutter dans son propre intérêt contre cette menace mondiale – en défense de l'agression lancée par l'Allemagne’. (p. 51)



Samuel Untermyer

Il a été rappelé que “la lutte contre l’Hitlérisme est l’une des tâches les plus importantes”, que “l’anti-sémitisme doit être qualifié de crime international”, que “la propagande est actuellement l’un des principaux instruments de la politique étrangère” et que le boycott ainsi qu’un service de renseignement international confidentiel en tant qu’armes politiques sont nécessaires. (pp. 56-57) Le Dr Stephen Wise est devenu président du Comité exécutif et le Dr Nahum Goldmann président du Comité administratif. La fondation du Congrès juif mondial a mis fin à l’ère de la fragmentation juive et des actions non coordonnées (p. 73).

Lorsque la guerre a éclaté, le quartier général du CJM fut transféré à Paris et, en juillet 1940, à New York. À Genève, le bureau a continué d’exister sous la direction du Dr Gerhart Riegner et du Dr Abraham Silberschein ; il a maintenu des contacts avec les pays occupés par l’Allemagne et la Croix-Rouge internationale.

La première conférence interaméricaine s’est tenue la veille de l’entrée en guerre des États-Unis à Baltimore, Maryland (novembre 1940), et s’est penchée sur les plans de réintégration “des grandes masses juives” en Europe (p. 127).

En 1942, dix-huit comités représentatifs furent créés pour représenter les communautés juives dans les différents pays occupés par l’Allemagne, qui constituèrent ensemble le corps consultatif des affaires juives européennes. Cette fusion eut lieu lors d’une réunion tenue du 6 au 7 juin 1942, à l’Hôtel Commodore de New York, à laquelle assistaient 300 délégués. Lors de cette réunion, qui a été coordonnée avec le CJM, on a demandé pour la première fois qu’aucune négociation de paix ne soit menée sans la participation des représentants du CJM. (p. 131)

Sur la base de quelques travaux préparatoires datant d’avril 1939, l’“Institut des affaires juives” de New York a été fondé le 1er février 1941, sous la direction du Dr Jacob Robinson. Doté d’une équipe de scientifiques, cet institut a été chargé de recueillir et d’évaluer des informations sur l’état des communautés juives dans le monde entier et d’élaborer le programme de paix juif qui devait être soumis aux conférences de paix à la fin des hostilités (pp. 134-

136). L'Institut ne considérait pas la période de 1919 à 1939 comme un “temps de paix”, mais plutôt comme un “armistice” au mieux comme une “phase d'après-guerre” (pp. 136-137). Dès 1942, les “sanctions pour crimes de guerre” étaient devenues une question centrale, et la nécessité de structurer les bases d’une condamnation rétroactivement à partir de 1933 était justifiée.

L'Institut a entretenu des relations étroites avec le bureau de Genève et la section britannique du CJM à Londres, même après que la section britannique eut créé son propre personnel de recherche de plus de trente experts. L'Institut a rassemblé une quantité considérable de documents d’archives, composés de milliers de documents, de communiqués de presse et d'autres documents, les classant selon des critères scientifiques. Les archives de l'Institut contiennent des centaines de documents, de projets, d'ébauches, y compris des manuscrits prêts pour l'impression. Une partie de ce matériel est confidentielle et ne sera probablement jamais publiée (p. 139).

Quelques publications importantes sont à mentionner :

Zorach Warhaftig : *Starvation over Europe* (1943),

(auteur inconnu) *Jews in Nazi Europe* (1941),

Where shall they go ?

Hitler's Ten Year War on the Jews (1943) – Ce livre a fait une impression formidable sur les gouvernements alliés et a servi de manuel de base pour le Tribunal militaire de Nuremberg.

Jacob Leschinsky : *Balance Sheet of Extermination*,

Jacob Robinson : *Unfinished Victory* (1946)

Zorach Warhaftig : *Uprooted* (1946).

Le plus important des documents transmis aux autorités américaines était *The Conspiracy against the Jewish People*, dont les principaux chapitres sont intitulés :

I – La tentative initiale d'extermination du peuple juif.

II- Les différentes étapes du crime contre le peuple juif.

III. La responsabilité des individus et des organisations.

Du 26 au 30 novembre 1944, la “Conférence d'urgence de guerre” du CJM s’est tenue à Atlantic City, à laquelle participèrent 269 délégués venus de quarante pays, et pour laquelle l'Institut des affaires juives avait compilé aux fins d’examen, quelques-uns des documents les plus essentiels. Les sujets prioritaires étaient les suivants :

1) La migration juive attendue sur le continent européen en raison de la guerre. Comme par exemple, l’émigration des juifs d'Europe vers d'autres parties du monde, y compris la colonisation de masse en Palestine, ont été discutées, tout comme les problèmes des juifs non rapatriés. (p. 146)

2) Les biens des juifs restés sans héritiers ne devraient pas être cédés à l'État concerné – comme le veut l’usage – mais à l'Organisation juive représentative.

3) Indemnisation et réparations³⁵ ainsi que participation de représentants juifs dans les principales instances internationales.

4) Les revendications juives pour de futurs accords de paix et leur participation.

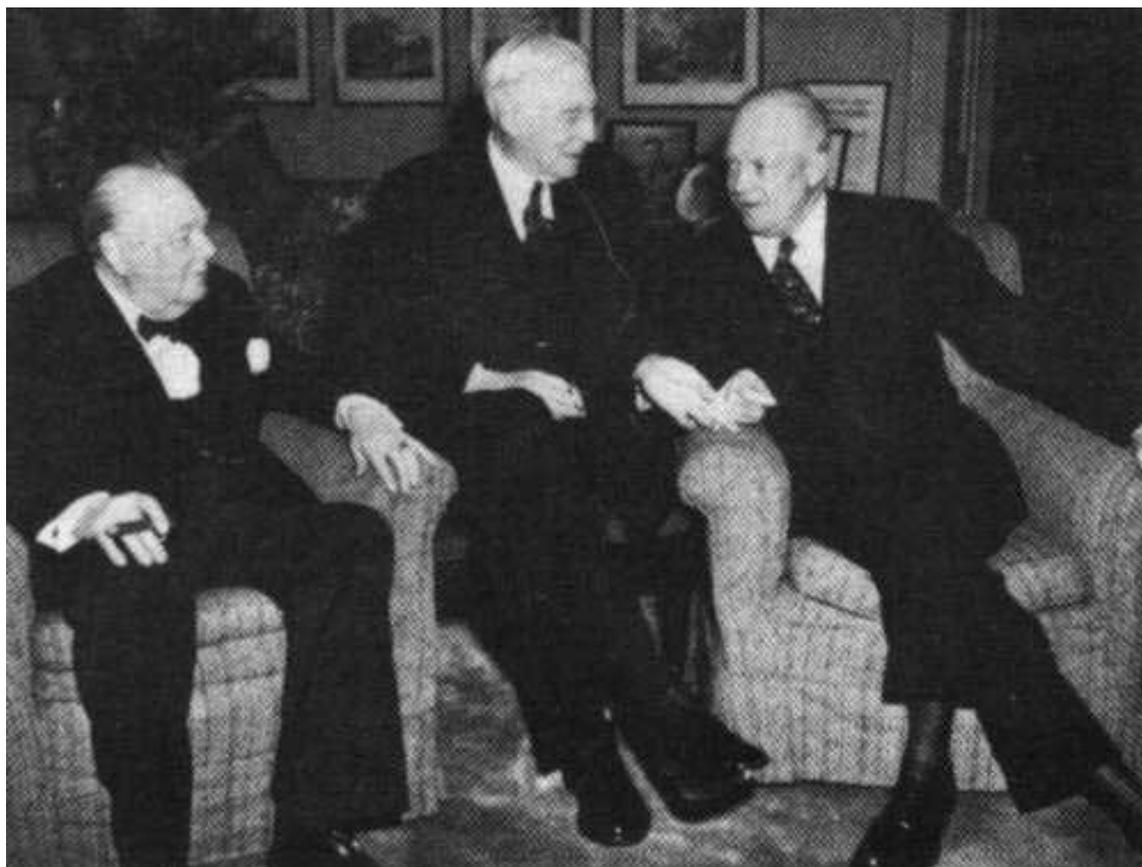
En décembre 1944, le Dr Kubowitzki (Président du Département des affaires juives européennes) entreprit une mission sur le continent européen et fut le premier émissaire juif d'outre-mer à se rendre en Belgique et en Suisse depuis le début des hostilités, et fut l'un des premiers à se rendre en France.

Un contact direct entre la section britannique et le continent européen fut établi en novembre 1944. (p. 132)

³⁵ Nana Sagi, *Wiedergutmachung für Israel* [Réparation pour Israël], Stuttgart 1981, p. 27.

Le professeur Nana Sagi confirme dans cette enquête officielle que la résolution prise à Atlantic City au sujet des réparations avait été soumise aux gouvernements alliés le 27 octobre 1944, avec le texte suivant : “Les demandes d'indemnisation des juifs doivent être fondées sur la reconnaissance du fait que les juifs appartiennent à une nation qui est en guerre avec l'Allemagne depuis 1933.”

Pour la conférence des Alliés à San Francisco en avril 1945, lors de laquelle le Statut des “Nations Unies” (ONU) fut adopté, le CJM avait soumis des propositions préparatoires aux représentants des différents gouvernements, y compris le libellé de la Charte elle-même. (p. 147)



*Winston Churchill avec son ami Bernard Baruch.
À droite : le futur président américain Dwight Eisenhower.*

Un chapitre remarquable de la documentation “Unité dans la Diaspora” est celui qui traite des “Rescue Attempts” [tentatives de sauvetage].

De 1939 au 25 juin 1942, les juifs furent le peuple oublié du monde démocratique... (p. 160)

Il n'y avait pratiquement aucune information sur le sort des juifs d'Europe de l'Est. Une première tentative pour briser ce silence fut

faite lors de la Conférence de St. James à Londres en janvier 1942, lorsque huit gouvernements en exil et le Comité national de la “France libre” se réunirent “pour discuter des crimes de guerre allemands”.

Le 13 janvier 1942, la Conférence a publié une déclaration dénonçant le règne de la terreur instauré par l'Allemagne dans les pays occupés, les expulsions massives, l'exécution des otages et les massacres.

Aucune remarque ne se rapportant aux crimes commis contre les juifs...

Le 18 février, le CJM a fait une communication officielle à ce sujet lors de la conférence, demandant une déclaration spécifique concernant les “crimes nombreux et spéciaux commis contre les juifs”. Ce n'est que près de trois mois plus tard que le général Wladyslaw Sikorski, président de la Conférence, a finalement répondu qu'une référence spécifique aux souffrances endurées par les juifs ‘équivalait à une reconnaissance tacite des théories raciales que nous rejetons tous’. ... (pp. 161, 261, 262)

Le 29 juin 1942, la section britannique du CJM organise sa propre “Conférence de presse du monde libre”, annonçant “les faits d'une extermination systématique des juifs européens”. Aucune mention des “faits” en cause n'apparaît dans le compte rendu de la conférence. On est donc contraint de s'appuyer sur des articles de la presse en générale, sans possibilité de vérification scientifique et sans valeur documentaire. – Il y a eu cependant des réactions immédiates. Des nouvelles sont également diffusées par la BBC (British Broadcasting Corporation) pour la première fois.

En 1942 et dans les années qui suivirent, diverses manifestations de masse eurent lieu aux États-Unis, qui portaient non seulement sur les dénonciations des crimes de guerre mais aussi sur le sauvetage des juifs en Europe.

C'est à l'une de ces assemblées (Madison Square Gardens, 21 juillet 1942) que le premier ministre britannique Winston Churchill envoya le message suivant :

Les juifs ont été les premières victimes d'Hitler, et depuis lors ils ont été au premier rang de la résistance à l'agression nazie. (p. 161)

Le CJM a commenté ce message en disant :

Cette phrase spécifie bien que les juifs sont une nation des Nations Unies, quelle que soit leur nationalité. (p. 240)

Lors du Congrès Juif mondial de New York, le 3 décembre 1942, le Dr Chaim Weizmann, alors président de ce congrès, a déclaré :

Nous ne nions pas et n'avons pas peur de reconnaître la vérité que cette guerre est notre guerre et qu'elle conduira à la libération des juifs... Notre front, celui des juifs, est plus fort que tous les fronts réunis. Nous ne nous contentons pas seulement de donner à cette guerre notre soutien financier, sur lequel repose toute la production de guerre, nous ne fournissons pas seulement à cette guerre notre pleine puissance de propagande, qui est l'impulsion morale qui fait avancer cette guerre. La garantie de la victoire repose principalement sur l'affaiblissement des forces ennemies, sur leur destruction dans leur propre pays, au sein de la résistance. Et nous sommes le cheval de Troie dans la forteresse ennemie. Des milliers de juifs vivant en Europe constituent le principal facteur de destruction de notre ennemi. Là-bas, notre front est un fait et l'aide la plus précieuse pour la victoire.³⁶

Dans sa documentation officielle, le CJM n'a mentionné aucun détail sur les discours et résolutions de la réunion de décembre 1942, pas plus qu'il n'a mentionné la réunion en tant que telle. Cependant, il peut être prouvé par des articles de presse que la réunion a bien eu lieu, et la déclaration précitée de Chaim Weizman a été confirmée dans son contenu par une série de faits. Évidemment, nous sommes confrontés ici à un exemple clair montrant que la présente documentation ne contient pas tous les

³⁶ Archive Peter, Cobourg. Revue des professeurs d'université allemands, Tübingen 1967, n° 3, p. 12 ; Chapitre : "Die Teilnahme der Juden am Zweiten Weltkrieg und ihre Mitverantwortung an der Endlösung der Judenfrage" [La participation des juifs à la Seconde Guerre mondiale et leur coresponsabilité dans la solution finale de la question juive].

détails nécessaires requis pour une recherche historique et nous permettre de juger de façon objective les événements. Il s'agit là d'une documentation propre, qui devrait être complétée par de nombreux autres documents, par exemple par des documents diplomatiques du gouvernement américain.

Toutefois, même cela ne suffirait pas. Nahum Goldman évoque d'autres liens :

...Cette faiblesse de la part du président signifie que la Maison-Blanche omet souvent de rapporter tous les faits dans ses rapports au Sénat et au Congrès et n'est pas toujours conforme à la vérité et absolument exacte dans son exposé de la situation...

Quand je vivais en Amérique, et plus tard, il y avait des personnalités juives – pour la plupart de riches donateurs des partis politiques – qui avaient facilement accès au président et pouvaient s'adresser à lui en passant au-dessus du ministre des Affaires étrangères, du représentant à l'ONU et d'autres personnalités officielles, et qui, par un simple appel téléphonique, étaient souvent en mesure de changer toute la ligne politique...

Stephen Wise... occupait une position unique non seulement au sein de la communauté juive américaine, mais aussi en Amérique en général. ...Il était un ami intime de Wilson [Woodrow]... ; il était aussi un ami intime de Roosevelt et avait un accès permanent à celui-ci, un facteur qui a naturellement affecté ses relations avec les autres membres du gouvernement américain.

Immédiatement après, la voiture du Président s'est arrêtée devant la véranda, et avant que nous puissions échanger des salutations, Roosevelt a fait remarquer : 'Comme c'est intéressant ! Sam Rosenman, Stephen Wise et Nahum Goldman discutent des ordres qu'ils devraient donner au président des États-Unis. Imaginez ce que les Nazis paieraient pour avoir une photo de cette scène.'

Nous avons commencé à bégayer disant que nous devions discuter d'un message urgent de l'Europe que Rosenman lui

présenterait lundi. Roosevelt l'a congédié en disant : 'C'est très bien. Lundi, Sam me dira ce que j'ai à faire', et il est parti.³⁷

Il ne s'agit là que d'un exemple de ce qui n'est pas dans la documentation officielle, mais qui peut revêtir une importance historique mondiale.

Il importe également de savoir que Samuel Untermyer, qui a appelé à une "guerre sainte" contre l'Allemagne en 1933,

était si proche de Roosevelt que son neveu Lawrence Steinhardt est devenu le nouvel ambassadeur des États-Unis à Moscou à l'automne 1938, succédant ainsi à l'ami du président Joseph Davis. Il est d'usage en politique américaine que seuls les amis les plus proches du Président sont honorés par des postes de cette importance.³⁸

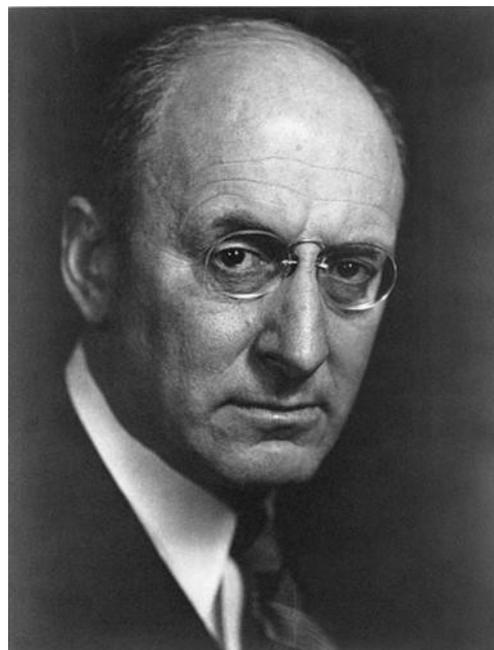
Tout aussi important sur le plan politique, mais non mentionné dans les documents diplomatiques, c'est probablement la constitution d'un "Conseil mondial anti-nazi de lutte pour les droits de l'homme". Il a été fondé en 1936 par Samuel Untermyer avec le leader syndicaliste britannique et président de la Confédération syndicale internationale Sir Walter Critine, pour servir d'agent transfrontalier pour la "guerre psychologique" et – dissimulé au public – financé par le Fonds de défense juive. Winston Churchill est devenu l'un de ses militants. Et les idées du président américain F. D. Roosevelt – et ce, des années avant le début effectif de la guerre ! – de blocus maritime et de "quarantaine" contre "les dictateurs" (dirigés cependant seulement contre l'Allemagne et le Japon) en coopération avec la Grande-Bretagne qui devraient être mis sous pression au nom de ces actions, révèlent les dimensions politiques mondiales de l'engagement de tels "groupes de pression" non élus. Roosevelt avait également fait sien le terme à la mode de "refus de coexistence" des années avant le déclenchement de la guerre.³⁸

³⁷ Nahum Goldmann, *Mein Leben - USA, Europa, Israel*, Munich 1981, pp. 53, 66-67, 116.

³⁸ Dirk Bavendamm, *Roosevelts Weg zum Krieg*, Munich - Berlin 1983, p. 310.

Mais revenons à la documentation du CJM :

Inspirés par ces mesures, la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique ont organisé la Conférence des Bermudes sur le sort des réfugiés. Très vite cependant, il s'est avéré que cette conférence traitait en fait du "problème des réfugiés" et non du sauvetage des juifs. Les représentants des organisations juives ont même été privés de participation (p. 164). Ni l'envoi de nourriture dans les ghettos demandé par le CJM, ni la libéralisation des politiques d'immigration américaines palestiniennes n'ont été discutés lors de cette conférence.



Henry Morgenthau Jr, secrétaire au Trésor américain, qui a appuyé l'entrée en guerre des États-Unis avant même le déclenchement de celle-ci.

Ce n'est que le 22 janvier 1944 qu'une toute nouvelle réaction se fait entendre : la création de la Commission des réfugiés de guerre par le président F. D. Roosevelt.

Celle-ci était composée du secrétaire d'État (des affaires étrangères), du secrétaire au Trésor et du secrétaire de la Guerre. Le directeur de ce conseil était l'adjoint d'Henry Morgenthau, John W. Pehle. La Commission des réfugiés de guerre est le résultat de l'influence constante du CJM sur l'administration américaine. Tous deux ont maintenu des contacts étroits par la suite, et les relations du CJM avec le commandement militaire étaient également excellentes.

Cependant, c'est en vain que depuis juin 1944, il (CJM) s'est efforcé de faire attaquer les installations d'extermination – les chambres à gaz, les fourgonnettes à gaz, les bains homicides, les crématoires – soit par des combattants souterrains, soit par des parachutistes alliés. À cet égard, le Congrès n'a pas davantage réussi dans ses négociations avec l'ambassade soviétique, pas plus

que E. Frischer, A. Reiss et le Dr J. Schwarzbart n'ont obtenu davantage de succès dans leurs discussions avec les gouvernements tchèque ou polonais... (p. 167)

À Londres, les discussions sur le bombardement des "Chambres d'extermination" ont été tout aussi infructueuses. Les documents écrits ou les détails qui pourraient aider à révéler le niveau de connaissances disponibles à ce moment-là ne sont pas mentionnés pas plus que les noms, les dates ou les lieux de réunion. C'est d'autant plus regrettable que, même 40 ans après la fin de la guerre, il n'y a toujours pas de documentation disponible.

Le silence persistant de la Croix-Rouge face aux différentes étapes de la politique d'extermination, dont elle était bien informée, restera l'une des énigmes troublantes et regrettable de la Seconde Guerre mondiale... (p. 168)

– bien que "la plus grande pression" ait été exercée sur le CICR (Croix-Rouge internationale), (p. 200)

Le Congrès juif mondial a pris en main diverses mesures d'aide :

Le 14 juin 1940, 14 grands convois de fournitures médicales, les premières du genre, furent envoyés de Genève à la communauté juive de Varsovie. Des colis alimentaires ont suivi, et plus de 50 000 de ces colis ont été envoyés aux particuliers par le Comité de Genève. Au cours de cette première période, des sommes d'argent considérables ont également été transférées dans les territoires occupés par les troupes allemandes et soviétiques et sont parvenues à leurs destinataires. (p. 202)

Lors des grandes conférences de guerre alliées, au cours desquelles les objectifs de guerre de l'URSS, des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont été approuvés et finalement réalisés par Staline, Roosevelt et Churchill (Téhéran en octobre-novembre, 1943, Yalta en février 1945 et Potsdam en juillet-août 1945), aucun problème juif n'a été discuté et aucune organisation juive n'a été entendue ni n'a pris part aux procédures. De fortes pressions ont dû être exercées sur l'administration américaine afin d'obtenir de la part de la Conférence des Réparations à Paris du 21 décembre 1945 au moins la création d'un fonds au profit des personnes "qui

avaient gravement souffert sous la domination allemande”. Les juifs n'ont pas été mentionnés comme étant des bénéficiaires particuliers, ni même uniques. Le fonds s'élevait à 25 millions de dollars et devait être financé par des actifs allemands dans des États neutres ou par les réserves d'or trouvés en Allemagne, à condition qu'ils ne soient pas liés au système monétaire. Ce n'est qu'après des efforts considérables de la part des organisations juives qu'un accord définitif fut conclu le 14 juin 1946 ; quatre-vingt-dix pour cent de ce fonds et des réserves d'or, et quatre-vingt-quinze pour cent des biens laissés sans héritiers, devaient être mis à la disposition des juifs. Mais cela aussi était lié aux propositions concrètes des agences juives pour la réinstallation des victimes de guerre juives. (p. 272 à 273)

La Conférence de Paix, ouverte à Paris en août 1946 et qui s'acheva le 10 février 1947 par des traités de paix pour la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, l'Italie et la Roumanie, avait attiré de nombreuses organisations juives. Le 20 août 1946, le CJM a remis une déclaration écrite dans laquelle il exigeait la réalisation de nombreuses revendications juives. Les grandes puissances ont reconnu que les “juifs avaient été les victimes de persécutions raciales et religieuses”, mais les délégations juives n'ont pas été admises à la conférence de paix (p. 257)

Les non-juifs ne s'intéressaient généralement pas aux aspects du problème juif qui ont trait à la protection internationale des droits juifs dans les traités de paix. (p. 258)

Et ce, malgré la lettre de Stephen Wise qui indiquait qu'à Versailles en 1919, le comité des délégations juives avait été entendu par les membres de la conférence de paix et qu'une “non admission à ce moment-là constituait une rupture grave avec une longue tradition.” (p. 258)

En conclusion, un autre chapitre de la présente documentation traitant du service de recherches – le service de localisation – du CJM pourrait être d'une certaine importance. Il a été fondé à New York dans la seconde moitié de 1942 et coordonné avec des installations similaires à Buenos Aires, Genève et Stockholm. Le

service de recherches à Londres n'a commencé à fonctionner que le 1er mars 1945.

Depuis 1942, le Service de New York a reçu plus de 150 000 lettres de demande de renseignements et environ 25 000 familles ont été réunies. Le bureau de Londres a localisé 24 629 personnes perdues entre le 1er mars 1945 et le 31 décembre 1947 ; 200 000 lettres ont été échangées, y compris probablement les lettres de confirmation et de remerciement et les nombreuses demandes de renseignements concernant les changements de domicile.

Pour résumer les travaux du Congrès dans ce domaine, on peut dire que ses bureaux ont traité plus de 275 000 demandes de renseignements sur les juifs disparus. Près de 85 000 personnes ont été retrouvées et quelque 50 000 survivants ont retrouvé des membres de leur famille dans le monde entier. (p. 298)

Étant donné que les demandes de recherche adressées à des organisations juives dans différents pays sont restées essentiellement sans réponse, et du fait que les organisations non juives, comme les services de la Croix-Rouge par exemple, n'étaient pas suffisamment équipées pour répondre à ces demandes (p. 299), ces recherches étaient nécessairement concentrées dans les bureaux du CJM. Les chiffres indiqués ici peuvent donc être considérés comme une preuve documentaire que le nombre de rapports de recherche entre 1942 et 1948 n'a pas continué d'augmenter.

“Six millions”

Déjà en 1936

Dans un discours prononcé devant la Commission royale d'enquête à Jérusalem, le 25 novembre 1936, Chaim Weizmann, président de longue date de l'Organisation sioniste mondiale et de l'Agence juive, qui deviendra par la suite le premier président de l'État d'Israël, avait déjà fixé le chiffre de “six millions” comme un symbole du destin juif.³⁹

Le monde est fermé, et ce n'est que récemment que nous avons entendu le ministre polonais des Affaires étrangères, le colonel Beck, dire dans de nombreuses interviews à Genève et dans son propre pays ainsi qu'en Grande-Bretagne qu'il y avait un million de juifs de trop en Pologne...

Je ne voudrais pas m'attarder davantage sur ce sujet. Je ne vais pas faire perdre plus de temps que nécessaire à la Commission pour décrire ce qui se passe en Allemagne. Inutile d'entrer dans les détails, c'est un point bien connu. Voilà la situation d'environ 3 600 000 juifs. Un peu plus de trois millions d'entre eux vivent en Pologne, 600 000 vivaient en Allemagne en 1932, mais ce chiffre a diminué depuis.

Si nous prenons en considération les juifs de Roumanie, de Lettonie, de Lituanie et d'Autriche, nous avons pratiquement le même tableau, et il n'est donc pas du tout exagéré de dire que six millions – je ne parle pas des juifs de Perse et du Maroc ni des pays qui ne peuvent que donner des informations très vagues et dont nous entendons peu parler – dans cette partie du monde, six millions de personnes sont condamnées à être entassées dans des endroits où elles ne sont pas les bienvenues, pour lesquelles le

³⁹ Chaim Weizmann, *Reden und Aufsätze 1901-1936*, jüd. Buchverlag Erwin Löwe, Berlin 1937.

monde est divisé en pays où elles ne peuvent pas vivre et dans des pays où elles ne peuvent pas entrer.

Juste un mot sur la Russie : il y a environ trois millions de juifs en Russie. Nous avons très peu de contacts avec eux. La Russie est actuellement un pays fermé. Je crois que la situation s'est considérablement améliorée là-bas, notamment parce que beaucoup de ceux qui ne pouvaient pas être inclus dans la structure actuelle de la Russie disparaissent... (p. 272)

Mais tel que nous le concevons, le judaïsme est en train de disparaître en Russie.

Le sionisme n'est pas autorisé en Russie, il est considéré comme un mouvement contre-révolutionnaire, un acolyte de l'impérialisme britannique. De temps à autre, un sioniste s'échappe de Russie – des jeunes gens – et la Commission aura peut-être l'occasion de voir plusieurs groupes de ces jeunes hommes et femmes russes qui ont réussi à s'échapper de Russie au prix de grands sacrifices et au péril de leur vie. Mais une émigration normale des juifs de Russie vers la Palestine n'existe pas.

En déployant beaucoup d'efforts, nous avons réussi à faire sortir de Russie mille ou mille deux cents familles sionistes, qui y avaient été arrêtées et étaient incarcérées dans des prisons sibériennes. Nous essayons encore et encore, malgré d'énormes difficultés, de les faire sortir de là et de les faire entrer en Palestine, mais en réalité, il n'y a pas de communauté juive russe faisant partie du monde juif... (p. 273)

Les six millions de juifs que j'ai mentionnés précédemment sont condamnés à vivre au jour le jour – ils ne savent pas aujourd'hui ce qui se passera demain – je ne parle pas d'antisémitisme organisé et je ne veux pas parler d'antisémitisme organisé et je pars du principe que la plupart des pays d'accueil se sont comportés de manière plutôt amicale – mais il y a un certain nombre de raisons objectives, purement objectives, qui mène à une réalité dans ces parties du monde où la communauté juive est écrasée, où les juifs deviennent les boucs émissaires du monde et où ils sont économiquement réduits en miettes.

Notre facsimilé montre un message du *Frankfurter Zeitung* du 23 septembre 1933 :

Detmold, 23 septembre

Le Conseil national des Églises a ordonné ce qui suit pour l'église régionale de Lippe (Lippische Landeskirche) : tous les pasteurs, fonctionnaires, membres de l'église régionale de Jowie et des communautés ecclésiastiques salueront pendant le service ainsi qu'à l'intérieur des bâtiments officiels et des parcs en levant le bras droit. On s'attend à ce que tout le monde salue de la même façon en dehors du travail. Lorsque les ecclésiastiques portent une robe et un béret, il est recommandé d'utiliser la façon conventionnelle de saluer.



Cela s'est répété en septembre 1933, à New York, lorsque Samuel Untermyer a proclamé que "l'heure des comptes était venue", et que Stephen Wise dirigea "les serviteurs de Dieu en perpétuelle souffrance" vers la "ligne de front" contre l'Allemagne : Ouverture du Synode national de Wittenberg le 27 septembre 1933, en concorde avec le NSDAP.

Quand je vous dis cela, je ne cherche pas à susciter vos émotions, mais ces choses sont trop peu connues. S'il est de notoriété publique que la situation des juifs n'est pas très réjouissante, je pense que la réalité de la situation n'est pas encore bien comprise ; c'est pourquoi j'ai pris la liberté de m'attarder un peu plus longuement sur ce sujet. Après tout, il s'agit ici du destin de six millions de personnes !... (p. 274)

Le 25 août 1939, – c'est-à-dire avant le début de la guerre – le même homme présenta au gouvernement britannique la déclaration de guerre militaire du Congrès juif mondial à l'Allemagne. Selon ses propres paroles, cela paraissait toutefois un peu plus subtil :

Je me suis engagé à transmettre oralement et par écrit la décision du Congrès de Genève au Gouvernement anglais. (p. 610)⁴⁰

Lorsque la guerre a commencé en 1939, il eut une conversation avec Winston Churchill :

Non seulement, il me reçut cordialement, mais il était aussi très confiant en ce qui concerne la guerre. Après m'avoir accueilli, ses premières paroles ont été les suivantes :

‘Eh bien, Dr Weizmann, nous les avons déjà battus.’

Je n'étais pas tout à fait d'accord sur ce point à l'époque, mais je ne l'ai pas dit, j'ai simplement changé de sujet, parlant de nos propres affaires et je l'ai remercié pour son soutien constant à la cause sioniste. ‘Vous étiez au cœur de cette entreprise’, lui dis-je, ‘et j'espère que vous pourrez assister à sa réussite’. Ajoutant qu'après la guerre, nous pourrions construire un État pour trois à quatre millions de juifs en Palestine, ce à quoi il a répondu : ‘Oui, allez-y, je suis tout à fait d'accord avec cette idée’. (p. 611)

Il savait ceci en novembre 1945 :

 ***Le gouvernement britannique a refusé de croire que six millions de juifs avaient été tués en Europe. (p. 642)***
Et ceci en novembre 1945 !!

C'était la première fois dans ses volumineux *Memoiren*, c'est-à-dire les "souvenirs de sa vie" qu'il s'exprimait sur le thème de "l'extermination des juifs européens par l'Allemagne hitlérienne". Tout comme dans les volumes des mémoires de Nahum Goldmann, président de longue date du Congrès juif mondial et de la section américaine de l'Agence juive, il n'y a absolument rien sur ce qu'on appelle l'"Holocauste" dans le livre de Chaim Weizmann, rien sur ce que les organisations juives mondiales ont appris pendant la guerre et sur la façon dont elles ont réagi à telle ou telle information. Le gouvernement britannique lui-même n'en savait toujours rien en novembre 1945. Ce n'est que plus tard qu'il a été jugé politiquement approprié de rejoindre le chœur des autres agitateurs ou du moins de ne pas les contredire. Le silence total de ces deux responsables de la communauté juive internationale dans leurs mémoires quant aux accusations incroyables portées contre le peuple allemand est une preuve très importante en ce qui concerne l'histoire mondiale !



Shimon Peres et Willy Brandt en Israël :
"Celui qui arrive d'Allemagne doit savoir de quoi il s'agit."
Der Spiegel 11 février 1985 (p. 24)

Les originaux de ces documents historiques ont été mis à la disposition de notre maison d'édition. Ils prouvent que la Juedische Kultusvereinigung zu Berlin e.V. (Communauté juive) était toujours impliquée dans l'administration des hypothèques à la fin du mois de novembre 1942 et était en mesure de facturer un taux d'intérêt extraordinairement bas à ses clients. À la demande d'un compatriote – manifestement juif aussi – qui avait subi des dégâts dus aux bombes, Herr Hans Fuchs contacta les autorités berlinoises et reçut la réponse reproduite sur les trois pages suivantes. Ces deux personnes étaient à Berlin en septembre/octobre 1943. — Il y a eu sans aucun doute d'autres cas, et nous ne contestons pas cela. Mais ces documents ne peuvent pas être écartés.

Un contre-exemple : loin des événements qui se produisaient en Europe, et sans rapport avec les Allemands, les Allemands d'Afrique du Sud-Ouest furent internés dans des camps de concentration immédiatement après le début de la guerre en 1939 et y restèrent longtemps après la fin de la guerre en 1945, uniquement parce qu'ils étaient Allemands.

Jüdische Kultusvereinigung
zu Berlin e. V.

Der Vorstand III A 181/37 Dr. F. / Br.

Herrn
Hans F u c h s
B e r l i n NW 40.

Kirchstrasse 22.

Berlin N 4, den 25. November 1942
Oranienburger Str. 29
Fernsprecher: 425921

Eingegangen
27. Nov. 1942
Erledigt: _____

Betreff: Hypothek Neue Friedrichstr. 22.

In Bestätigung Ihres Schreibens vom 20. Oktober 1942 bedauern wir, mitteilen zu müssen, dass wir in eine Zinsherabsetzung nicht einwilligen können, da ja der Zinssatz nur $3\frac{1}{2}$ % beträgt.

Jüdische Kultusvereinigung zu Berlin e. V.
Der Vorstand
I. A.

Der Oberbürgermeister der Reichshauptstadt Berlin
Hauptpienungsamt
Berlin O 2, den 27. Sept. 1943.
Abteilung Zimmer 64
Friedrichstr. 100/101 oder Südstr. 45/46
Brauhausstr. 47

(Dr. jur. Ernst Israel Rosenthal)
Ernst Israel Rosenthal

Association culturelle juive
zu Berlin e. V.
Le Conseil exécutif III A 181/37 Dr R. /Br.

Berlin N 4 novembre 25 novembre 1942
Oranlenburoer Str. 29
Téléphone 425921

Herr Hans Fuchs
Berlin NW 40

Reçues
27 nov. 1942

22 Kirchstrasse.

Objet : Hypothèque Neue Friedrichstr. 22.

En confirmation de votre lettre du 20 octobre 1942, nous avons le regret de vous informer que nous ne pouvons accepter une réduction d'intérêt, puisque le taux d'intérêt n'est que de 3,5 %.

Association culturelle juive de Berlin e. V.

Le Conseil d'administration

I.A.

(Dr. jur. Ernst Israel Rosenthal)

Der Oberbürgermeister der Reichshauptstadt Berlin

Hauptplanungsamt

Stralauerstr. 47

Berlin C2, den 27. Sept. 1943.

-Kontrollz. Zimmer 64

Telefon: 51 04 14 oder Stadtvon, 45 34

(Dr

Ihr Zeichen

Ihre Nachricht vom

Mein Zeichen

Tag

Pla VI C 3 b

Herrn
Hans Fuchs,
Berlin NW 40,
Kirchstr. 22

Eingegangen

16. Okt. 1943

Befügt: _____

Die Unterbringung der Bombengeschädigten erfolgt nicht durch das Hauptplanungsamt sondern ausschließlich durch das Quartier- und Wehrleistungsamt im Einvernehmen mit dem örtlichen Wohnungsamt

Ich stelle Ihnen anheim, die Familie Kieckhöfer zu veranlassen, einen Unterbringungsantrag bei dem zuständigen Quartier- und Wehrleistungsamt Steglitz zu stellen.

*Eberhart:
An Kieckhöfer
vermittelt.
f. 19.10.43*

Im Auftrage.
gez. Nieke
Begl. durch:

[Handwritten signature]

Voir traduction page suivante

Le maire de la Reichshauptstadt Berlin
Planificateur principal

Stralauerstr. 47

Berlin, 27 septembre 1943

Pla VI C 3 b

Herr
Hans Fuchs

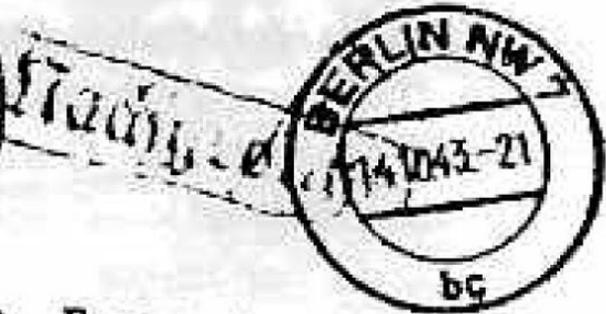
Reçu le 16 octobre 1943

Berlin NW 40,
Kirchstr. 22

L'hébergement des victimes de la bombe n'est pas assuré par le bureau de planification principal, mais exclusivement par le bureau des services de district et militaires en accord avec le bureau local du logement.

Je voudrais vous demander de faire en sorte que la famille Kieckhöfer dépose une demande d'hébergement auprès du bureau du district de Steglitz et du service militaire.

Signature



Herrn Hans Fuchs,

Postpflichtige Dienstsache!
Frei!

Berlin NW 40,

Kirchstr. 22

Max. 4000, die n. 2000 6 11. 1934

Januar 51 00 15 1237 (Rechnung) 4534

Platz 11 C

Der Oberbürgermeister



Berlin O. Stadthaus
Der Oberbürgermeister der Reichshauptstadt Berlin

Israël = un modèle ?

En 1948, Israël a obtenu la possibilité inespérée de bâtir un État jouissant de tous les avantages du statut social des peuples civilisés, que les sionistes admiraient tant et qui, depuis 1933, avaient été “bafoués par les diaboliques nazis”. Et n’oublions pas de mentionner – bien que cela s’inscrive dans cette comparaison – le fait que ni un ressortissant allemand, ni aucun autre étranger ne pouvait s’installer en Israël, ni s’y assimiler ou occuper un poste de premier ministre, de chef de la police ou de banquier, ni travailler dans les médias publics.



Moshe Sharett

Souvenons-nous que ce sont précisément ces normes qui auraient incité Samuel Untermyer et Stephen Wise à agir sur un continent étranger et à appeler à une “guerre sainte” dans les “premières tranchées de ligne de front”. Comme nous l’avons déjà mentionné, aucune autre nation, et encore moins le peuple allemand, n’a jamais revendiqué un tel droit de vivre et de travailler en Israël et n’a certainement pas l’intention de le faire à l’avenir. Étant donné que nous, Allemands, comme le reste de l’humanité, sommes impatients de suivre un processus d’apprentissage progressiste et que nous voulons tirer des leçons de la manière dont ces principes humanitaires devraient être mis en pratique tant à l’intérieur d’un pays que vis-à-vis des pays voisins, il est conseillé d’étudier les événements historiques dans le pays créé par ces personnes dont les accusations contre le peuple allemand sont destinées à maintenir les médias internationaux dans un état

d'agitation permanente dans le monde entier “jusqu'à la dernière génération”.

Pour ces raisons et par souci de vérité historique, il est intéressant de citer à partir de sources juives la principale attitude de ces hommes responsables, qui ont mis en œuvre les politiques d'Israël. Bien que nous soyons conscients du fait que de telles citations sont certainement insuffisantes pour appréhender la situation dans son ensemble (compte tenu de la tendance actuelle en Allemagne à “faire face au passé” d'une manière partisane, quand ce n'est pas avec l'intention de tromper), nous estimons que les citations suivantes dissèquent du moins un spectre de réalités historiques israéliennes. Le livre emblématique *Israels heiliger Terror* [Le terrorisme sacré d'Israël] contient des notes remarquables du journal de Moshe Sharett, ministre israélien des Affaires étrangères sous la tutelle du Premier ministre David Ben Gourion (1948-1953), et qui fut Premier ministre de 1954 à 1955. Ce livre a été publié pour la première fois aux États-Unis en 1980 et en République fédérale d'Allemagne en 1982.⁴¹ L'auteur est une ancienne correspondante étrangère du service radio israélien née à Tel-Aviv.⁴²

1) Le journal intime de Moshe Sharett prouve incontestablement que, dès le début, cela faisait partie de la stratégie du “Security Establishment” de l'État d'Israël de provoquer sciemment des États arabes à la guerre, par des actions militaires et terroristes. Cette stratégie a permis à Israël de se faire passer aux yeux du monde entier pour un pays victime tout en élargissant en permanence son territoire, conscient de sa supériorité militaire.

Ben Gourion lui-même a dit cela vaudrait la peine de payer “un million de livres sterling à un Arabe pour déclencher une guerre”. (d'après les notes du journal intime du 26 mai 1955).

⁴¹ Livia Rokach, *Israels heiliger Terror*, Pfungstadt 1982, Minotaurus Projet n° 23.

⁴² Les citations sont de Livia Rokach et les citations en italique de Moshe Sharett.

Dans l'étude présentée ici en allemand, Livia Rokach montre qu'au début des années 1950, le plan d'Israël était déjà en place pour acquérir le Sud du Liban, Gaza et la Cisjordanie.

Il devient de plus en plus évident que les extraordinaires changements socioculturels et géographiques dans la société israélienne au cours de cette génération résultent du “Lebensraum” [politique d’habitat] et non pas, en fait, le fruit accidentel des efforts déployés visant à protéger “la sécurité d'Israël” contre une “menace arabe”. L'expansion territoriale a été facilitée par les provocations d'Israël, qui ont suscité l'hostilité arabe et créé des prétextes d'intervention. Cette politique est amplement documentée par Moshe Sharett, qui était ministre des Affaires étrangères sous la tutelle du ministre David Ben Gourion, et puis Premier ministre israélien (1954-1955). Le journal intime de Moshe Sharett documente la “Sainte Terreur” d'Israël et révèle les mythes qui ont été présentés comme étant des vérités manifestes depuis la création d'Israël et jusqu'à ce jour où les actes terroristes israéliens contre les Palestiniens en Cisjordanie, à Gaza et dans le Sud du Liban ont atteint un niveau intolérable...

Nous considérons qu'il est de notre devoir... d'attirer l'attention du public sur les nombreux incidents documentés et relatés en détail par un Premier ministre israélien consterné, qui s'inquiétait de la dégradation morale d'une société qui prônait la vengeance comme principe “sacré”.

Dans un passage cité par Livia Rokach, Sharett a écrit :

Dans les années 30, nous avons endigué les émotions de vengeance... maintenant, au contraire, nous justifions le système de représailles... nous avons éliminé la retenue mentale et morale de ces instincts et rendu possible... de considérer la vengeance comme valeur morale... un principe sacré. (pp. 6-7)

La satisfaction qu'a suscité l'attaque contre les deux maires palestiniens chez de nombreux colons juifs de Cisjordanie témoigne du sentiment ressenti en Israël dans les années 1950, qui causa tant d'angoisse à Sharett et posa un défi à sa conscience. En effet, les armées privées, désormais organisées par des groupes juifs d'autodéfense déterminés à garder la Cisjordanie et Gaza sous contrôle israélien permanent, ont ouvertement plaidé pour le

retrait de tous les Arabes de la Palestine occupée. Ces ultra-nationalistes considèrent que le Premier ministre Menahem Begin et le ministre des Affaires étrangères Yitzhak Shamir (respectivement anciens membres des groupes terroristes Irgoun et Stern) sont devenus des charlots, des imbéciles et des traîtres et, bien que Begin ait condamné les attaques contre les maires palestiniens les qualifiant de ‘crimes de la pire espèce’, il n’en demeure pas moins que les colons de Gush Emunim et de Kach appliquent les politiques de colonisation du gouvernement Begin. Ce gouvernement leur assure protection et avantages économiques et légalise leurs actions. En même temps, il s’assure que ses victimes sont impuissantes et sans défense. Le massacre de Deir Yassim de 1948, commis par l’organisation de Begin, Irgoun Tzvaï Léhoumi et l’attentat à la bombe perpétré le 2 juin 1930 par un autre groupe d’autodéfense non encore identifié, sont des produits de la même “terreur sacrée”... (p. 7)

Entre 1933 et 1948, Sharett a dirigé les relations extérieures du mouvement sioniste en tant que président du ‘Département politique de l’Agence juive’, de 1948 à 1956, il a été ministre des Affaires étrangères d’Israël et de 1954 à 1955, il fut Premier ministre... (p. 18)

Sharett écrit qu’une grande guerre contre l’Égypte, visant à conquérir Gaza et le Sinaï, faisait partie de l’ordre du jour des dirigeants israéliens depuis au moins l’automne 1953, soit presque un an avant que [Gamal Abdel] Nasser ne renverse [Mohammed] Naguib et ne renforce son leadership. Il avait été convenu à l’époque que les conditions internationales pour une telle guerre seraient mûres d’ici trois ans... (p. 21)

Citations extraites du journal :

J’ai réfléchi à la longue série de faux incidents et d’hostilités que nous avons inventés, aux nombreux affrontements que nous avons provoqués et qui ont fait couler tant de sang, et aux violations de la loi par nos hommes - autant de désastres graves qui ont déterminé le cours des événements et contribué aux problèmes de sécurité (p. 22).

Ces actions (attaques menées sous l'euphémisme de 'frappes de représailles')... sont notre force vitale. Elles... nous aident à maintenir une grande tension au sein de notre population et de l'armée. ... Pour que les jeunes hommes aillent au Néguev, nous devons crier que [la région] est menacée. (p. 23).

Lors de la réunion du cabinet, j'ai condamné l'affaire Qibya qui nous a fait passer aux yeux du monde entier comme une bande de sanguinaires, capables de massacres de masse indépendamment, semble-t-il, de la question de savoir si leurs actions peuvent mener à la guerre. J'ai prévenu que cette tache allait toujours nous coller et qu'elle ne serait pas effacée avant de nombreuses années... Il a été décidé qu'un communiqué concernant Qibya serait publié et que Ben Gourion l'écrirait. J'ai insisté pour y inclure une formule de regrets. Ben Gourion a insisté pour exclure toute responsabilité de l'Armée : la population civile des régions frontalières, exaspérée par les meurtres incessants, a fait justice elle-même. Après tout, a-t-il dit, il y a de nombreuses armes dans les colonies frontalières et les colons sont d'anciens soldats. ... J'ai dit que personne au monde ne croirait une telle histoire et que nous passerions juste pour des menteurs. Mais je ne pouvais sérieusement pas exiger que le communiqué affirme explicitement la responsabilité de l'Armée, car cela aurait rendu impossible la condamnation de l'acte et nous aurions fini par approuver ce bain de sang monstrueux. (18 octobre 1953, p. 51) (pp. 36-37 dans l'édition anglaise)

Premièrement, l'Armée considère la frontière actuelle avec la Jordanie comme absolument inacceptable. Deuxièmement, l'Armée prépare une guerre pour occuper le reste de l'Ouest d'Eretz Israël. (26 octobre 1953 ; p. 81) (p. 38) (p. 18 dans l'édition anglaise).



Moshe Dayan, 1967

Héros national

"Israël se lèvera et tombera avec son armée"

Moshe Dayan⁴³ a élaboré un plan après l'autre pour des 'actions directes'. Le premier consiste à mettre fin au blocus dans le détroit d'Eilat. Un navire battant pavillon israélien devrait être envoyé, et si les Égyptiens nous attaquent, nous bombarderons la base égyptienne depuis les airs, ou (nous devrions) conquérir Ras-e-Naqueb ou nous diriger au Sud vers la bande de Gaza jusqu'à la côte. Il y a eu un tollé général. Je lui ai demandé : 'Tu te rends compte que cela signifierait la guerre avec l'Égypte ?' Il a dit : 'Bien sûr.' ... (31 janvier 1954 ; p. 331) (p. 39)

Après le repas, Lavon⁴⁴ m'a pris à part et a essayé de me persuader : c'est le bon moment pour agir. Il est temps d'aller de l'avant et d'occuper les postes de la frontière syrienne au-delà de la zone démilitarisée. La Syrie se désintègre. L'État avec lequel nous avons signé un accord de cessez-le-feu n'existe plus. Son gouvernement est sur le point d'être démantelé et aucun autre pouvoir n'est en vue. De plus, l'Irak a pratiquement envahi la Syrie. C'est une occasion historique, il ne faut pas la rater.

Je n'étais guère disposé à approuver un tel plan-éclair et je nous voyais à la veille d'une véritable catastrophe. Je lui ai demandé s'il suggérerait que nous agissions immédiatement et je fus choqué lorsque j'ai réalisé qu'il l'avait fait. ... (p. 40) (p. 10 dans l'édition anglaise)

...Ce qui me choque et m'inquiète, c'est l'étroitesse d'esprit et la myopie de nos chefs militaires. Ils semblent supposer que l'État d'Israël peut — ou même doit — se comporter dans le domaine des relations internationales selon les lois de la jungle. ... (22 décembre 1954 ; p. 607) (p. 43 dans la version anglaise)

Puis, il (Ben Gourion) passa à un autre sujet. Il a dit que c'était le moment de faire pression sur le Liban, c'est-à-dire les Maronites de ce pays, afin qu'ils proclament un État chrétien. J'ai dit que c'était absurde. ...

J'ai expliqué qu'il n'y avait aucun motif suffisant qui prêtait à créer une telle situation, et que si nous devions la provoquer et l'encourager de notre propre chef, nous nous lancerions dans une entreprise qui nous ferait honte. J'eus ici droit à une vague de reproches concernant mon manque d'audace et mon étroitesse d'esprit. Nous devrions envoyer des émissaires et verser de l'argent. J'ai dit qu'il n'y avait pas d'argent. La réponse fut qu'il n'y avait rien de tel. L'argent devait être trouvé, dans le budget de l'État sinon à l' 'Agence Juive' ! Pour un tel projet, cela vaut la peine de gaspiller des centaines de

⁴³ Moshe Dayan, Commandant en chef des forces armées israéliennes.

⁴⁴ Pinhas Lavon - Ministre israélien de la guerre. Le 25 mars 1954, un certain nombre d'unités de l'Armée syrienne se sont mutinées.

milliers, un demi-million, un million de dollars... Si cela se produit, il y aura un changement définitif au Moyen-Orient, une nouvelle ère commencera. J'en ai eu marre de combattre un tourbillon. (27 février 1954 ; p. 377) (pp. 47-48 dans l'édition anglaise)

Le 16 mai 1954, lors d'une réunion conjointe avec de hauts responsables des ministères de la Défense et des Affaires étrangères, Ben Gourion a demandé à Israël de faire quelque chose au sujet du Liban. Il a dit que le moment était particulièrement opportun en raison des nouvelles tensions entre la Syrie et l'Irak et des troubles internes en Syrie. Moshe Dayan a immédiatement exprimé son soutien enthousiaste :

Le 16 mai 1956 (suite du journal intime de Sharett) :

Selon lui (Dayan), il suffit de trouver un officier, peut-être même un major. Nous devrions gagner son cœur ou l'acheter avec de l'argent, pour qu'il accepte de se déclarer le sauveur de la population maronite. Ensuite, l'Armée israélienne envahira le Liban, occupera le territoire nécessaire et établira un régime chrétien qui s'alliera avec Israël. La zone au Sud du Litani sera totalement annexée à Israël et tout ira bien. Si nous acceptons l'avis du chef d'état-major, nous le ferions demain, sans attendre le signal de Bagdad. ...

Je ne voulais pas me quereller avec Ben Gourion devant ses officiers et je me suis contenté de souligner que cela pourrait signifier... une guerre entre Israël et la Syrie. ... (p. 54 dans l'édition anglaise)

Cela peut être considéré comme une preuve décisive que nous avons décidé de passer à une offensive générale sanglante sur tous les fronts : hier Gaza, aujourd'hui à la frontière jordanienne, demain la DMZ syrienne (zone démilitarisée), etc. Demain, lors de la réunion du Cabinet, j'exigerai que les tueurs soient jugés comme des criminels... (5 mars 1955 ; p. 816) (p. 62 dans l'édition anglaise)

Je n'aurais jamais imaginé que nous pourrions atteindre un tel niveau de relations empoisonnées, le déclenchement des instincts les plus bas de haine, de vengeance et de tromperie mutuelle au sommet de l'un de nos plus prestigieux ministères (celui de la Défense).

Je tourne en rond comme un fou, horrifié et perdu, complètement impuissant... Que dois-je faire ? Que dois-je faire ? (10 janvier 1954 ; p. 639) (p. 72 dans l'édition anglaise)

Aucun risque potentiel d'un avantage militaire arabe pour les 8 à 10 prochaines années. Même s'ils reçoivent une aide militaire massive de

l'Occident, nous maintiendrons notre supériorité militaire grâce à notre capacité infiniment plus grande d'assimiler de nouveaux armements. Le pacte de sécurité ne fera que nous entraver et nous priver de la liberté d'action dont nous aurons besoin dans les années à venir. Les frappes de représailles, que nous ne pourrions pas mener à bien sans un pacte de sécurité, sont notre force vitale... D'abord, elles obligent les gouvernements arabes à prendre des mesures strictes pour sécuriser leurs frontières. Ensuite, - et c'est essentiel - elles nous permettent de maintenir une tension élevée au sein de notre population et de l'Armée. Sans ces actions, nous aurions cessé d'être un peuple combattif et sans la discipline d'un peuple combattif, nous sommes perdus. ... (p. 78)

Les conclusions découlant des paroles de Dayan sont claires : cet État n'a aucune préoccupation internationale, aucun problème économique, la question de la paix est inexistante. Il doit calculer ses pas de façon obtuse et vivre par l'épée. Il doit voir l'épée comme le principal, sinon le seul, moyen de garder un moral élevé et de conserver ce moral. À cette fin, il peut - non, il doit - inventer des dangers, et pour ce faire, il doit adopter la méthode de la provocation et de la vengeance. ... Et pour couronner le tout, j'espère qu'il y aura une nouvelle guerre avec les pays arabes, afin que nous puissions peut-être enfin nous débarrasser de nos problèmes et acquérir notre habitat. (Quel lapsus : Ben Gourion lui-même a dit qu'il vaudrait la peine de payer un arabe un million de livres sterling pour déclencher une guerre. ... (26 mai 1955 ; p. 1021) (p. 78 dans l'édition anglaise)

Le discours de Ben Gourion était... plein de colère contre ceux qui ne sont pas d'accord avec lui et qui, à son avis, sont incapables de voir le pronostic fatal et ne peuvent pas comprendre que nous ne pouvons être sauvés que par des actions audacieuses, si elles sont exécutées à temps, avant que l'occasion ne soit manquée. ... La question des réfugiés est effectivement une nuisance, mais nous les chasserons quand même vers la Jordanie. ... (29 mars 1955 ; pp. 874-875) (p. 84 dans l'édition anglaise)

Notre force réside dans la fabrication de faits - c'est la seule méthode qui nous permettra de devenir un facteur politique à ne pas négliger. C'est le bon moment car le monde arabe est divisé et l'Égypte n'a pas encore signé d'accord avec les États-Unis ou l'Angleterre. ... (29 mars 1955 ; pp. 874-875) (p. 85 dans l'édition anglaise)

2) Prenons un autre livre : Erich Follath *Das Auge Davids* (L'œil de David).⁴⁵

Jabotinsky et Stern n'hésitent pas à faire preuve de brutalité. Ils veulent semer la terreur : terreur contre les Britanniques, pour qu'ils se retirent de Palestine ; terreur contre les Arabes pour les intimider ou pour qu'ils fuient eux aussi le pays.

Jabotinsky est l'un des esprits les plus brillants du sionisme. À Odessa, jeune homme, il a organisé la résistance contre le bataillon russe Willkür. Il s'est rendu en Allemagne, en Turquie et en Pologne. Il créa la "Légion" juive, une troupe plutôt symbolique qui combattit en 1920 pour capturer Jérusalem aux côtés des Britanniques – le premier bataillon juif depuis l'époque de Jésus. Jabotinsky, brillant orateur, fonda un groupe de jeunes en Pologne, dont les plus enthousiastes comprenaient un jeune homme pâle à lunettes, nommé Menahem Begin. Lorsque Jabotinsky réalisa que les Britanniques n'étaient pas disposés à laisser les juifs avoir leur État sans conditions préalables, il menaça de "se battre jusqu'au bout" contre le pouvoir mandaté ! Méprisé par ses adversaires plus modérés en raison de son comportement radical en tant que "hitlérien-sioniste" (par exemple par Ben Gourion, futur premier ministre), Jabotinsky mourut en 1940 alors qu'il voyageait aux États-Unis.

Menahem Begin, qui arriva en 1942 sur la "Terre Promise" via la Pologne et un camp de concentration soviétique, devint peu après le nouveau chef de l'"Irgoun". Il fit exploser le "King David Hotel" à Jérusalem, siège des quartiers généraux britanniques, la mort de 92 personnes ne le gênant pas le moins du monde. Peu après, Begin et ses hommes furent recherchés par les Britanniques, et une récompense de 20 000 livres sterling fut offerte pour sa capture.

Abraham Stern et son groupe clandestin furent encore plus radicaux : il prêchait le terrorisme individuel et pratiquait le meurtre d'innocents civils ; il avait même constitué une "liste noire" et voulait que les personnes y figurant soient poursuivies et tuées lors d'embuscades. En février 1942, Stern fut lui-même attiré

⁴⁵ Erich Follath, *Das Auge Davids - Die geheimen Kommandounternehmen der Israelis*, Goldmann-Sternbücher, Hambourg 1980 pp. 58-59

dans une embuscade par la police et abattu, mais cela ne mit pas pour autant fin à son groupe de meurtriers.

En 1943, sous la présidence de Yitzhak Shamir, le président du Parlement israélien de longue date et ministre des Affaires étrangères israélien, le groupe Stern, a condamné à mort Lord Moyne, le nouvel envoyé du gouvernement britannique au Moyen Orient, et a exécuté la sentence. Les historiens considèrent qu'il est fort probable que le meurtre du responsable de l'ONU, le comte Bernadotte, doit aussi être attribué à ce gang.

Le 18 juin 1945 – cela fait seulement deux mois que les camps de concentration nazis ont été découverts et que les atrocités inimaginables sont connues du monde entier et cela ne fait que 40 jours que le Reich allemand a capitulé – l'“Agence juive” a demandé aux autorités du mandat britannique des permis d'immigration pour 100 000 survivants des camps de concentration. Mais le nouveau premier ministre britannique Clément Attlee ne s'est pas laissé influencer par l'histoire de l'Holocauste et s'est déclaré prêt, en novembre, à approuver 1 500 personnes par mois – mais pas plus.

Désormais, la “Haganah” lutte également contre les méthodes terroristes.

Au cours d'un raid sur un camp dans lequel les Britanniques veulent retenir des centaines d'immigrants illégaux en vue de leur déportation ultérieure, des soldats britanniques ont perdu la vie et les Britanniques ont été obligés d'envoyer plus de troupes en Palestine.

L'agence clandestine d'immigration, le “Mossad”, n'apporte pas seulement des réfugiés dans le pays, mais aussi des armes.

La lutte pour un État d'Israël indépendant s'intensifie ; le terrorisme et la lutte antiterroriste ont créé une atmosphère d'anarchie et de chaos... (pp. 58-59)

3)

1938

À titre de troisième exemple, comparons la réaction du gouvernement du Reich en 1938 et celle d'Israël en 1982 en réponse à l'assassinat à l'étranger de leurs ambassadeurs respectifs.

Ernst vom Rath, un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne à Paris, a été assassiné par Herschel Grynszpan le 7 novembre 1938. Dans la soirée du 9 novembre 1938, les hauts responsables du NSDAP sont réunis à Munich pour commémorer "ceux qui sont tombés pour le mouvement". Lorsque les informations faisant état de l'incendie criminel de synagogues qui a eu lieu dans tout le Reich ce soir-là, à cause du soulèvement populaire provoqué par cet assassinat, arrivèrent à l'assemblée, tout le monde, y compris Hitler, fut complètement abasourdi, pour ne pas dire consterné – ceci est l'une des preuves historiquement incontestées. À ce jour, rien n'a permis d'attribuer la faute à qui que ce soit au sein de la direction du NSDAP. M. Goebbels, en sa qualité de ministre de la propagande, a été désigné comme l'initiateur, toutefois, il n'y a aucune preuve de cette allégation.⁴⁶ Les pertes en vies humaines, les

⁴⁶ Ingrid Weckert, *Feuerzeichen* [signes d'incendie], Tübingen 1981 – Une enquête approfondie et minutieuse sur le contexte et les conséquences de la fameuse "Reichskristallnacht" [Nuit de cristal] du 9 novembre 1938. Dans le cadre des événements mentionnés ci-dessus, il est intéressant de savoir que même pendant les procès après la guerre, les responsables de l'incendie et de la violence simultanés dans tout le Reich n'ont pas pu être identifiés. Le Cour suprême du Parti, en coordination avec les tribunaux civils, a poursuivi et puni les actes criminels en rapport avec ces outrages, même si elle a évité de les rendre publics. Ingrid Weckert en conclut de façon légitime que l'"insurrection spontanée" - à un moment où presque tous les plus hauts dirigeants du Parti étaient absents de leurs centres de commandement et réunis à Munich pour une célébration commémorative - a été planifiée et initiée par des forces extérieures travaillant en coopération avec des forces actives dans le mouvement de résistance à l'intérieur de l'Allemagne, suivie par un certain nombre de rebelles dans les formations inférieures de la SA qui ne comprenaient probablement pas la situation. Au début de novembre 1938, on s'attendait à ce que le gouvernement britannique fasse une annonce incluant un arrêt de l'immigration pour la Palestine. Il y avait à l'époque des intérêts puissants qui tentaient

incarcérations injustifiées dans des camps de concentration et les dommages matériels sont à ce jour, très difficiles à établir. Réponse du gouvernement : Téléx immédiat et lettre répétée du “chef adjoint” le 10 novembre 1938 à tous les Gauleiters pour action immédiate, dont voici le texte (page suivante) :

d'empêcher cela, même au risque de sacrifices énormes. Cf. : *Historische Tatsachen*, n° 10. p. 21 sq.

Nationalsozialistische  Deutsche Arbeiterpartei

Der Stellvertreter des Führers
Stah

München 22. am 10. November 1938
Stammamt

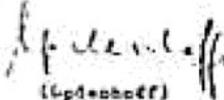
An alle Gauleitungen zur anfertigen Veranlassung!

A u s s a g e N r. 174/38.

(Wiederholung des Fernschreibens vom 10. Nov. 1938)

Auf ausdrücklichen Befehl allerhöchster Stelle dürfen Brand-
legungen an jüdischen Geschäften oder dergleichen auf gar
keinen Fall und unter gar keinen Umständen erfolgen.

i. S.


(Goebbels)

Verteilter:
Gauletter.

Quelle: Bundesarchiv Koblenz: AZ: NS 6/231

*Sur ordre exprès de l'autorité suprême, un incendie criminel dans un
magasin juif ou similaire ne peut en aucun cas avoir lieu.*

La collecte obligatoire subséquente d'un milliard de Reichsmarks (20 % de prélèvement sur le capital en quatre tranches, réparties sur un an), le décret visant à éliminer les juifs de la vie économique et un certain nombre d'autres mesures discriminatoires contraires aux principes de l'État de droit furent indubitablement des décisions erronées qui ont entraîné un durcissement insensé des fronts, tant dans la politique intérieure qu'extérieure. Toutefois, ces mesures ne légalisaient ni le meurtre ni la guerre, mais devaient servir de moyen de dissuasion contre d'autres assassinats de fonctionnaires allemands à l'étranger, car le conseiller vom Rath était déjà la huitième victime.

1982

Bildzeitung du 7 juin 1982 :

Représailles pour la tentative d'assassinat à Londres de l'ambassadeur israélien Shlomo Argov. Israël envahit le Liban. 20 000 hommes – 400 chars. Les Israéliens et leur Armée de l'air ont préparé leur attaque de représailles les pilotes bombardent par vagues successives les camps de réfugiés et les bunkers palestiniens autour de Beyrouth et Tyros.

Allgemeine jüdische Wochenzeitung du 11 juin 1982 :

Les balles des terroristes palestiniens, qui ont touché au cœur l'ambassadeur israélien Sholmo Argov la semaine dernière à Londres, viennent de déclencher l'explosion attendue au Moyen Orient...

Les instigateurs de la tentative d'assassinat de Londres savaient clairement qu'Israël abandonnerait à ce moment-là sa retenue, à moins qu'il ne veuille perdre sa crédibilité et sa force de dissuasion et n'encourage à davantage d'actes terroristes. Ils devaient également être au courant des combats entre les différentes factions parlementaires, qui faisaient rage depuis des semaines en Israël et dans lesquels le ministre de la Défense Sharon et le chef

d'état-major Eytan plaident pour une action militaire majeure contre l'OLP au Liban afin de mettre fin à son influence...

Vendredi dernier (le 4 juin 1982), lorsque le Conseil des ministres israélien s'est réuni pour une session extraordinaire concernant la tentative d'assassinat de l'ambassadeur Argov à Londres, il n'y avait plus d'opposition à une frappe massive de représailles par la Force aérienne contre deux bases de l'OLP à Beyrouth.

L'OLP a réagi à ce raid en tirant sur les villages frontaliers israéliens, provoquant ainsi d'autres raids contre les Palestiniens, et ce fut une véritable spirale infernale. ...

À Londres, on était convaincu que le Premier ministre israélien Begin attaquait les mauvaises personnes avec l'opération contre les positions de l'OLP au Liban. Sans le dire ouvertement, même la Première ministre londonienne, Margaret Thatcher, a fait allusion à cette opinion en niant publiquement que la tentative d'assassinat de Shlomo Argov était la cause de la nouvelle offensive israélienne, mais probablement le fait déclencheur. Au même moment, Margaret Thatcher a fait remarquer que la liste noire, trouvée par la police antiterroriste britannique (C 13) après la tentative d'assassinat, contenant les noms de politiciens et d'Israéliens éminents, incluait également le représentant de l'OLP à Londres, Nabil Ramlawi. ...

Dans ce contexte, l'affirmation du représentant de l'OLP à Londres, dont le prédécesseur Saïd Hammami avait été assassiné à Londres en 1978 en raison de son "attitude conciliante envers Israël", selon laquelle l'OLP n'était pas responsable de la tentative d'assassinat qui visait Argov, prend plus de poids. M. Ramlawi a également déclaré que le diplomate israélien était "victime d'une campagne déterminée", actuellement menée dans les capitales européennes pour discréditer l'OLP et saper l'amitié qui s'est développée entre les Palestiniens et les gouvernements de la C. E [Communauté Européenne]...

Frankfurter Allgemeine du 14 juillet 1982 :

Il semble que l'OLP se soit rapprochée de son objectif de reconnaissance internationale dans les négociations secrètes avec les gouvernements européens et dans ses contacts directs avec

Washington (via Tunis) au cours de la période de janvier à juin de cette année...

Par contre, le gouvernement Begin a cherché à empêcher cette reconnaissance de l'OLP par tous les moyens. Il voulait détruire l'offensive diplomatique de l'OLP par la désinformation, des actions terroristes et, enfin, par son "attaque" contre le Liban... Détruire l'"Organisation de libération palestinienne" tant sur le plan militaire que politique est l'objectif de guerre du gouvernement israélien.

Les violents raids aériens israéliens d'avril et de mai étaient en préparation pour atteindre cet objectif. Avec l'extension unilatérale du cessez-le-feu aux institutions israéliennes à l'étranger, le gouvernement israélien a alors créé la base juridique de son offensive. À la grande surprise de l'OLP, cette interprétation israélienne (de la trêve) a été adoptée par les États-Unis. L'attaque contre l'ambassadeur israélien a finalement fourni le prétexte souhaité.

Selon les informations de l'OLP, le groupe terroriste d'Abou Nidal, qui est tenu pour responsable de la tentative d'assassinat, a été manipulé par les services secrets israéliens...

Le nombre de victimes et les énormes dommages et la misère causés par l'invasion du Liban n'ont pas encore été évalués à ce jour. Cette guerre a plongé le Liban dans un chaos permanent ; sept ans plus tard, en 1985, elle est toujours en cours.



Massacre des amis "chrétiens" israéliens à Beyrouth : femmes et enfants palestiniens. En arrière-plan, des travailleurs humanitaires libanais portent des masques à gaz pour se protéger contre la puanteur des cadavres en décomposition.

Massacre de plus d'un millier de Libanais et Palestiniens sans défense les 16 et 18 septembre 1982 dans les camps de réfugiés de Beyrouth, Sabra et Chatila. Les témoins oculaires accusent fermement Israël d'avoir aidé à sa planification, de ne pas être intervenu alors que le crime se déroulait, puis d'avoir contribué activement à "l'élimination de toutes les traces", y compris le ratissage des maisons par des bulldozers. Le Premier ministre Begin a refusé de créer une commission d'enquête officielle sur le massacre. Éventuellement, celle qui eut lieu a été étouffée et fut rapidement oubliée — comme beaucoup d'autres choses.

UDO WALENDY

LE CONTRAT DE TRANSFERT & LA FIEVRE DU BOYCOTT DE 1933

Ce livre présente les informations les plus pertinentes sur la déclaration de guerre contre l'Allemagne par ceux qui se définissent comme les "juifs du monde" ou de la Judée, et leur boycott global des biens et services allemands, soutenus par la propagande anti-allemande.

Leur objectif déclaré était d'amener l'Allemagne à détruire l'Allemagne. Ils ont commencé à mettre en œuvre ce plan dès que les Nationaux-Socialistes sont arrivés au pouvoir pour détruire Hitler et renverser la volonté du peuple allemand qui avait élu son parti et son plan de sauvetage économique.

Avant qu'Israël puisse devenir une réalité, il fallait le peupler. Beaucoup de juifs allemands ne voulaient pas quitter l'Allemagne quand les Nationaux-Socialistes sont arrivés au pouvoir.

Les Sionistes ont conclu un accord commercial avec l'Allemagne pour amener plus de juifs en Palestine. L'appel des juifs internationaux à boycotter les produits allemands plongea le peuple allemand dans une situation économique difficile, entraînant l'antisémitisme.

ISBN 978-0-244-07145-5



9 780244 071455